

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202056]

28 FEVRIER 2019. — Décret relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

- 1^o l'Administration : le ou les services désignés par le Gouvernement;
- 2^o les inspecteurs : les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ;
- 3^o les travailleurs : les personnes qui exécutent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne en vertu d'un contrat de travail et celles qui y sont assimilées y compris :
 - a) les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, exécutent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne, ou qui exécutent des prestations de travail dans des conditions similaires à celles d'un contrat de travail;
 - b) les personnes qui ne travaillent pas sous l'autorité d'une autre personne mais qui sont assujetties en tout ou en partie à la législation sur la sécurité sociale des travailleurs salariés;
 - c) les personnes visées à l'article 1^{er}, 4^o, du décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement;
 - d) les travailleurs faisant l'objet d'un transfert temporaire intragroupe, visés dans les normes relatives à l'occupation des travailleurs étrangers;
 - e) les travailleurs indépendants étrangers qui, en vertu des lois ou règlements, doivent être en possession d'une autorisation en vue d'exercer une activité professionnelle indépendante;
- 4^o les bénéficiaires : personnes, attributaires ou ayants droit, qui ont droit aux avantages accordés par les législations et réglementations visées à l'article 3, et celles qui ont demandé à en bénéficier;
- 5^o les employeurs : les personnes physiques, les personnes morales de droit privé et public ou les associations de fait qui occupent les personnes visées au 3^o, ou qui sont assimilées à des employeurs dans les cas et conditions déterminés par la législation et y compris :
 - a) les personnes physiques ou morales qui prestent des services de travail intérimaire, qui exploitent un bureau d'outplacement, un bureau de recrutement ou de sélection ou un bureau de placement gratuit conformément à la réglementation relative à l'exploitation de bureaux de placement;
 - b) les utilisateurs, à savoir les personnes physiques ou morales qui font appel aux services prestés par une agence de placement, ou qui fixent les tâches des travailleurs et qui en supervisent l'exécution;
 - c) les bénéficiaires de subventions, à savoir les personnes physiques ou morales qui sollicitent ou ont obtenu des subventions en matière d'économie, d'emploi et de recherche de la Région wallonne ou des personnes morales subventionnées directement ou indirectement par elle, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par la Région wallonne avec ou sans intérêt;
 - d) les bénéficiaires d'un agrément, à savoir les personnes physiques morales qui sollicitent ou ont obtenu un agrément en matière de politique économique de politique de l'emploi et de recherche scientifique de la Région wallonne ou d'une personne morale subventionnée directement ou indirectement par la Région wallonne;
 - e) dans le cadre d'un transfert temporaire intragroupe, l'entité dans laquelle la personne faisant l'objet dudit transfert est transférée temporairement, quelle que soit sa forme juridique, établie en région de langue française;
- 6^o les données sociales : les données nécessaires à l'application des législations et réglementations visées à l'article 3;
- 7^o les données sociales à caractère personnel : les données sociales concernant des personnes identifiées ou identifiables;
- 8^o les institutions publiques de sécurité sociale : les institutions publiques et les services des gouvernements chargés d'appliquer la législation relative à la sécurité sociale;
- 9^o les institutions coopérantes de sécurité sociale : les organismes de droit privé, agréés pour collaborer à l'application de la législation relative à la sécurité sociale;
- 10^o les lieux de travail : les lieux où des activités qui sont soumises au contrôle des inspecteurs sont exercées ou dans lesquels sont occupées des personnes soumises aux dispositions des législations et réglementations visées à l'article 3 et, entre autres, les entreprises, parties d'entreprises, établissements, parties d'établissements, bâtiments, locaux, endroits situés dans l'enceinte de l'entreprise, chantiers et travaux en dehors des entreprises ainsi que les endroits où les documents portant sur les activités réglementées sont conservés;
- 11^o les supports d'information : les supports d'information sous quelque forme que ce soit, comme des livres, registres, documents, supports numériques ou digitaux, disques, bandes et y compris ceux accessibles par système informatique ou par tout autre appareil électronique;
- 12^o le fonctionnaire sanctionnateur : le fonctionnaire désigné par le Gouvernement et habilité à prendre les décisions en matière d'amende administrative au sens du présent décret;
- 13^o le contrevenant : la personne physique ou morale à laquelle une amende administrative peut être infligée conformément au Chapitre 9;
- 14^o la personne concernée : la personne physique identifiée ou identifiable visée à l'article 4, 1), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE;
- 15^o le règlement général sur la protection des données : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE.

Art. 2. Le Gouvernement détermine les modalités relatives au calcul des délais ainsi que celles relatives à la transmission des documents, informations et données dans le cadre du présent décret et de ses mesures d'exécution.

Art. 3. Les inspecteurs sont chargés de rechercher et constater les infractions aux législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique visées aux articles 6, § 1^{er}, VI et IX, et 6bis, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles qui disposent que le contrôle est exercé conformément aux dispositions du présent décret.

CHAPITRE II. — *Pouvoirs des inspecteurs*

Art. 4. Sans préjudice du décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative, le serment des inspecteurs est prêté entre les mains du ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions ou de son délégué.

Art. 5. Les inspecteurs n'ont pas la qualité d'officier de police judiciaire.

Dans l'exercice de leurs fonctions les inspecteurs peuvent requérir l'assistance de la police fédérale, de la police locale ou d'autres services régionaux.

Art. 6. Les inspecteurs exercent leurs missions munis du titre de légitimation de leurs fonctions, dont le modèle est arrêté par le Gouvernement.

Dans l'exercice de leurs fonctions, ils présentent leur titre de légitimation et signalent en quelle qualité ils agissent aux personnes rencontrées dans ce cadre.

Art. 7. § 1^{er}. Les inspecteurs peuvent, dans l'exercice de leurs missions, pénétrer librement, à toute heure du jour et de la nuit, sans avertissement préalable, dans tous les lieux de travail qui sont soumis à leur contrôle lorsqu'ils ont un motif raisonnable de supposer qu'y travaillent des personnes soumises aux législations et réglementations visées à l'article 3.

Toutefois, dans les espaces habités, les inspecteurs peuvent pénétrer uniquement :

- 1° lorsqu'ils se rendent sur place pour constater une infraction en flagrant délit;
- 2° à la demande ou avec l'accord de la personne qui a la jouissance réelle de l'espace habité. Cette demande ou cet accord est donné par écrit et préalablement à la visite domiciliaire;
- 3° en cas d'appel provenant de ce lieu;
- 4° en cas d'incendie ou d'inondation;
- 5° lorsqu'ils sont en possession d'une autorisation de visite domiciliaire délivrée par le juge d'instruction.

§ 2. Pour obtenir une autorisation de visite domiciliaire visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 5°, les inspecteurs adressent une demande motivée au juge d'instruction, contenant :

- 1° l'identification des espaces habités qui font l'objet de la visite domiciliaire;
- 2° la mention de la législation qui fait l'objet de leur contrôle et pour laquelle les inspecteurs estiment qu'ils ont besoin d'une autorisation de visite domiciliaire;
- 3° le cas échéant, les infractions éventuelles qui font l'objet du contrôle;
- 4° tous les documents et renseignements desquels il ressort que l'utilisation de ce moyen est nécessaire.

Les inspecteurs peuvent obtenir une autorisation de visite domiciliaire pour l'accès aux espaces habités après vingt-et-une heures et avant cinq heures moyennant une motivation spéciale de la demande au juge d'instruction.

§ 3. Le juge d'instruction décide dans un délai de quarante-huit heures maximum après réception de la demande visée au paragraphe 2.

La décision du juge d'instruction est motivée, voire spécialement motivée en cas de visite domiciliaire après vingt-et-une heures et avant cinq heures.

Aucune voie de recours n'est ouverte contre cette décision.

A l'exception des pièces qui permettent de déduire l'identité de l'auteur d'une éventuelle plainte ou dénonciation et sans préjudice de l'application de l'article 30, toutes les pièces motivant l'obtention d'une autorisation de visite domiciliaire conformément au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, sont versées au dossier répressif ou au dossier dans le cadre duquel une amende administrative peut être infligée.

§ 4. Dans le cas d'une visite domiciliaire, les inspecteurs disposent de tous les pouvoirs qui leur sont conférés par le présent décret, à l'exception de la recherche de supports d'information et les pouvoirs y afférents visés à l'article 8, §§ 3 à 5.

Art. 8. § 1^{er}. Les inspecteurs procèdent à tout examen, recherche, contrôle et audition et recueillent toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les législations et réglementations visées à l'article 3 sont observées.

§ 2. Les inspecteurs prennent l'identité des personnes qui se trouvent sur les lieux de travail ou les autres lieux qui sont soumis à leur contrôle et dont ils peuvent raisonnablement présumer qu'elles sont des employeurs, préposés ou mandataires, des travailleurs, des bénéficiaires, ainsi que toute personne dont ils estiment l'audition nécessaire pour l'exercice du contrôle.

Les inspecteurs exigent, à cet effet, de ces personnes la présentation de documents officiels d'identification ou, en l'absence de tels documents ou s'il existe un doute quant à leur authenticité, recherchent leur identité au moyen de constatations par image, quel qu'en soit le support, et ce, dans les cas et conditions et selon les modalités visés à l'article 10.

§ 3. Les inspecteurs peuvent également procéder à tout examen, recherche, contrôle et audition, et se faire produire et examiner tous les supports d'information qui se trouvent dans les lieux de travail ou d'autres lieux qui sont soumis à leur contrôle et qui contiennent soit des données sociales visées à l'article 1, 6°, soit d'autres données, dont l'établissement, la tenue ou la conservation sont prescrits par une loi ou un décret, même lorsque les inspecteurs ne sont pas chargés du contrôle de cette législation.

A cette fin, les inspecteurs peuvent également rechercher et examiner les supports d'information visés à l'alinéa 1^{er} qui sont accessibles à partir de ces lieux par système informatique ou par tout autre appareil électronique.

§ 4. Les inspecteurs peuvent également se faire produire, sans déplacement, pour en prendre connaissance, tous les supports d'information qui contiennent n'importe quelles autres données, lorsqu'ils le jugent nécessaire à l'accomplissement de leur mission, et procéder à leur examen.

§ 5. Lorsque l'employeur, son préposé ou mandataire, est absent au moment du contrôle, les inspecteurs prennent les mesures nécessaires pour le contacter afin de se faire produire les supports d'information précités.

Lorsque l'employeur, son préposé ou mandataire, n'est pas joignable, les inspecteurs peuvent procéder à la recherche et à l'examen visés au paragraphe 3.

Lorsque l'employeur, son préposé ou mandataire, s'oppose à cette recherche ou à l'examen, un procès-verbal est dressé pour obstacle au contrôle.

Art. 9. Les inspecteurs peuvent prendre des copies, sous n'importe quelle forme, des supports d'information visés à l'article 8, §§ 3 et 4, ou de l'information qu'ils contiennent, ou se les faire fournir sans frais par l'employeur, son préposé ou mandataire.

Lorsqu'il s'agit de supports d'information visés à l'article 8, § 3, qui sont accessibles par un système informatique, les inspecteurs peuvent, au moyen du système informatique ou par tout autre appareil électronique et avec l'assistance soit de l'employeur, de son préposé ou mandataire, soit de n'importe quelle autre personne qualifiée qui dispose de la connaissance nécessaire ou utile sur le fonctionnement du système informatique, effectuer des copies, dans la forme qu'ils souhaitent, de tout ou partie des données précitées.

Art. 10. § 1^{er}. Les inspecteurs peuvent faire des constatations en réalisant des images, quel qu'en soit le support. Ils peuvent également utiliser des images provenant de tiers pour autant que ces personnes aient fait ou obtenu ces images de manière légitime. Les constatations et l'utilisation se font dans le respect des dispositions visées au paragraphe 3.

§ 2. Dans les espaces habités, les inspecteurs peuvent uniquement faire des constatations au moyen d'images, quel qu'en soit le support, à la condition de disposer à cet effet d'une autorisation délivrée par le juge d'instruction. La demande d'obtention de cette autorisation adressée par les inspecteurs au juge d'instruction comprend les données mentionnées à l'article 7, § 2.

§ 3. Servent de preuve pour l'application du présent décret, les constatations faites par les inspecteurs au moyen des images qu'ils ont faites, et ce jusqu'à preuve du contraire, s'il est satisfait aux conditions suivantes :

1° les constatations font l'objet d'un procès-verbal de constatation d'une infraction faite au moyen d'images qui, outre les données mentionnées à l'article 19, comprennent également :

- a) l'identité de l'inspecteur ayant réalisé les images ou ayant obtenu, de façon légitime, ces images réalisées par des tiers;
- b) le jour, la date, l'heure et la description exacte du lieu où les images ont été réalisées;
- c) l'identification complète de l'équipement technique ayant permis de réaliser les images;
- d) une description de ce qui est visible sur les images en question, ainsi que le lien avec l'infraction constatée;
- e) lorsqu'il s'agit d'une prise de vue d'un détail, une indication sur l'image permettant de déterminer l'échelle;
- f) une reproduction de l'image ou, si cela s'avère impossible, une copie sur un support en annexe du procès-verbal, ainsi qu'un aperçu complet de toutes les spécifications techniques nécessaires pour pouvoir examiner la copie de ces images;
- g) lorsqu'il y a plusieurs reproductions ou plusieurs supports, une numérotation de ces reproductions ou de ces supports, qui apparaît également dans le procès-verbal dans la description correspondante de ce qui peut être observé sur les images;

2° le support original des images est conservé par l'Administration, dont font partie les inspecteurs qui ont réalisé les images, jusqu'à ce qu'un jugement ou un arrêt ayant acquis force de chose jugée ait été prononcé ou jusqu'à ce que la décision d'imposition par le fonctionnaire sanctionnateur d'une amende administrative ait obtenu force exécutoire ou jusqu'au classement sans suite de l'infraction par le fonctionnaire sanctionnateur.

Sans préjudice des dispositions de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, et sans préjudice de dispositions des lois et règlements relatifs à la surveillance par caméras, l'Administration informe, le cas échéant, le tiers ayant réalisé les images qu'elle conserve le support pour la durée de cette période.

Art. 11. Les inspecteurs peuvent saisir contre récépissé ou mettre sous scellés les supports d'information visés à l'article 8, § 3, que l'employeur, son préposé ou mandataire, soit ou non propriétaire de ces supports d'information.

Les inspecteurs peuvent exercer ces compétences lorsque cela est nécessaire à la recherche, à l'examen ou à l'établissement de la preuve d'infractions ou lorsque le danger existe que les infractions persistent avec ces supports d'information ou que de nouvelles infractions soient commises.

Lorsque la saisie est matériellement impossible, ces données, tout comme les données qui sont nécessaires pour pouvoir les comprendre, sont copiées sur des supports appartenant à l'Administration. En cas d'urgence ou pour des raisons techniques, il peut être fait usage des supports qui sont à la disposition des personnes autorisées à utiliser le système informatique.

Art. 12. Les inspecteurs peuvent saisir contre récépissé ou mettre sous scellés d'autres biens mobiliers que ceux visés à l'article 8, § 3, qui sont soumis à leur contrôle en ce compris les biens mobiliers qui sont immeubles par incorporation ou par destination ou par lesquels des infractions aux législations et réglementations visées à l'article 3 peuvent être constatées. Il n'importe pas que l'auteur de l'infraction soit propriétaire ou pas. Les inspecteurs procèdent de cette manière lorsque cela est nécessaire à l'établissement de la preuve de ces infractions ou lorsque le danger existe qu'avec ces biens, les infractions persistent ou que de nouvelles infractions soient commises.

Art. 13. Lorsque l'employeur, son préposé ou mandataire, soit n'était pas présent lors de la recherche et de l'examen visés à l'article 8, § 3, soit n'y consentait pas de plein gré, les inspecteurs informent par écrit l'employeur de l'existence de cette recherche et de cet examen ainsi que des supports d'information qui ont été copiés. Cette description contient les données prévues à l'article 14.

Pour les supports d'information qui ont été saisis, il est agi conformément à l'article 14.

Art. 14. § 1^{er}. Font l'objet d'un constat écrit remis contre récépissé :

1° les saisies pratiquées en vertu des articles 11 et 12;

2° les mesures prises dans les cas prévus à l'article 13, lors desquels l'employeur, son préposé ou mandataire, soit n'était pas présent, soit ne consentait pas de plein gré.

§ 2. L'écrit visé au paragraphe 1^{er} mentionne :

- 1° la date et l'heure auxquelles les mesures sont prises;
- 2° l'identité des inspecteurs, la qualité en laquelle ils interviennent et l'Administration dont ils relèvent;
- 3° les mesures prises;
- 4° la reproduction du texte de l'article 44;
- 5° les voies de recours contre les mesures et l'arrondissement judiciaire compétent;
- 6° l'autorité qui doit être citée en cas de recours.

Art. 15. Peut former un recours auprès du président du tribunal du travail toute personne qui estime que :

- 1° ses droits sont lésés par les saisies pratiquées en exécution des articles 11 et 12;
- 2° les mesures prises dans les cas prévus à l'article 13, lors desquels l'employeur, son préposé ou mandataire, soit n'était pas présent, soit ne consentait pas de plein gré.

L'action est formée et instruite selon les formes du référé.

Art. 16. Les inspecteurs peuvent ordonner que les documents dont l'apposition est prévue par les législations et réglementations visées à l'article 3 soient et restent effectivement apposés, dans un délai qu'ils déterminent ou sans délai.

Ils peuvent également, s'ils l'estiment nécessaire dans l'intérêt des travailleurs ou des bénéficiaires, établir ou délivrer tout document remplaçant ceux visés par les législations ou les réglementations visées à l'article 3.

Art. 17. Conformément à l'article 59 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative et aux articles 2 et 3 du décret de la Communauté française du 30 juin 1982 relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements, les inspecteurs peuvent exiger une traduction des données visées à l'article 8.

Art. 18. Sans préjudice du droit de réquisition du ministère public et du juge d'instruction, visé aux articles 28ter, § 3, et 56, § 2, du Code d'instruction criminelle, les inspecteurs disposent d'un pouvoir d'appréciation pour :

- 1° fournir des renseignements et des conseils, notamment sur les moyens les plus efficaces pour respecter les dispositions du présent décret et des législations et réglementations visées à l'article 3;
- 2° adresser des avertissements;
- 3° établir des rapports de contrôle;
- 4° fixer au contrevenant un délai pour se mettre en règle;
- 5° dresser des procès-verbaux constatant les infractions aux dispositions du présent décret et des législations et réglementations visées à l'article 3.

Art. 19. Tout procès-verbal constatant une infraction aux législations et réglementations visées à l'article 3 ainsi qu'aux dispositions du présent décret contient les données suivantes :

- 1° l'identité de l'inspecteur verbalisant;
- 2° la disposition en vertu de laquelle l'inspecteur verbalisant est compétent pour agir;
- 3° le lieu et la date de l'infraction;
- 4° l'identité de l'auteur présumé et des personnes intéressées;
- 5° la disposition légale violée;
- 6° un exposé succinct des faits en rapport avec les infractions commises;
- 7° les date et lieu de rédaction du procès-verbal, le lien éventuel avec d'autres procès-verbaux, et, le cas échéant, l'inventaire des annexes.

Art. 20. Le procès-verbal constatant une infraction est transmis au ministère public ainsi qu'au fonctionnaire sanctionnateur dans un délai de quatorze jours prenant cours le lendemain du jour de la constatation du dernier élément constitutif de l'infraction.

Une copie en est communiquée à l'auteur présumé de l'infraction ainsi que, le cas échéant, à son employeur. A défaut, ceux-ci ont, à tout moment, le droit d'en obtenir une copie auprès de l'inspecteur qui a dressé le procès-verbal.

Art. 21. Le procès-verbal de constatation des infractions dressé par un inspecteur fait foi jusqu'à preuve du contraire si une copie en est communiquée par recommandé à l'auteur présumé de l'infraction et, le cas échéant, à son employeur, dans un délai de quatorze jours prenant cours le lendemain du jour de la constatation du dernier élément constitutif de l'infraction.

Lorsque l'auteur présumé de l'infraction ou l'employeur ne peut pas être identifié le jour de la constatation de l'infraction, le délai de quatorze jours visé à l'article 20, alinéa 1^{er}, et à l'alinéa 1^{er}, commence à courir le jour où l'auteur présumé de l'infraction est identifié de façon certaine par l'inspecteur.

Pour l'application du délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'avertissement donné à l'auteur de l'infraction ou la fixation d'un délai pour se mettre en ordre n'emporte pas la constatation de l'infraction.

Art. 22. Lors de l'établissement des procès-verbaux, les constatations matérielles faites par les inspecteurs peuvent être utilisées par les inspecteurs du même service et par les inspecteurs des autres services d'inspection ou par les inspecteurs chargés du contrôle du respect d'autres législations.

CHAPITRE III. — *Collaboration et échange de renseignements*

Art. 23. Les inspecteurs communiquent les renseignements recueillis lors de leur inspection aux institutions publiques et aux institutions coopérantes de sécurité sociale, aux inspecteurs des autres services d'inspection, ainsi qu'à tous les autres fonctionnaires chargés du contrôle d'autres législations ou en application d'une autre législation, si ces renseignements peuvent intéresser ces derniers dans l'exercice du contrôle dont ils sont chargés ou en application d'une autre législation.

Les inspecteurs communiquent ces renseignements lorsque les institutions publiques de sécurité sociale, les inspecteurs des autres services d'inspection ou les autres fonctionnaires chargés du contrôle ou en application d'une autre législation, les demandent.

Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire peuvent être communiqués uniquement avec l'autorisation de celle-ci.

Art. 24. Sans préjudice de l'article 44/1 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, tous les services de l'Etat, y compris les parquets et les greffes des cours et de toutes les juridictions, des communautés, des régions, des provinces, des communes, des associations dont elles font partie, des institutions publiques qui en dépendent, ainsi que de toutes les institutions publiques et les institutions coopérantes de sécurité sociale, sur la base d'un accord de coopération conclu en vertu de l'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, fournissent aux inspecteurs et à leur demande, tous renseignements que ces derniers estiment utiles au contrôle du respect des législations et réglementations visées à l'article 3, ainsi que de leur produire, pour en prendre connaissance, tous livres, registres, documents, disques, bandes ou n'importe quels autres supports d'information et de leur en fournir des extraits, des duplicata, des impressions, des listages, des copies ou des photocopies.

Les services du Gouvernement et les organismes d'intérêt public qui en dépendent, fournissent sans frais ces renseignements, extraits, duplicata, impressions, listages, copies ou photocopies dans le cadre d'une demande justifiée et proportionnelle.

Toutefois, les actes, pièces, registres, documents ou renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire peuvent uniquement être communiqués avec l'autorisation expresse de celle-ci.

Art. 25. Les institutions publiques et les institutions coopérantes de sécurité sociale, les inspecteurs, les inspecteurs des autres services d'inspection, ainsi que tous les autres fonctionnaires chargés du contrôle d'autres législations, peuvent utiliser les renseignements obtenus sur la base, des articles 23 et 24 pour l'exercice des missions de contrôle dont ils sont chargés.

Art. 26. Le Gouvernement peut également, en exécution d'un accord de coopération conclu avec les gouvernements des autres communautés et régions, autoriser sur le champ de compétence territoriale de la Région wallonne, la présence de fonctionnaires de l'inspection de l'emploi d'une autre communauté ou d'une autre région en vue de recueillir tous renseignements qui peuvent être utiles à l'exercice du contrôle dont ces derniers sont chargés.

Les renseignements recueillis sur le champ de compétence territoriale d'une autre communauté ou d'une autre région par des inspecteurs dans le cadre d'un accord conclu avec les gouvernements des autres communautés et régions, peuvent être utilisés dans les mêmes conditions que les renseignements recueillis sur le territoire de la région de langue française ou de la Communauté germanophone par les inspecteurs visés par le présent décret.

Art. 27. Les inspecteurs peuvent échanger avec les inspections du travail des autres Etats membres de l'Organisation internationale du travail, où la convention n° 81 relative à l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce, approuvée par la loi du 29 mars 1957, est en vigueur, tous renseignements qui peuvent être utiles pour l'exercice du contrôle dont chacun d'entre eux est chargé.

Les renseignements reçus des inspections du travail des autres Etats membres de l'Organisation internationale du travail sont utilisés dans les mêmes conditions que les renseignements similaires recueillis directement par les inspecteurs.

Les renseignements destinés aux inspections du travail de ces Etats membres sont recueillis par les inspecteurs dans les mêmes conditions que les renseignements similaires destinés à l'exercice du contrôle dont ils sont chargés.

Les autorités compétentes de la Région wallonne peuvent également, en exécution d'un accord conclu avec les autorités compétentes d'un Etat membre de l'Organisation internationale du travail, autoriser sur le territoire de la Région wallonne la présence de fonctionnaires des inspections de cet Etat membre en vue de recueillir tous renseignements qui peuvent être utiles à l'exercice du contrôle dont ces derniers sont chargés.

Les renseignements recueillis à l'étranger par des inspecteurs, dans le cadre d'un accord conclu avec un Etat membre de l'Organisation internationale du travail, peuvent être utilisés dans les mêmes conditions que les renseignements recueillis sur le territoire de la Région wallonne par les inspecteurs.

En exécution d'un accord visé à l'alinéa 5, l'Administration peut recourir à d'autres formes d'assistance réciproque et de collaboration avec les inspections du travail des autres Etats membres de l'Organisation internationale du travail visées à l'alinéa 1^{er}.

Les dispositions des alinéas 1^{er} à 6 sont également applicables aux accords conclus en matière d'échange d'informations entre les autorités compétentes de la Région wallonne et les autorités compétentes des Etats non signataires de la Convention internationale n° 81 relative à l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce approuvée par la loi du 29 mars 1957.

CHAPITRE IV. — *Devoirs des inspecteurs*

Art. 28. Lors de l'exercice de leurs pouvoirs, les inspecteurs utilisent des moyens appropriés et nécessaires pour le contrôle du respect des dispositions du présent décret et de ses mesures d'exécution, et des législations et réglementations visées à l'article 3.

Art. 29. Les inspecteurs prennent les mesures nécessaires afin de garantir le caractère confidentiel des données dont ils ont obtenu connaissance dans l'exercice de leur mission ainsi que l'usage de ces données aux seules fins requises pour l'exercice de leur mission de contrôle.

Art. 30. Sauf autorisation expresse de l'auteur d'une plainte ou d'une dénonciation relative à une infraction aux dispositions des législations et réglementations visées à l'article 3, les inspecteurs ne révèlent pas :

1° même devant les tribunaux, le nom de l'auteur de cette plainte ou de cette dénonciation;

2° à l'employeur ou à son représentant qu'il a été procédé à une inspection à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation.

Art. 31. Les inspecteurs ne peuvent avoir un intérêt quelconque, direct ou indirect, chez les employeurs ou dans les entreprises ou institutions qu'ils sont chargés de contrôler.

Art. 32. Dans l'exercice de leurs missions, les inspecteurs respectent les règles de déontologie déterminées par le Gouvernement.

Art. 33. § 1^{er}. Lors de l'audition de personne, entendue en quelque qualité que ce soit, les inspecteurs respectent les règles suivantes :

1° au début de toute audition, la personne auditionnée est informée succinctement des faits sur lesquels elle est entendue et il lui est communiqué :

a) qu'elle peut demander que toutes les questions qui lui sont posées et les réponses qu'elle donne soient actées dans les termes utilisés;

b) qu'elle peut demander qu'il soit procédé à toute mesure relevant du pouvoir des inspecteurs en vertu du présent décret;

c) que ses déclarations peuvent être utilisées comme preuve en justice;

- d) qu'elle ne peut pas être contrainte de s'accuser elle-même;
- 2° toute personne auditionnée peut :
- a) utiliser les documents en sa possession, sans que cela puisse entraîner le report de l'audition;
- b) lors de l'audition ou ultérieurement, exiger que ces documents soient joints au procès-verbal d'audition;
- 3° le procès-verbal mentionne :
- a) l'heure à laquelle l'audition prend cours, le cas échéant s'interrompt et reprend, et prend fin;
- b) l'identité des personnes qui interviennent lors de l'audition ou à une partie de celle-ci ainsi que le moment de leur arrivée et de leur départ;
- c) les circonstances particulières et tout ce qui peut éclairer la déclaration ou les circonstances dans lesquelles elle a été faite.

À la fin de l'audition, les inspecteurs donnent le procès-verbal en lecture à la personne auditionnée, à moins que celle-ci ne demande que lecture lui en soit faite. Il lui est demandé si ses déclarations ne doivent pas être corrigées ou complétées. Après que le procès-verbal ait été lu et, au besoin, corrigé et complété, le procès-verbal est signé par le verbalisant qui invite ensuite la personne auditionnée et les éventuels intervenants à le signer à leur tour. Si la personne auditionnée ou un intervenant refuse de signer, mention en est faite sur le procès-verbal.

Si la personne auditionnée souhaite s'exprimer dans une autre langue que celle de la procédure, soit il est fait appel à un interprète assermenté, soit ses déclarations sont notées dans sa langue, soit il lui est demandé de noter elle-même sa déclaration. Si l'audition a lieu avec l'assistance d'un interprète, son identité et sa qualité sont mentionnées.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, avant qu'il ne soit procédé à l'audition d'une personne sur des infractions qui peuvent lui être imputées, la personne à auditionner est informée succinctement des faits sur lesquels elle sera entendue et il lui est communiqué :

- 1° qu'elle ne peut pas être contrainte de s'accuser elle-même;
- 2° qu'elle a le choix, après avoir décliné son identité, de faire une déclaration, de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se taire;
- 3° qu'elle a le droit, avant l'audition, de se concerter confidentiellement avec un avocat de son choix ou avec un avocat qui lui est désigné, si les faits qui peuvent lui être imputés concernent une infraction dont la sanction peut donner lieu à la délivrance d'un mandat d'arrêt;
- 4° le cas échéant, qu'elle n'est pas privée de sa liberté et qu'elle peut aller et venir à tout moment.

Seule la personne majeure à auditionner peut renoncer volontairement et de manière réfléchie au droit visé à l'alinéa 1^{er}, 3°. Elle procède à la renonciation par écrit, dans un document daté et signé par elle.

Si la première audition a lieu sur convocation écrite, les droits énoncés à l'alinéa 1^{er}, 1° à 4°, ainsi que la communication succincte des faits sur lesquels la personne à auditionner sera entendue, peuvent déjà être notifiés dans cette convocation, laquelle est jointe en copie au procès-verbal d'audition. En pareil cas, la personne concernée est présumée avoir consulté un avocat avant de se présenter à l'audition.

Si l'audition n'a pas lieu sur convocation ou si la convocation ne mentionne pas les éléments repris à l'alinéa 3, l'audition peut être reportée une seule fois à la demande de la personne à auditionner, afin de lui donner la possibilité de consulter un avocat.

§ 3. Une déclaration écrite des droits prévus au paragraphe 2 est remise à la personne visée au paragraphe 2 avant la première audition.

§ 4. Si, au cours de l'audition d'une personne qui n'était pas considérée initialement comme un suspect, il s'avère que certains éléments laissent présumer que des infractions peuvent lui être imputées, cette personne est informée des droits dont elle jouit en vertu du paragraphe 2, et la déclaration écrite visée au paragraphe 3 lui est remise.

Art. 34. Les inspecteurs informent la personne auditionnée qu'elle peut demander une copie du texte de l'audition, qui lui est délivrée gratuitement.

Cette copie lui est remise immédiatement ou adressée dans le mois.

Toutefois, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement peut, par décision motivée, retarder le moment de cette communication pendant un délai de trois mois maximum renouvelable une fois. Cette décision est déposée au dossier.

CHAPITRE V. — Méthodes particulières de contrôle

Art. 35. Le contrôle des législations et réglementations visés à l'article 3, peut se limiter, si ces législations et réglementations le prévoient expressément, et selon les modalités déterminées par le Gouvernement, à l'examen d'un échantillon représentatif de tout ou partie des aspects à vérifier dans le cadre de la justification du versement d'une subvention octroyée à un employeur.

Art. 36. Lorsqu'une législation ou réglementation visée à l'article 3 le prévoit expressément, les résultats du contrôle réalisés sur l'échantillon représentatif sont extrapolés, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, à l'ensemble des éléments ayant constitué la base dudit échantillon.

Toutefois, lors du contrôle de pièces justificatives des dépenses de fonctionnement ou de personnel à couvrir par la subvention octroyée à un employeur, aucune extrapolation ne peut être réalisée à l'ensemble des dépenses au départ de l'examen d'un simple échantillon de ces pièces justificatives.

Art. 37. Un employeur qui s'estime lésé par l'application de la méthode de contrôle décrite aux articles 35 et 36 peut apporter la preuve de la validité de tout élément refusé par les inspecteurs par toute voie de droit.

CHAPITRE VI. — Protection de la vie privée

Section 1. — Désignation du responsable du traitement

Art. 38. Le responsable du traitement des données à caractère personnel, au sens de l'article 4, 7), du règlement général sur la protection des données est le département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle de l'Économie, de l'Emploi et de la Recherche du Service public de Wallonie.

Section 2. — Le droit d'information lors de la collecte de données à caractère personnel et de communication des données à caractère personnel

Art. 39. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 13 et 14, du règlement général sur la protection des données, en vue de garantir l'intérêt public, et pour autant que l'article 14, § 5, d), du même règlement ne puisse être invoqué le cas échéant, le droit d'information peut être retardé, limité ou exclu s'agissant des traitements de données à caractère personnel.

Les traitements visés à l'alinéa 1^{er} sont ceux dont la finalité est la préparation, l'organisation, la gestion et le suivi des enquêtes menées par les inspecteurs, et les procédures visant à l'application éventuelle d'une amende administrative par le fonctionnaire sanctionnateur.

Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du règlement général sur la protection des données, les données à caractère personnel qui font l'objet de la dérogation visée à l'alinéa 1^{er} ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder un an après la cessation définitive des procédures et recours juridictionnels, administratifs et extrajudiciaires découlant de la limitation des droits de la personne concernée.

§ 2. Les dérogations visées au paragraphe 1^{er} valent durant la période pendant laquelle la personne concernée fait l'objet d'un contrôle ou d'une enquête ou d'actes préparatoires à ceux-ci, effectués par les inspecteurs dans le cadre de l'exécution de leurs missions légales ou réglementaires, ainsi que durant la période pendant laquelle le fonctionnaire sanctionnateur traite son dossier en application du chapitre 9 du présent décret.

Ces dérogations au droit d'information ne sont autorisées que dans la mesure où l'application de ce droit nuirait aux besoins du contrôle, de l'enquête ou des actes préparatoires, ou risquerait de porter atteinte au secret de l'enquête pénale ou à la sécurité des personnes.

La durée des actes préparatoires visés aux alinéas précédents, pendant laquelle les articles 13 et 14 du règlement général sur la protection des données ne sont pas applicables, ne peut excéder un an à partir de la réception d'une demande concernant la communication d'informations à fournir en application de ces articles 13 et 14.

La restriction visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne vise pas les données qui sont étrangères à l'objet de l'enquête ou du contrôle justifiant le refus ou la limitation d'information.

§ 3. Dès réception d'une demande concernant la communication d'informations visées au paragraphe 2, alinéa 3, le responsable du traitement en accuse réception.

Le responsable du traitement informe la personne concernée par écrit, dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, de tout refus ou de toute limitation d'information, ainsi que des motifs du refus ou de la limitation. Ces informations concernant le refus ou la limitation peuvent ne pas être fournies lorsque leur communication risque de compromettre l'une des finalités énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2. Au besoin, ce délai peut être prolongé de deux mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes. Le responsable du traitement informe la personne concernée de cette prolongation et des motifs du report dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Le responsable du traitement informe la personne concernée des possibilités d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données et de former un recours juridictionnel.

Le responsable du traitement consigne les motifs de fait ou de droit sur lesquels se fonde la décision. Ces informations sont mises à la disposition de l'Autorité de protection des données.

Lorsque le département de l'Inspection a fait usage de l'exception telle que déterminée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et à l'exception des situations visées aux alinéas 6 et 7 du paragraphe 3, la règle de l'exception est immédiatement levée après la clôture du contrôle ou de l'enquête. Le responsable du traitement en informe la personne concernée sans délai.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'autorité judiciaire, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après autorisation de l'autorité judiciaire, ou après que la phase judiciaire soit terminée, ou, le cas échéant, après que le fonctionnaire sanctionnateur ait pris une décision. Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation expresse de celle-ci.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'Administration dont dépend le département de l'Inspection ou à l'institution compétente pour statuer sur les conclusions de l'enquête, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après que l'Administration ou l'institution compétente ait statué sur le résultat de l'enquête.

Section 3. — Le droit d'accès aux données à caractère personnel

Art. 40. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 15 du règlement général sur la protection des données, en vue de garantir l'intérêt public, le droit d'accès aux données à caractère personnel peut être retardé, limité entièrement ou partiellement, s'agissant des traitements de données à caractère personnel.

Les traitements visés à l'alinéa 1^{er} sont ceux dont la finalité est la préparation, l'organisation, la gestion et le suivi des enquêtes menées par les inspecteurs, et les procédures visant à l'application éventuelle d'une amende administrative par le fonctionnaire sanctionnateur.

Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du règlement général sur la protection des données, les données à caractère personnel qui font l'objet de la dérogation visée à l'alinéa 1^{er} ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder un an après la cessation définitive des procédures et recours juridictionnels, administratifs et extrajudiciaires découlant de la limitation des droits de la personne concernée.

§ 2. Les dérogations visées au paragraphe 1^{er} valent durant la période pendant laquelle la personne concernée fait l'objet d'un contrôle ou d'une enquête ou d'actes préparatoires à ceux-ci, effectués par les inspecteurs dans le cadre de l'exécution de leurs missions légales ou réglementaires, ainsi que durant la période pendant laquelle le fonctionnaire sanctionnateur traite son dossier en application du chapitre 9 du présent décret.

Ces dérogations au droit d'accès ne sont autorisées que dans la mesure où l'application de ce droit nuirait aux besoins du contrôle, de l'enquête ou des actes préparatoires, ou risquerait de porter atteinte au secret de l'enquête pénale ou à la sécurité des personnes.

La durée des actes préparatoires visés aux alinéas précédents, pendant laquelle l'article 15 du règlement général sur la protection des données n'est pas applicable, ne peut excéder un an à partir de la réception de la demande introduite en application de l'article 15.

La restriction visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne vise pas les données qui sont étrangères à l'objet de l'enquête ou du contrôle justifiant le refus ou la limitation d'accès.

§ 3. Dès réception d'une demande d'accès, le responsable du traitement en accuse réception.

Le responsable du traitement informe la personne concernée par écrit, dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, de tout refus ou de toute limitation à son droit d'accès aux données la concernant ainsi que des motifs du refus ou de la limitation. Ces informations concernant le refus ou la limitation peuvent ne pas être fournies lorsque leur communication risque de compromettre l'une des finalités énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2. Au besoin, ce délai peut être prolongé de deux mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes. Le responsable du traitement informe la personne concernée de cette prolongation et des motifs du report dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Le responsable du traitement informe la personne concernée des possibilités d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données et de former un recours juridictionnel.

Le responsable du traitement consigne les motifs de fait ou de droit sur lesquels se fonde la décision. Ces informations sont mises à la disposition de l'Autorité de protection des données.

Lorsque le département de l'Inspection a fait usage de l'exception telle que déterminée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et à l'exception des situations visées aux alinéas 6 et 7 du paragraphe 3, la règle de l'exception est immédiatement levée après la clôture du contrôle ou de l'enquête. Le responsable du traitement en informe la personne concernée sans délai.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'autorité judiciaire, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après autorisation de l'autorité judiciaire, ou après que la phase judiciaire soit terminée, ou, le cas échéant, après que le fonctionnaire sanctionnateur ait pris une décision. Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation expresse de celle-ci.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'Administration dont dépend le département de l'Inspection ou à l'institution compétente pour statuer sur les conclusions de l'enquête, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après que l'Administration ou l'institution compétente ait statué sur le résultat de l'enquête.

Section 4. — Le droit de rectification

Art. 41. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 16 du règlement général sur la protection des données, en vue de garantir l'intérêt public, le droit de rectification peut être retardé, limité ou exclu s'agissant des traitements de données à caractère personnel.

Les traitements visés à l'alinéa 1^{er} sont ceux dont la finalité est la préparation, l'organisation, la gestion et le suivi des enquêtes menées par les inspecteurs, et les procédures visant à l'application éventuelle d'une amende administrative par le fonctionnaire sanctionnateur.

Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du règlement général sur la protection des données, les données à caractère personnel qui font l'objet de la dérogation visée à l'alinéa 1^{er} ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder un an après la cessation définitive des procédures et recours juridictionnels, administratifs et extrajudiciaires découlant de la limitation des droits de la personne concernée.

§ 2. Les dérogations visées au paragraphe 1^{er} valent durant la période pendant laquelle la personne concernée fait l'objet d'un contrôle ou d'une enquête ou d'actes préparatoires à ceux-ci, effectués par les inspecteurs dans le cadre de l'exécution de leurs missions légales ou réglementaires, ainsi que durant la période pendant laquelle le fonctionnaire sanctionnateur traite son dossier en application du chapitre 9 du présent décret.

Ces dérogations ne sont autorisées que dans la mesure où l'application du droit de rectification nuirait aux besoins du contrôle, de l'enquête ou des actes préparatoires, ou risquerait de porter atteinte au secret de l'enquête pénale ou à la sécurité des personnes.

La durée des actes préparatoires visés aux alinéas précédents, pendant laquelle l'article 16 du règlement général sur la protection des données n'est pas applicable, ne peut excéder un an à partir de la réception de la demande introduite en application de cet article 16.

La restriction visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne vise pas les données qui sont étrangères à l'objet de l'enquête ou du contrôle justifiant le refus ou la limitation de rectification.

§ 3. Dès réception d'une demande de rectification, le responsable du traitement en accuse réception.

Le responsable du traitement informe la personne concernée par écrit, dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, de tout refus ou de toute limitation à son droit de rectification, ainsi que des motifs du refus ou de la limitation. Ces informations concernant le refus ou la limitation peuvent ne pas être fournies lorsque leur communication risque de compromettre l'une des finalités énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2. Au besoin, ce délai peut être prolongé de deux mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes. Le responsable du traitement informe la personne concernée de cette prolongation et des motifs du report dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Le responsable du traitement informe la personne concernée des possibilités d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données et de former un recours juridictionnel.

Le responsable du traitement consigne les motifs de fait ou de droit sur lesquels se fonde la décision. Ces informations sont mises à la disposition de l'Autorité de protection des données.

Lorsque le département de l'Inspection a fait usage de l'exception telle que déterminée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et à l'exception des situations visées aux alinéas 6 et 7 du paragraphe 3, la règle de l'exception est immédiatement levée après la clôture du contrôle ou de l'enquête. Le responsable du traitement en informe la personne concernée sans délai.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'autorité judiciaire, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après autorisation de l'autorité judiciaire, ou après que la phase judiciaire soit terminée, ou, le cas échéant, après que le fonctionnaire sanctionnateur ait pris une décision. Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation expresse de celle-ci.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'Administration dont dépend le département de l'Inspection ou à l'institution compétente pour statuer sur les conclusions de l'enquête, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après que l'Administration ou l'institution compétente ait statué sur le résultat de l'enquête.

Section 5. — Le droit à la limitation du traitement.

Art. 42. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 18 du règlement général sur la protection des données, en vue de garantir l'intérêt public, le droit à la limitation du traitement peut être retardé, limité ou exclu s'agissant des traitements de données à caractère personnel.

Les traitements visés à l'alinéa 1^{er} sont ceux dont la finalité est la préparation, l'organisation, la gestion et le suivi des enquêtes menées par les inspecteurs, et les procédures visant à l'application éventuelle d'une amende administrative par le fonctionnaire sanctionnateur.

Sans préjudice de la conservation nécessaire pour le traitement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques visé à l'article 89 du règlement général sur la protection des données, les données à caractère personnel qui font l'objet de la dérogation visée à l'alinéa 1^{er} ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder un an après la cessation définitive des procédures et recours juridictionnels, administratifs et extrajudiciaires découlant de la limitation des droits de la personne concernée.

§ 2. Les dérogations visées au paragraphe 1^{er} valent durant la période pendant laquelle la personne concernée fait l'objet d'un contrôle ou d'une enquête ou d'actes préparatoires à ceux-ci, effectués par les inspecteurs dans le cadre de l'exécution de leurs missions légales ou réglementaires, ainsi que durant la période pendant laquelle le fonctionnaire sanctionnateur traite son dossier en application du chapitre 9 du présent décret.

Ces dérogations ne sont autorisées que dans la mesure où l'application du droit à la limitation nuirait aux besoins du contrôle, de l'enquête ou des actes préparatoires ou risquerait de porter atteinte au secret de l'enquête pénale ou à la sécurité des personnes.

La durée des actes préparatoires visés aux alinéas précédents, pendant laquelle l'article 18 du règlement général sur la protection des données n'est pas applicable, ne peut excéder un an à partir de la réception de la demande introduite en application de cet article 18.

La restriction visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne vise pas les données qui sont étrangères à l'objet de l'enquête ou du contrôle justifiant le refus de la limitation du traitement.

§ 3. Dès réception d'une demande de limitation du traitement, le responsable du traitement en accuse réception.

Le responsable du traitement informe la personne concernée par écrit, dans les meilleurs délais, et en tout état de cause dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande, de tout refus ou de toute limitation à son droit à la limitation du traitement des données à caractère personnel la concernant ainsi que des motifs du refus ou de la limitation. Ces informations concernant le refus ou la limitation peuvent ne pas être fournies lorsque leur communication risque de compromettre l'une des finalités énoncées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2. Au besoin, ce délai peut être prolongé de deux mois, compte tenu de la complexité et du nombre de demandes. Le responsable du traitement informe la personne concernée de cette prolongation et des motifs du report dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

Le responsable du traitement informe la personne concernée des possibilités d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données et de former un recours juridictionnel.

Le responsable du traitement consigne les motifs de fait ou de droit sur lesquels se fonde la décision. Ces informations sont mises à la disposition de l'Autorité de protection des données.

Lorsque le département de l'Inspection a fait usage de l'exception telle que déterminée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et à l'exception des situations visées aux alinéas 6 et 7 du paragraphe 3, la règle de l'exception est immédiatement levée après la clôture du contrôle ou de l'enquête. Le responsable du traitement en informe la personne concernée sans délai.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'autorité judiciaire, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après autorisation de l'autorité judiciaire, ou après que la phase judiciaire soit terminée, ou, le cas échéant, après que le fonctionnaire sanctionnateur ait pris une décision. Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation expresse de celle-ci.

Lorsqu'un dossier est transmis à l'Administration dont dépend le département de l'Inspection ou à l'institution compétente pour statuer sur les conclusions de l'enquête, les droits de la personne concernée ne sont rétablis qu'après que l'Administration ou l'institution compétente ait statué sur le résultat de l'enquête.

CHAPITRE VII. — Dispositions relatives à la communication des décisions et aux infractions en matière de contrôle

Section 1. — Communication des décisions aux inspecteurs

Art. 43. Toute décision sur l'action publique ou relative à une amende administrative du chef d'infraction aux législations et réglementations visées à l'article 3 sera portée, à leur demande, à la connaissance des inspecteurs qui ont dressé procès-verbal.

La communication de cette décision aux inspecteurs est faite à la diligence, selon le cas, de l'organe du ministère public qui l'a prise, du greffier du tribunal de première instance ou de la cour d'appel qui l'a prononcée ou du fonctionnaire sanctionnateur.

Section 2. — Dispositions pénales et amendes administratives en cas de non respect des mesures de contrainte prises par les inspecteurs ou d'obstacle au contrôle

Art. 44. Sans préjudice des articles 269 à 274 du Code pénal :

1^o sont punis soit d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende pénale de 50 à 500 euros ou d'une de ces peines seulement, soit d'une amende administrative de 25 à 250 euros, l'employeur, ses préposés ou ses mandataires qui n'observent pas dans les délais fixés par les inspecteurs, l'ordre donné par ces derniers d'apposer des documents, visés à l'article 16, alinéa 1^{er} ;

2^o sont punis soit d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende pénale de 600 à 6.000 euros ou d'une de ces peines seulement, soit d'une amende administrative de 300 à 3.000 euros, l'employeur, ses préposés ou ses mandataires qui n'observent pas les mesures prescrites en exécution des articles 11 et 12 ;

3^o est punie soit d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende pénale de 600 à 6.000 euros ou d'une de ces peines seulement, soit d'une amende administrative de 300 à 3.000 euros, toute personne qui fait obstacle au contrôle organisé en vertu du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Les amendes visées à l'alinéa 1^{er} sont multipliées par le nombre de travailleurs concernés.

Les sanctions visées à l'alinéa 1^{er}, ne sont pas d'application aux infractions visées à l'article 8, § 4.

Art. 45. En cas de récidive dans l'année qui suit une condamnation, la peine peut être portée au double du maximum.

Art. 46. L'employeur est civilement responsable des amendes auxquelles ses préposés ou mandataires ont été condamnés.

Art. 47. Pour les sanctions pénales, toutes les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, le chapitre V excepté, sont applicables aux infractions visées par le présent décret.

L'article 85 du Code pénal est applicable aux infractions visées par le présent décret sans que le montant de l'amende pénale puisse être inférieur à quarante pour cent des montants minima fixés par le présent décret.

Art. 48. Les infractions visées à l'article 44 font l'objet soit de poursuites pénales, soit d'une amende administrative infligée par le fonctionnaire sanctionnateur.

CHAPITRE VIII. — *Sanctions autres que les dispositions pénales et les amendes administratives en cas d'obstacle au contrôle*

Art. 49. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 61 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les subventions, indemnités ou allocations, peuvent être suspendues, si l'employeur fait obstacle au contrôle de l'affectation de subventions, indemnités ou allocations, réglé en vertu du présent décret.

La suspension visée à l'alinéa 1^{er} s'applique également pour une demande d'obtention de subventions, indemnités ou allocations.

§ 2. Le Gouvernement peut déterminer des modalités ainsi que la procédure pour la suspension, la cessation ou le recouvrement des subventions, d'indemnités ou d'allocations.

§ 3. L'Administration peut suspendre, dans les cas et selon les modalités fixés par le Gouvernement, le traitement des demandes d'obtention de subventions, indemnités ou allocations, et qui sont introduites sur base de la législation en vertu des articles 6, § 1^{er}, VI et IX, et 6bis, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, aussi longtemps qu'un contrôle des inspecteurs à l'encontre de la même personne physique ou morale est en cours.

Sont assimilés, pour l'application de l'alinéa 1^{er}, à la personne morale, la personne morale qui introduit une demande et contre laquelle aucun contrôle n'est en cours, mais dans laquelle siègent des administrateurs, ou sont présents des gérants, des mandataires ou des personnes compétentes pour engager l'entreprise, et qui disposent d'une de ces qualités dans la personne morale contre laquelle un contrôle est en cours.

En cas de suspension du traitement de la demande, les délais déterminés dans lesdites législations et réglementations sont prolongés de la durée du contrôle.

CHAPITRE IX. — *Des amendes administratives*

Section 1. — Règles applicables à la poursuite administrative

Sous-section 1. — Détermination des poursuites

Art. 50. § 1^{er}. Les infractions aux législations et réglementations visées à l'article 3, pour lesquelles le contrevenant ne s'expose pas à des poursuites pénales, font l'objet d'une amende administrative.

§ 2. Sans préjudice des droits de la partie civile, les infractions aux législations et réglementations visées à l'article 3, pour lesquelles le contrevenant s'expose à des poursuites pénales, sont poursuivies par voie d'amende administrative, à moins qu'elles ne donnent lieu, à l'initiative du ministère public :

- 1° à des poursuites pénales même si un acquittement les clôturait;
- 2° à l'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent;
- 3° à une médiation pénale visée à l'article 216ter du Code d'instruction criminelle;
- 4° à une action exercée en vertu de l'article 138bis, § 2, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire.

§ 3. Le fonctionnaire sanctionnateur inflige les amendes administratives dans des conditions garantissant son indépendance et son impartialité. Ce fonctionnaire ne peut pas prendre de décision dans un dossier dans lequel il est déjà intervenu dans une autre qualité, ni avoir un intérêt direct ou indirect dans les entreprises ou institutions concernées par la procédure.

Art. 51. L'application d'une amende administrative est exclue en cas :

- 1° de poursuites pénales, même si un acquittement les clôturait;
- 2° d'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent;
- 3° de médiation pénale visée à l'article 216ter du Code d'instruction criminelle;
- 4° d'action exercée par le ministère public en vertu de l'article 138bis, § 2, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire.

Art. 52. Le ministère public notifie au fonctionnaire sanctionnateur sa décision d'intenter ou non les poursuites pénales, de proposer l'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent ou une médiation pénale visée à l'article 216ter du Code d'instruction criminelle ou d'exercer l'action visée à l'article 138bis, § 2, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire.

Lorsque le ministère public renonce à intenter les poursuites pénales, à proposer l'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent ou une médiation pénale visée à l'article 216ter du Code d'instruction criminelle ou à exercer l'action visée à l'article 138bis, § 2, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, ou si le ministère public n'a pas pris de décision dans un délai de six mois à compter du jour de la réception du procès-verbal de constatation de l'infraction, le fonctionnaire sanctionnateur décide s'il y a lieu d'entamer la procédure d'amende administrative.

Art. 53. Si le ministère public renonce à intenter les poursuites pénales, à proposer l'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent ou une médiation pénale visée à l'article 216ter du Code d'instruction criminelle ou à exercer l'action visée à l'article 138bis, § 2, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, il envoie, le cas échéant, une copie des pièces de procédure de l'enquête complémentaire au fonctionnaire sanctionnateur.

Sous-section 2. — Moyens de défense du contrevenant

Art. 54. Le contrevenant est invité, par envoi recommandé, à présenter ses moyens de défense.

Cet envoi recommandé contient :

1° les références du procès-verbal qui constate l'infraction et relate les faits à propos desquels la procédure est entamée;

2° le droit pour le contrevenant d'exposer ses moyens de défense dans un délai de trente jours à compter du jour de la notification de l'envoi visé à l'alinéa 1^{er}, à savoir le jour où l'envoi recommandé a été présenté au destinataire en personne ou à son domicile ou au siège social;

3° le droit de se faire assister ou représenter par un conseil;

4° l'adresse du fonctionnaire sanctionnateur où le contrevenant peut, sur demande de rendez-vous préalable, consulter son dossier ainsi que les heures d'ouverture au cours desquelles il est en droit de le consulter;

5° le droit pour le contrevenant ou pour son conseil d'obtenir une copie du dossier;

6° les adresses postale et électronique du fonctionnaire sanctionnateur en vue de la présentation des moyens de défense.

Si le contrevenant a omis de retirer l'envoi recommandé dans le délai requis, le fonctionnaire sanctionnateur peut encore lui envoyer, par envoi ordinaire, à titre informatif, une seconde invitation à présenter ses moyens de défense.

Cette seconde invitation ne fait pas courir un nouveau délai de trente jours pour introduire des moyens de défense.

Art. 55. Les moyens de défense peuvent être présentés par écrit, y compris par envoi électronique, ou exposés oralement, sur demande de rendez-vous préalable, auprès du fonctionnaire sanctionnateur.

Art. 56. Le fonctionnaire sanctionnateur met à la disposition du contrevenant ou de son conseil, à des fins de consultation, le dossier relatif aux infractions pouvant donner lieu à l'application de l'amende administrative et lui communique à sa demande une copie des pièces du dossier.

Les frais des copies sont mis à charge du contrevenant selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 57. Tout usage d'informations obtenues en consultant ou en obtenant copie du dossier, qui a eu pour but ou pour effet d'entraver le déroulement de l'instruction, de porter atteinte à la vie privée, à l'intégrité physique ou morale ou aux biens d'une personne citée dans le dossier est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an ou d'une amende pénale de 26 à 500 euros.

Sous-section 3. — Décision infligeant une amende administrative

Art. 58. L'amende administrative peut être infligée uniquement au contrevenant et ce, même si l'infraction a été commise par un préposé ou un mandataire, sauf s'il peut démontrer qu'il n'a commis aucune faute, parce qu'il a pris toutes les mesures en son pouvoir pour empêcher que l'élément matériel de l'infraction se réalise.

Art. 59. L'amende administrative ne peut plus être infligée cinq ans après la constatation de l'infraction.

Les actes d'instruction ou de poursuites, y compris les notifications des décisions du ministère public d'intenter des poursuites pénales ou de ne pas poursuivre et l'invitation au contrevenant à présenter des moyens de défense, accomplis dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, en interrompent le cours. Ces actes font courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y sont pas impliquées.

Art. 60. L'amende administrative ne peut pas être infligée avant l'échéance du délai prévu à l'article 54, alinéa 2, 2°, ou avant la défense écrite ou orale du contrevenant, lorsque celle-ci est présentée avant la fin du délai précité.

Art. 61. Si la durée des poursuites par le fonctionnaire sanctionnateur dépasse le délai raisonnable, celle-ci peut se limiter à une simple déclaration de culpabilité ou infliger une amende administrative inférieure au minimum prévu par ou en vertu du présent décret.

En cas de simple déclaration de culpabilité, le fonctionnaire sanctionnateur peut néanmoins réclamer les frais de procédure administrative selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 62. A l'échéance du délai visé à l'article 54, alinéa 2, 2°, et, le cas échéant, après la date fixée pour l'audition du contrevenant ou de son conseil, tenant compte, s'il y en a eu, des moyens de défense présentés par écrit ou exposés oralement, le fonctionnaire sanctionnateur décide soit d'infliger l'amende administrative envisagée, soit d'infliger une amende d'un montant diminué, soit de ne pas infliger d'amende administrative.

Lorsqu'il décide de ne pas infliger d'amende administrative, le fonctionnaire sanctionnateur notifie sa décision au contrevenant par envoi ordinaire.

Dans le respect du règlement général sur la protection des données et de la directive 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil, le fonctionnaire sanctionnateur peut communiquer copie de la décision prise à toute personne intéressée et appartenant aux services visés aux articles 23 et 24, que ce soit d'initiative ou à la demande de celle-ci.

Art. 63. La décision infligeant l'amende administrative est motivée.

Elle constitue une injonction de payer l'amende et contient, entre autres, les considérations de droit et de fait pour, d'une part, répondre aux moyens de défense présentés et, d'autre part, motiver le montant de l'amende administrative.

Elle comprend notamment :

1° les dispositions qui lui servent de base légale;

2° les références du procès-verbal constatant l'infraction et relatant les faits à propos desquels la procédure a été entamée;

3° la date de l'invitation à présenter des moyens de défense;

4° le montant de l'amende administrative, éventuellement majoré des frais de procédure administrative déterminés selon les modalités fixées par le Gouvernement;

5° les dispositions de l'article 68, relatif au paiement de l'amende;

6° la disposition de l'article 67, relatif au recours contre la décision.

Art. 64. La décision visée à l'article 63 est notifiée au contrevenant par envoi recommandé en même temps qu'une invitation à acquitter l'amende dans le délai visé à l'article 68.

La notification éteint l'action publique.

Si le contrevenant a omis de retirer l'envoi recommandé dans le délai requis, le fonctionnaire sanctionnateur peut lui envoyer, à titre informatif, une copie de la décision par pli ordinaire. Ce deuxième envoi ne fait pas courir un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours visé à l'article 67.

Art. 65. Sans préjudice des dispositions des articles 64 et 67, la décision visée à l'article 63 a force exécutoire.

Art. 66. Le Gouvernement peut compléter les modalités relatives à la décision et aux procédures infligeant une amende administrative.

Sous-section 4. — Recours

Art. 67. Sans préjudice de l'article 77, le contrevenant contestant la décision du fonctionnaire sanctionnateur, introduit, à peine de forclusion, un recours par voie de requête devant le tribunal de première instance, conformément aux dispositions du Code judiciaire, et ce, dans un délai de trois mois à compter de la notification de la décision.

Le recours est introduit devant le tribunal du travail en cas d'infraction aux législations et réglementations relatives à la politique de l'emploi visées à l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980.

Le recours est introduit devant le tribunal de l'entreprise en cas d'infraction aux législations et réglementations relatives à la politique de l'économie visées à l'article 6, § 1^{er}, VI, de la loi spéciale du 8 août 1980.

Le recours est introduit devant le tribunal de première instance en cas d'infraction aux législations et réglementations relatives à la politique de la recherche visées à l'article 6bis de la loi spéciale du 8 août 1980.

Ce recours suspend l'exécution de la décision.

Sous-section 5. — Paiement de l'amende administrative

Art. 68. L'amende administrative est payée dans un délai de trois mois à compter du jour de la notification de la décision infligeant l'amende administrative ou à compter du jour où la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er}, commence le jour où l'envoi recommandé a été présenté au destinataire en personne ou à son domicile ou au siège social.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut toutefois accorder au contrevenant, à sa demande et s'il y a lieu, un délai plus long, qui ne pourra en aucun cas dépasser le délai de prescription de l'action en recouvrement de l'amende visé à l'article 72. Dans ce cas, le fonctionnaire sanctionnateur communique par écrit, au contrevenant, le plan d'apurement.

Art. 69. Le Gouvernement peut compléter les modalités de paiement de l'amende administrative et les procédures y afférentes.

Art. 70. Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende administrative, soit dans le délai de trois mois prévu à l'article 68, alinéa 1^{er}, ou s'il ne respecte pas le plan d'apurement qui lui a été accordé en vertu de l'article 68, alinéa 3, ou de l'article 69, alinéa 3, le fonctionnaire sanctionnateur peut en confier le recouvrement à l'Administration fédérale ou à tout autre service que le Gouvernement désigne. Dans ce cas, le fonctionnaire sanctionnateur leur transmet une copie de la décision administrative et, le cas échéant, de la décision judiciaire coulée en force de chose jugée.

Art. 71. Le Gouvernement peut compléter les modalités de recouvrement de l'amende administrative et les procédures y afférentes.

Art. 72. L'action en recouvrement de l'amende administrative se prescrit par dix ans à dater du jour où la décision du fonctionnaire sanctionnateur n'est plus susceptible de recours.

Art. 73. Le paiement de l'amende met fin à l'action du fonctionnaire sanctionnateur.

Sous-section 6 - Amendes administratives infligées à des mineurs

Art. 74. Le présent chapitre n'est pas applicable aux mineurs âgés de moins de seize ans au moment des faits.

Art. 75. Lorsque la procédure visant à infliger une amende administrative est entamée à l'encontre d'une personne de moins de dix-huit ans, l'envoi recommandé visé à l'article 54 est adressé au mineur ainsi qu'à ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde. Ces parties disposent des mêmes droits que le contrevenant.

Le fonctionnaire sanctionnateur en avise le bâtonnier de l'ordre des avocats afin de permettre au mineur d'être assisté d'un avocat. Cet avis est envoyé en même temps que l'envoi recommandé visé à l'alinéa 1^{er}.

Le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique procède à la désignation d'un avocat au plus tard dans les deux jours à compter de cet avis.

Copie de l'avis informant le bâtonnier de la saisine est jointe au dossier de la procédure.

Lorsqu'il y a conflit d'intérêts, le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique vérifie que l'intéressé est assisté par un avocat autre que celui auquel ont fait appel ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde.

Art. 76. Lorsque le contrevenant est mineur, la décision visée à l'article 63 ou celle de classer le dossier sans suite, est notifiée, accompagnée du procès-verbal d'audition au mineur ainsi qu'à ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde et à son conseil.

Les père et mère, tuteurs ou personnes qui ont la garde du mineur sont civilement responsables du paiement de l'amende.

Art. 77. Par dérogation à l'article 67, lorsque le contrevenant est un mineur ayant atteint l'âge de seize ans accomplis, le recours est introduit par requête gratuite auprès du tribunal de la jeunesse. Dans ce cas, le recours peut également être introduit par les père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde.

Le tribunal de la jeunesse demeure compétent si le contrevenant est majeur au moment où il se prononce.

Section 2. — Règles applicables aux amendes administratives

Sous-section 1. — Multiplication de l'amende

Art. 78. Les décimes additionnels visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales s'appliquent aux amendes administratives.

Le fonctionnaire sanctionnateur indique dans sa décision la majoration en vertu de la loi du 5 mars 1952 ainsi que le chiffre qui résulte de cette majoration.

Art. 79. Lorsque l'amende est multipliée par le nombre de travailleurs, de candidats travailleurs, de mineurs, de stagiaires, d'entreprises, d'opérateurs ou d'employeurs concernés, la règle vise tant l'amende pénale que l'amende administrative. L'amende multipliée ne peut pas excéder le maximum de l'amende multipliée par cent.

Sous-section 2. — Récidive

Art. 80. En cas de récidive dans l'année qui suit une décision judiciaire déclarant la culpabilité, une décision administrative infligeant une amende administrative ou une condamnation à une peine d'emprisonnement voire au paiement d'une amende administrative ou pénale et ce, suite à une infraction aux législations et réglementations visées à l'article 3, le montant de l'amende administrative peut être porté au double du maximum.

Le délai d'un an prend cours le jour où la décision administrative n'est plus susceptible de recours ou le jour où la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée.

Sous-section 3. — Concours matériel d'infractions

Art. 81. En cas de concours de plusieurs infractions, les montants des amendes administratives sont cumulés sans qu'ils puissent cependant excéder le double du maximum de l'amende administrative la plus élevée.

Sous-section 4. — Concours idéal d'infractions et concours par unité d'intention

Art. 82. Quand un même fait constitue plusieurs infractions ou lorsque différentes infractions soumises simultanément au fonctionnaire sanctionnateur constituent la manifestation successive et continue de la même intention délictueuse, l'amende administrative la plus forte est seule infligée.

Quand le fonctionnaire sanctionnateur constate que des infractions ayant antérieurement fait l'objet d'une décision infligeant une amende administrative définitive et d'autres faits dont il est saisi et qui, à les supposer établis, sont antérieurs à ladite décision et constituent avec les premières infractions la manifestation successive et continue de la même intention délictueuse, il tient compte, pour la fixation de l'amende administrative, des amendes administratives déjà infligées. Si celles-ci lui paraissent suffire à une juste répression de l'ensemble des infractions, il se prononce sur la culpabilité et renvoie dans sa décision aux amendes administratives déjà infligées. Le total des amendes administratives infligées en application du présent article ne peut pas excéder le maximum de l'amende administrative la plus forte.

Sous-section 5. — Effacement de l'amende administrative

Art. 83. Pour la détermination du montant de l'amende administrative, il ne peut pas être tenu compte d'une décision infligeant une amende administrative ou déclarant la culpabilité adoptée trois ans ou plus avant les faits. Ce délai de trois ans commence à courir au moment où la décision est devenue exécutoire ou lorsque la décision judiciaire statuant sur le recours du contrevenant est coulée en force de chose jugée.

Sous-section 6. — Circonstances atténuantes

Art. 84. S'il existe des circonstances atténuantes, le fonctionnaire sanctionnateur, le tribunal de première instance, le tribunal du travail ou, le cas échéant, le tribunal de la jeunesse peut réduire l'amende administrative au-dessous du montant minimum fixé pour l'infraction considérée, sans qu'elle puisse être inférieure à quarante pour cent du montant minimum prescrit.

Sous-section 7. — Sursis

Art. 85. § 1^{er}. Le fonctionnaire sanctionnateur peut décider qu'il est sursis à l'exécution de la décision infligeant une amende administrative, en tout ou en partie, pour autant que, durant les cinq années qui précèdent la nouvelle infraction :

1° le contrevenant ne se soit pas vu infliger une amende administrative de 25 à 250 euros, de 50 à 500 euros, ou de 300 à 3.000 euros;

2° le contrevenant n'ait pas été condamné à une amende pénale de 50 à 500 euros, de 100 à 1.000 euros, de 600 à 6.000 euros, ou à une peine d'emprisonnement de six mois à trois ans.

Toutefois, une amende administrative ou une sanction pénale infligée ou prononcée antérieurement pour des faits unis par une même intention délictueuse ne fait pas obstacle à l'octroi d'un sursis.

§ 2. Le fonctionnaire sanctionnateur accorde le sursis par la même décision que celle par laquelle il inflige l'amende.

§ 3. Le délai d'épreuve ne peut pas être inférieur à une année ni excéder trois années, à compter de la date de la notification de la décision infligeant l'amende administrative ou à dater du jugement ou de l'arrêt coulé en force de chose jugée.

§ 4. Le sursis est révoqué de plein droit en cas de nouvelle infraction commise pendant le délai d'épreuve et ayant entraîné l'application d'une amende administrative dont le montant maximum est supérieur au montant maximum de l'amende administrative antérieurement assortie du sursis.

§ 5. Le sursis peut être révoqué en cas de nouvelle infraction commise pendant le délai d'épreuve et ayant entraîné l'application d'une amende administrative d'un niveau égal ou inférieur à celui de l'amende administrative antérieurement assortie du sursis.

§ 6. Afin de comparer les niveaux des amendes visées par les paragraphes 4 et 5, il n'y a pas lieu de multiplier celles-ci par, selon le cas, le nombre de travailleurs, le nombre de destinataires de services, ou tout autre facteur déterminé par les législations et réglementations visées à l'article 3. Afin de déterminer si une infraction est d'un niveau inférieur, du même niveau ou d'un niveau supérieur, les montants maximum des amendes administratives prévus pour ces infractions doivent être comparés.

§ 7. Le sursis est révoqué dans la même décision que celle par laquelle est infligée l'amende administrative pour la nouvelle infraction commise pendant le délai d'épreuve.

La mention de la révocation du sursis dans la décision se fait tant lorsque la révocation a lieu de plein droit que dans le cas où elle est laissée à l'appréciation du fonctionnaire sanctionnateur.

§ 8. L'amende administrative qui devient exécutoire par suite de la révocation du sursis est cumulée sans limite avec celle infligée du chef de la nouvelle infraction.

§ 9. En cas de recours contre la décision infligeant une amende administrative, le juge ne peut pas révoquer le sursis accordé par le fonctionnaire sanctionnateur. Ils peuvent cependant accorder le sursis lorsque le fonctionnaire sanctionnateur l'a refusé.

Section 3. — La banque de données Amadeus

Art. 86. § 1^{er}. Il est créé une banque de données Amadeus visant à collecter, stocker, structurer, traiter et échanger les données pertinentes relatives à la poursuite des infractions aux législations et réglementations visées à l'article 3.

Dans le respect du règlement général sur la protection des données, les opérations visées à l'alinéa 1^{er} et le fait de tenir à jour la banque de données Amadeus ont pour objectifs :

1° la poursuite des infractions par voie d'amendes administratives;

2° l'exercice par les inspecteurs de leurs missions légales et la lutte de manière adéquate contre les infractions visées à l'alinéa 1^{er};

3° l'élaboration de statistiques internes et externes.

§ 2. La banque de données Amadeus contient les données déterminées par le Gouvernement à propos de :

- 1° toute personne suspectée d'être auteur ou coauteur d'une infraction;
- 2° toute personne à qui une amende administrative peut être infligée;
- 3° tout travailleur ou personne qui est concerné ou considéré comme étant concerné par une infraction.

Art. 87. La banque de données Amadeus est développée, gérée, hébergée et sécurisée conformément à la Politique de Sécurité des Systèmes d'informations du Service public de Wallonie.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités particulières de gestion et d'utilisation de la banque de données.

Art. 88. Le Gouvernement détermine les catégories de fonctionnaires ayant accès à la banque de données Amadeus ainsi que les modalités de ces accès.

Toutes les personnes qui ont accès à la banque de données Amadeus doivent prendre les mesures nécessaires afin de garantir le caractère confidentiel des données à caractère personnel qui sont contenues dans cette banque de données et afin de garantir que ces données seront uniquement utilisées en vue des objectifs visés à l'article 86.

Toute violation du secret professionnel dans le cadre de l'accès à la banque de données Amadeus est punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

CHAPITRE X. — Dispositions modificatives, abrogatoires et finales

Section 1. — Dispositions modificatives de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

Art. 89. Dans l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, le paragraphe 4/1, inséré par le décret du 28 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

« § 4/1. Le contrôle de l'application des paragraphes 1^{er}, alinéa 3, h), i), m), p), s), t), w), et za), et 1^{er}bis, alinéas 1^{er} à 3, et alinéas 5 à 9, s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Le contrôle des paragraphes 1^{er}, alinéa 3, m), et 1^{er}bis, alinéas 1^{er} à 3, et alinéas 5 à 9, s'exerce sans préjudice des compétences d'inspection et de contrôle des institutions fédérales compétentes pour les cotisations de sécurité sociale ou pour les allocations de chômage, qui, en la matière, sont les seuls opérateurs administratifs et techniques. ».

Art. 90. L'article 8quater du même arrêté-loi, inséré par le décret du 28 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8quater. Le contrôle de l'application des articles 8 à 9 et leurs mesures d'exécution, à l'exception des dispositions de l'article 8, § 4, alinéas 2 et 3, § 7 et § 10, s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 2. — Dispositions modificatives de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice par les étrangers des activités professionnelles indépendantes

Art. 91. L'article 12/1 de la loi du 19 février 1965 relative à l'exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes, inséré par le décret du 28 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12/1. Le contrôle de l'application de la présente loi et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement pour le contrôle de la présente loi et de ses mesures d'exécution peuvent procéder à la saisie, contre récépissé, des cartes professionnelles qui ont été retirées ou pour lesquelles il existe des raisons de croire qu'elles ont été contrefaites ou falsifiées.

Ils peuvent également soit enjoindre à l'étranger de cesser son activité, soit ordonner la fermeture de l'établissement exploité par lui, à partir d'une date et pour une durée qu'ils déterminent. ».

Art. 92. Dans l'article 13/1 de la même loi, inséré par le décret du 28 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, le mot « pénale » est inséré entre les mots « la peine » et les mots « peut être »;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations s'appliquent aux amendes administratives déterminées par le paragraphe 1^{er}. ».

Section 3. — Dispositions modificatives de la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales

Art. 93. Dans la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales, chapitre IV, section 6, l'intitulé de la sous-section 4 est remplacé par ce qui suit : « Surveillance, pénalités et amendes administratives ».

Art. 94. L'article 124 de la même loi, remplacé par le décret du 28 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 124. Le contrôle de l'application de la présente section et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Art. 95. Dans la même loi, chapitre IV, section 6, sous-section 4, l'intitulé « Dispositions pénales », inséré par la loi du 6 juin 2010 est remplacé par ce qui suit : « Dispositions pénales et amendes administratives ».

Art. 96. L'article 131 de la même loi, rétabli par le décret du 28 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 131. Est puni d'une amende administrative de 10 à 100 euros, quiconque fournit des informations inexactes en vue de l'application des règles relatives au congé-éducation payé énoncées dans la présente section et dans les mesures d'exécution de cette loi.

Est puni d'une amende administrative de 10 à 100 euros, l'employeur, son préposé ou son mandataire, qui, en violation de la section 6, refuse à un travailleur qui a régulièrement introduit une demande de congé-éducation payé, le droit de s'absenter pour suivre les cours.

L'amende visée aux alinéas 1^{er} et 2 est multipliée par le nombre de travailleurs concernés. ».

Art. 97. L'article 132 de la même loi, abrogé par la loi du 6 juin 2010, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 132. Les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations sont applicables aux amendes administratives déterminées par la présente sous-section. ».

Section 4. — Dispositions modificatives de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs

Art. 98. Dans l'intitulé du Chapitre V de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, les mots « et pénalités » sont remplacés par les mots « , pénalités » et amendes administratives ».

Art. 99. Dans la même loi, l'article 35/1, inséré par le décret du 28 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 35/1. Les fonctionnaires désignés par le Gouvernement wallon ou son délégué contrôlent l'application des articles 1^{er}, § 7, et 32bis et leurs mesures d'exécution, et vérifient le respect de ceux-ci.

Ces fonctionnaires exercent ce contrôle ou cette vérification conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Art. 100. Dans l'intitulé de la section 2 du chapitre V de la même loi, les mots « et amendes administratives » sont ajoutés aux mots « Dispositions pénales ».

Art. 101. A l'article 39 de la même loi, rétabli par le décret du 28 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, le mot « pénale » est inséré entre les mots « amende » et « est multipliée »;

2° le paragraphe 4 est abrogé;

3° le paragraphe 5 est abrogé.

Art. 102. L'article 40 de la même loi, abrogé par la loi du 6 juin 2010, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 40. Les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations s'appliquent aux amendes administratives déterminées par l'article 39. ».

Section 5. — Dispositions modificatives de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines

Art. 103. Dans l'article 10ter de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines, inséré par la loi du 4 juillet 2005, les mots " l'agent commissionné en application de l'article 11, § 1^{er}, peut " sont remplacés par les mots " les fonctionnaires visés à l'article 11, alinéa 1^{er}, peuvent ".

Art. 104. Dans la même loi, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« Contrôle, avertissement, dispositions pénales et amendes administratives ».

Art. 105. L'article 11 de la même loi, modifié par la loi du 4 juillet 2005, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 11. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, sont qualifiés à l'effet de rechercher et de constater les infractions aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, les membres du cadre opérationnel de la police fédérale et de la police locale ainsi que les fonctionnaires désignés par le Gouvernement.

Les fonctionnaires visés à l'alinéa 1^{er} exercent ce contrôle conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires visés à l'alinéa 1^{er} peuvent requérir l'assistance de la police locale ou de la police fédérale. "

Art. 106. Dans l'article 12, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « de l'article 11, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « de l'article 11, alinéa 1^{er} ».

Art. 107. Dans l'article 13, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, la phrase liminaire est remplacée par la phrase : « Sont punis soit d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende pénale de 100 à 1.000 euros ou d'une de ces peines seulement, soit d'une amende administrative de 50 à 500 euros : »;

2° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « Toutes les dispositions » sont remplacés par les mots « Pour les sanctions pénales, toutes les dispositions ».

Art. 108. Dans la même loi, il est inséré un article 13bis rédigé comme suit :

« Art. 13bis. Les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations s'appliquent aux amendes administratives déterminées par l'article 13. ».

Section 6. — Dispositions modificatives de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante

Art. 109. L'article 15 de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Sans préjudice de la compétence des officiers de la police judiciaire, les agents judiciaires près les parquets, la police fédérale, la police locale, ainsi que les fonctionnaires désignés par le Gouvernement, sont habilités à rechercher et à constater les infractions aux dispositions du présent chapitre.

Les fonctionnaires visés à l'alinéa 1^{er} exercent ce contrôle conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires visés à l'alinéa 1^{er} peuvent requérir l'assistance de la police locale ou de la police fédérale. ».

Art. 110. Dans l'article 16 de la même loi, modifié par les lois des 26 juin 2000 et 16 janvier 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Est puni d'une amende pénale de 50 à 500 euros ou d'une amende administrative de 25 à 250 euros, quiconque exerce une activité professionnelle, dont l'exercice est réglementé conformément au présent chapitre, sans disposer des connaissances de gestion de base ou de la compétence professionnelle.

En cas de récidive, le montant de l'amende pénale visée à l'alinéa 1^{er} est porté à une somme de 100 à 1.000 euros. »;

2^o au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « Les dispositions » sont remplacés par les mots « Pour les sanctions pénales, les dispositions »;

3^o il est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations s'appliquent aux amendes administratives déterminées par le paragraphe 1^{er}. ».

Section 7. — Dispositions modificatives de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers

Art. 111. Dans la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, l'article 11 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. Le contrôle de l'application de la présente loi et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Art. 112. Dans la même loi, l'intitulé du chapitre VII est remplacé par ce qui suit : « Dispositions pénales, amendes administratives et autres indemnités ».

Art. 113. L'article 12 de la même loi, abrogé par la loi du 6 juin 2010, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 12. § 1^{er}. Est puni soit d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende pénale de 600 à 6.000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement, soit d'une amende administrative de 300 à 3.000 euros, l'employeur, son préposé, ou son mandataire qui, en contravention avec la présente loi et avec ses mesures d'exécution, à l'exception des normes relatives au permis de travail délivré en fonction de la situation particulière de séjour des personnes concernées, a fait ou laissé travailler un ressortissant étranger qui n'est pas admis ou autorisé à séjourner plus de trois mois en Belgique ou à s'y établir.

L'amende est multipliée par le nombre de travailleurs concernés.

§ 2. Est puni soit d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende pénale de 600 à 6.000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement, soit d'une amende administrative de 300 à 3.000 euros, l'employeur, son préposé, ou son mandataire qui, en contravention avec la présente loi et avec ses mesures d'exécution, à l'exception des normes relatives au permis de travail délivré en fonction de la situation particulière de séjour des personnes concernées, n'a pas, lors de l'occupation d'un ressortissant d'un pays tiers :

1^o vérifié au préalable que celui-ci dispose d'un titre de séjour ou d'une autre autorisation de séjour valable;

2^o tenu à la disposition des services d'inspections compétents une copie ou les données de son titre de séjour ou de son autre autorisation de séjour valable, au moins pendant la durée de la période d'emploi;

3^o déclaré son entrée et sa sortie de service conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Au cas où le titre de séjour ou l'autre autorisation de séjour qui est présenté par le ressortissant étranger est un faux, la sanction prévue à l'alinéa 1^{er} est applicable s'il est prouvé que l'employeur savait que ce document était un faux.

L'amende est multipliée par le nombre de travailleurs concernés.

§ 3. Est puni soit d'une amende pénale de 100 à 1.000 euros, soit d'une amende administrative de 50 à 500 euros, l'employeur, son préposé, ou son mandataire qui, en contravention avec la présente loi et avec ses mesures d'exécution, à l'exception des normes relatives au permis de travail délivré en fonction de la situation particulière de séjour des personnes concernées :

1^o a fait ou a laissé travailler un ressortissant étranger, soit :

a) sans avoir obtenu une autorisation d'occupation de l'autorité compétente ou qui ne possède pas de permis de travail;

b) en ne respectant pas les limites fixées par l'autorisation d'occupation ou le permis de travail;

c) pour une durée plus longue que celle de l'autorisation d'occupation et du permis de travail;

d) après le retrait de l'autorisation d'occupation ou du permis de travail;

2^o n'a pas remis le permis de travail au travailleur étranger ou le lui a remis moyennant paiement d'une somme ou d'une rétribution sous quelque forme que ce soit.

L'amende est multipliée par le nombre de travailleurs concernés.

§ 4. Est puni soit d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende pénale de 600 à 6.000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement, soit d'une amende administrative de 300 à 3.000 euros, quiconque, qui, en contravention avec la présente loi et avec ses mesures d'exécution, à l'exception des normes relatives au permis de travail délivré en fonction de la situation particulière de séjour des personnes concernées :

1^o a fait entrer en Belgique un ressortissant étranger ou a favorisé l'entrée en Belgique de celui-ci en vue d'y être occupé, sauf s'il s'agit d'un ressortissant étranger possédant un permis de travail valable et à l'exception du ressortissant étranger pour lequel l'employeur peut bénéficier d'une autorisation d'occupation postérieurement à son entrée en Belgique en vue d'y être occupé;

2° a promis à un ressortissant étranger, moyennant une rétribution sous forme quelconque, soit de lui chercher un emploi, soit de lui procurer un emploi, soit d'accomplir des formalités en vue de son occupation en Belgique;

3° a réclamé ou reçu d'un ressortissant étranger, une rétribution sous une forme quelconque, soit pour lui chercher un emploi, soit pour lui procurer un emploi, soit pour accomplir des formalités en vue de son occupation en Belgique;

4° a servi d'intermédiaire entre un ressortissant étranger et un employeur ou les autorités chargées de l'application des dispositions de la présente loi ou de ses mesures d'exécution, à l'exception des normes relatives au permis de travail délivré en fonction de la situation particulière de séjour des personnes concernées, ou encore entre un employeur et ces mêmes autorités, en accomplissant des actes susceptibles d'induire en erreur, soit ce ressortissant étranger, soit l'employeur, soit lesdites autorités.

L'amende est multipliée par le nombre de travailleurs concernés.

§ 5. Pour les infractions visées aux paragraphes 1^{er}, 2 et 4, le juge peut, en outre, interdire au condamné d'exploiter, pour un terme d'un mois à trois ans, soit par lui-même, soit par personne interposée, tout ou partie de l'entreprise ou de l'établissement où l'infraction a été commise, ou d'y être employé à quelque titre que ce soit.

§ 6. Pour les infractions visées aux paragraphes 1^{er}, 2 et 4, le juge peut, en outre, en motivant sa décision sur ce point, ordonner la fermeture, pour une durée d'un mois à trois ans, de tout ou partie de l'entreprise ou de l'établissement dans lequel les infractions ont été commises.

§ 7. La durée de la peine prononcée en application du paragraphe 5 ou 6 court à compter du jour où le condamné a subi ou prescrit sa peine et, s'il est libéré conditionnellement, à partir du jour de la libération si celle-ci n'est pas révoquée. Elle produit cependant ses effets à compter du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut est devenue définitive.

§ 8. Le juge peut uniquement infliger les peines visées aux paragraphes 5 ou 6 quand cela s'avère nécessaire pour faire cesser l'infraction ou empêcher sa réitération, si la condamnation à ces peines est proportionnée à l'ensemble des intérêts socio-économiques concernés.

En outre, pour les infractions visées au paragraphe 3, les peines visées aux paragraphes 5 ou 6 peuvent être infligées uniquement si la santé ou la sécurité des personnes est mise en danger par ces infractions. Ces peines ne portent pas atteinte aux droits des tiers.

§ 9. Toute infraction à la disposition du jugement ou de l'arrêt qui prononce une interdiction ou une fermeture en application du paragraphe 5 ou 6 est punie d'une sanction visée au paragraphe 3. ».

Art. 114. Il est inséré un article 12/1 rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Est puni soit d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende pénale de 600 à 6.000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement, soit d'une amende administrative de 300 à 3.000 euros, l'entrepreneur, en l'absence d'une chaîne de sous-traitants, ou l'entrepreneur intermédiaire, en cas d'existence d'une telle chaîne, quand leur sous-traitant direct commet une infraction visée à l'article 12, § 2.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'entrepreneur et l'entrepreneur intermédiaire ne sont pas punis de la peine visée à l'alinéa 1^{er}, s'ils sont en possession d'une déclaration écrite dans laquelle leur sous-traitant direct certifie qu'il n'occupe pas et n'occupera pas de ressortissant d'un pays tiers en séjour illégal.

Par dérogation à l'alinéa 2, l'entrepreneur et l'entrepreneur intermédiaire qui sont en possession de la déclaration écrite sont punis soit d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende pénale de 600 à 6.000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement, soit d'une amende administrative de 300 à 3.000 euros s'ils ont, préalablement à l'infraction visée à l'alinéa 1^{er}, connaissance du fait que leur sous-traitant direct occupe un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal. La preuve de cette connaissance peut être la notification visée à l'article 49/2 du Code pénal social.

L'amende est multipliée par le nombre de travailleurs concernés.

§ 2. Sont punis soit d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende pénale de 600 à 6.000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement, soit d'une amende administrative de 300 à 3.000 euros, l'entrepreneur principal et l'entrepreneur intermédiaire, en cas d'existence d'une chaîne de sous-traitants, quand leur sous-traitant indirect commet une infraction visée à l'article 12, § 2, s'ils ont au préalable connaissance du fait que leur sous-traitant indirect occupe un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal. La preuve de cette connaissance peut être la notification visée à l'article 49/2 du Code pénal social.

L'amende est multipliée par le nombre de travailleurs concernés.

§ 3. Est puni soit d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende pénale de 600 à 6.000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement, soit d'une amende administrative de 300 à 3.000 euros :

1° le donneur d'ordre, en l'absence d'une relation de sous-traitance, quand son entrepreneur commet une des infractions visées à l'article 12, § 2, si le donneur d'ordre a, préalablement à l'infraction qu'il a commise, connaissance du fait que son entrepreneur occupe un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal. La preuve de cette connaissance peut être la notification visée à l'article 49/2 du Code pénal social;

2° le donneur d'ordre, en cas d'existence d'une relation de sous-traitance, quand le sous-traitant intervenant directement ou indirectement après son entrepreneur a commis une infraction visée au § 2, si le donneur d'ordre a, préalablement à l'infraction qu'il a commise, connaissance du fait que leur sous-traitant intervenant directement ou indirectement après son entrepreneur occupe un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal. La preuve de cette connaissance peut être la notification visée à l'article 49/2 du Code pénal social.

L'amende est multipliée par le nombre de travailleurs concernés. ».

Art. 115. L'article 14 de la même loi, abrogé par la loi du 6 juin 2010, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 14. Les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations s'appliquent aux amendes administratives déterminées par le présent chapitre. ».

Art. 116. L'article 15 de la même loi, abrogé par la loi du 6 juin 2010, est rétabli dans la rédaction suivante :

« En application de l'article 17, § 2, de la directive 2014/36/UE du 26 février 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi en tant que travailleur saisonnier, si l'autorisation délivrée aux fins d'un travail saisonnier est retirée, l'employeur doit verser une indemnité au travailleur saisonnier, conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement. La responsabilité de l'employeur couvre toute obligation dont celui-ci ne se serait pas acquitté et qu'il aurait dû respecter si l'autorisation délivrée aux fins de travail saisonnier n'avait pas été retirée. ».

Section 8. — Disposition modificative de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi

Art. 117. L'article 46/1 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi, inséré par le décret du 28 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 46/1. Le contrôle et l'application de l'article 43 et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

*Section 9. — Dispositions modificatives de la loi du 20 juillet 2001
visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité*

Art. 118. L'article 7/1 de la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, inséré par le décret du 28 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7/1. A l'exception des dispositions visées au chapitre II, section 2, sans préjudice des mesures visées aux articles 2, § 2, alinéas 4 à 6, et 3bis, le contrôle de l'application de la présente loi et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Les entreprises agréées qui font l'objet du contrôle visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être contrôlées selon une méthode particulière déterminée par le Gouvernement. ».

Art. 119. Dans la même loi, l'intitulé du chapitre IV/1 est remplacé par ce qui suit : « Dispositions pénales et amendes administratives ».

Art. 120. L'article 10^{quater} de la même loi, rétabli par le décret du 28 avril 2016, est complété par ce qui suit :

« 3° n'attribue pas par priorité à un travailleur qui, pendant son occupation à temps partiel, bénéficie d'une allocation de chômage, d'un revenu d'intégration ou d'une aide sociale financière, un emploi à temps plein ou un autre emploi à temps partiel qui, presté seul ou à titre complémentaire, lui procure un régime à temps partiel nouveau, dont la durée de travail hebdomadaire est supérieure à celle du régime de travail à temps partiel dans lequel il travaille déjà. ».

Art. 121. A l'article 10^{sexies} de la même loi, rétabli par le décret du 28 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la première phrase, le mot « pénale » est inséré entre le mot « amende » et les mots « est multipliée »;

2° dans la seconde phrase, le mot « pénale » est inséré entre le mot « amende » et le mot « multipliée ».

Art. 122. L'article 10^{septies} de la même loi, abrogé par la loi du 22 juin 2012, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 10^{septies}. Les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations s'appliquent aux amendes administratives déterminées par les articles 10^{ter}, 10^{quater} et 10^{quinquies}. ».

Art. 123. A l'article 10^{septies}/1 de la même loi, inséré par le décret du 28 avril 2016, le mot « pénale » est inséré entre le mot « sanction » et le mot « maximale ».

Art. 124. A l'article 10^{septies}/4 de la même loi, inséré par le décret du 28 avril 2016, les mots « Toutes les dispositions » sont remplacés par les mots « Pour les sanctions pénales, toutes les dispositions ».

*Section 10. — Dispositions modificatives de la loi du 5 septembre 2001
visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs*

Art. 125. L'article 17/1 de la loi du 5 septembre 2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs, inséré par le décret du 28 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17/1. Le contrôle de l'application des articles 15 et 16 et de leurs mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Art. 126. L'article 34 de la même loi, remplacé par le décret du 28 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 34. Le contrôle de l'application de ce chapitre et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 11. — Disposition modificative du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement

Art. 127. L'article 34 du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement, remplacé par le décret du 22 novembre 2007 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 34. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 12. — Disposition modificative de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002

Art. 128. L'article 338/2 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, inséré par le décret du 28 avril 2016 et modifié par le décret du 2 février 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 338/2. Sans préjudice des compétences d'inspection et de contrôle des institutions fédérales compétentes pour les cotisations de sécurité sociale, qui, en la matière, sont les seuls opérateurs administratifs et techniques, le contrôle de l'application des articles 335 à 338, 339, 341*bis*, 353*bis*/9, 353*bis*/10, 353*bis*/12 à 353*bis*/14, 353*ter* et 353*quater*, et leurs mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Il en va de même pour les articles 324 à 328, dans la mesure où ils se rapportent aux articles visés à l'alinéa 1^{er}. ».

Section 13. — Disposition modificative du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi

Art. 129. L'article 11 du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, remplacé par le décret du 22 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Les missions régionales qui font l'objet du contrôle visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être contrôlées selon une méthode particulière déterminée par le Gouvernement. ».

Section 14. — Disposition modificative du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises

Art. 130. L'article 16 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. § 1^{er}. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 3, les incitants visés par le présent décret sont remboursés conformément au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes :

1° en cas de non-respect des dispositions édictées par ou en vertu du présent décret ou des obligations contenues dans la décision individuelle d'octroi et dans la convention;

2° en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de la grande entreprise;

3° en cas de fourniture, sciemment, par la grande entreprise des renseignements inexacts ou incomplets, quel qu'ait été l'effet de ces renseignements sur le montant des incitants, sans préjudice des poursuites pénales applicables aux personnes ayant fourni ces renseignements.

En cas de restitution de l'incitant visé à l'article 8, l'exonération du précompte immobilier est supprimée ab initio.

Il est mis fin à la garantie de la Région visée à l'article 9 lorsque les renseignements fournis par l'organisme de crédit se révèlent inexacts ou en cas de non-respect des conditions d'octroi de cette garantie.

§ 3. Lorsque des renseignements inexacts ou incomplets ont été fournis sciemment en vue d'obtenir l'incitant visé à l'article 5, une amende administrative de 300 à 3.000 euros peut être infligée à l'entreprise, son préposé ou mandataire selon la procédure et aux conditions fixées par les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 15. — Disposition modificative du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises

Art. 131. L'article 20 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. § 1^{er}. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 3, les incitants visés par le présent décret sont remboursés conformément au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes :

1° en cas de non-respect des dispositions édictées par ou en vertu du présent décret ou des obligations contenues dans la décision individuelle d'octroi;

2° en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de la petite ou moyenne entreprise;

3° en cas de fourniture, sciemment, par la petite ou moyenne entreprise de renseignements inexacts ou incomplets, quel qu'ait été l'effet de ces renseignements sur le montant des incitants, sans préjudice des poursuites pénales applicables aux personnes ayant fourni ces renseignements.

En cas de restitution de l'incitant visé à l'article 11, l'exonération du précompte immobilier est supprimée ab initio.

§ 3. Lorsque des renseignements inexacts ou incomplets ont été fournis sciemment en vue d'obtenir l'incitant visé à l'article 5, une amende administrative de 300 à 3.000 euros peut être infligée à l'entreprise, son préposé ou mandataire selon la procédure et aux conditions fixées par les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 16. — Disposition modificative du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie

Art. 132. L'article 15 du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, l'article 15 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. § 1^{er}. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 3, les incitants visés à l'article 3 sont remboursés conformément au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes :

1° en cas de non-respect des dispositions édictées par ou en vertu du présent décret ou des obligations contenues dans la décision individuelle d'octroi et dans la convention;

2° en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de l'entreprise;

3° en cas de fourniture, sciemment, par l'entreprise de renseignements inexacts ou incomplets, quel qu'ait été l'effet de ces renseignements sur le montant des incitants, sans préjudice des poursuites pénales applicables aux personnes ayant fourni ces renseignements.

En cas de restitution de l'incitant visé à l'article 9, l'exonération du précompte immobilier est supprimée ab initio.

§ 3. Lorsque des renseignements inexacts ou incomplets ont été fournis sciemment en vue d'obtenir l'incitant visé à l'article 3, une amende administrative de 300 à 3.000 euros peut être infligée à l'entreprise, son préposé ou mandataire selon la procédure et aux conditions fixées par les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables

Section 17. — Disposition modificative du décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local

Art. 133. L'article 10 du décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local, remplacé par le décret du 22 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 10. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 18. — Disposition modificative du décret du 27 mai 2004 relatif aux Agences-Conseil en économie sociale

Art. 134. L'article 31 du décret du 27 mai 2004 relatif aux Agences-Conseil en économie sociale, remplacé par le décret du 22 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 31. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 19. — Dispositions modificatives de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations

Art. 135. L'article 59/1 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, inséré par le décret du 20 juillet 2016, est abrogé.

Art. 136. L'article 85 de la même loi, remplacé par le décret du 28 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 85. Sans préjudice des compétences d'inspection et de contrôle des institutions fédérales compétentes pour les cotisations de sécurité sociale, qui, en la matière, sont les seuls opérateurs administratifs et techniques, le contrôle de l'application des articles 79 à 84 et 87, ainsi que leurs mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 20. — Disposition modificative du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des " initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale ", en abrégé "I.D.E.S.S."

Art. 137. L'article 18, alinéa 1^{er}, du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des " initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale ", en abrégé "I.D.E.S.S.", modifié par le décret du 22 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 18. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 21. — Dispositions modificatives du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie

Art. 138. Dans le décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, l'intitulé du chapitre X est remplacé par ce qui suit :

« De la gestion stratégique, de la procédure, de l'évaluation, du contrôle et des amendes administratives. ».

Art. 139. Dans le même décret, il est inséré un article 124/2 rédigé comme suit :

« Art. 124/2. Le contrôle de l'application des dispositions du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Art. 140. Dans le même décret, il est inséré un article 124/3 rédigé comme suit :

« Art. 124/3. En cas de fourniture, sciemment, de renseignements inexacts ou incomplets, quel qu'ait été l'effet de ces renseignements sur le montant des subventions ou avances récupérables, et sans préjudice des poursuites pénales applicables aux personnes ayant fourni ces renseignements, une amende administrative de 300 à 3.000 euros peut être infligée selon la procédure et aux conditions fixées par les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

*Section 22. — Disposition modificative du décret du 15 juillet 2008
relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.)*

Art. 141. L'article 9 du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi (en abrégé : S.A.A.C.E.) est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

*Section 23. — Dispositions modificatives du décret du 6 novembre 2008
relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination*

Art. 142. Dans l'article 5, § 1^{er}, du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, remplacé par le décret du 19 mars 2009 et modifié par le décret du 12 janvier 2012, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 6^o est remplacé par ce qui suit :

« 6^o les programmes de remises au travail des demandeurs d'emploi inoccupés; »;

b) il est complété par un 11^o rédigé comme suit :

« 11^o les services et emplois de proximité. ».

Art. 143. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre XII est remplacé par ce qui suit : « Dispositions pénales et amendes administratives ».

Art. 144. Dans l'article 27 du même décret, les mots « Toutes les dispositions » sont remplacés par les mots « Pour les sanctions pénales, toutes les dispositions ».

Art. 145. Dans le même décret, il est inséré un article 27/1, rédigé comme suit :

« Art. 27/1. En cas d'infraction prévue aux articles 23 à 25, en ce qui concerne les domaines visés à l'article 5, § 1^{er}, 3^o à 8^o et 11^o, une amende administrative de 300 à 3.000 euros peut être infligée, selon la procédure et aux conditions fixées par les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

§ 2. En cas d'infraction prévue à l'article 23, en ce qui concerne les domaines visés à l'article 5, § 1^{er}, 3^o à 8^o et 11^o, l'amende pénale est multipliée par le nombre de personnes, victimes de l'infraction.

§ 3. En ce qui concerne les domaines visés à l'article 5, § 1^{er}, 3^o à 8^o et 11^o, l'administrateur de l'employeur, de l'organisation intermédiaire ou de l'opérateur, lorsque celle-ci ou celui-ci est une personne morale, ou le gérant, lorsque celle-ci ou celui-ci est une personne physique, titulaire ou non d'un agrément ou d'un enregistrement ou étant lié par une convention avec l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi ou avec les Services du Gouvernement est civilement responsable du paiement des amendes administratives infligées à ses préposés ou ses mandataires. ».

Art. 146. L'article 34 du même décret, modifié par le décret du 19 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, le contrôle de l'application du présent décret et, le cas échéant, de ses arrêtés d'exécution, dans les domaines visés à l'article 5, § 1^{er}, 3^o à 8^o et 11^o, s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

§ 2. Dans chaque autre domaine que ceux visés à l'article 5, § 1^{er}, 3^o à 8^o et 11^o, la surveillance et le contrôle des dispositions du présent décret et, le cas échéant, de ses arrêtés d'exécution sont exercés par les agents désignés par le Gouvernement pour contrôler le respect des dispositions applicables dans le domaine visé, conformément aux dispositions applicables à ces agents. ».

*Section 24. — Dispositions modificatives du décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement
ou à l'agrément des agences de placement*

Art. 147. L'article 15 du décret du 3 avril 2009 relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Art. 148. A l'article 16 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, la phrase liminaire est remplacée par la phrase : « Sont punis soit d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 euros à 5.000 euros ou de l'une de ces peines seulement, soit d'une amende administrative de 300 à 3.000 euros. »;

2^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations s'appliquent aux amendes administratives déterminées par le paragraphe 1^{er}. ».

*Section 25. — Disposition modificative du décret du 3 avril 2009
relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions à des associations de gestion centre-ville*

Art. 149. L'article 27 du décret du 3 avril 2009 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions de gestion centre-ville est remplacé par ce qui suit :

« Art. 27. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 26. — Dispositions modificatives du Code pénal social du 6 juin 2010

Art. 150. Sont abrogés dans le Code pénal social du 6 juin 2010 :

1° l'article 173, § 2;

2° l'article 175.

Art. 151. A l'article 177/1, § 3, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le 3^o, est abrogé;

Section 27. — Disposition modificative du décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal

Art. 152. Dans l'article 10 du décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

*Section 28. — Disposition modificative du décret du 2 mai 2013
relatif aux incitants financiers visant à favoriser l'engagement de personnel auprès de certaines entreprises*

Art. 153. L'article 16 du décret du 2 mai 2013 relatif aux incitants financiers visant à favoriser l'engagement de personnel auprès de certaines entreprises est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 29. — Disposition modificative du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion

Art. 154. L'article 26 du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 30. — Dispositions modificatives du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Art. 155. L'article 13 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. Sont punis soit d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 25 à 250 euros ou d'une de ces peines seulement, soit d'une amende administrative de 10 à 100 euros ceux qui mettent obstacle à la mission des fonctionnaires chargés du contrôle du présent décret et de ses arrêtés d'exécution ou qui fournissent volontairement des renseignements ou documents inexacts ou incomplets.

Les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations s'appliquent aux amendes administratives déterminées par l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 156. L'article 17 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

Les entreprises qui font l'objet du contrôle visé à l'alinéa 1^{er} peuvent être sélectionnées et contrôlées selon une méthode particulière déterminée par le Gouvernement. ».

*Section 31. — Disposition modificative du décret du 2 février 2017
relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles*

Art. 157. L'article 14 du décret du 2 février 2017 relatif aux aides à l'emploi à destination des groupes-cibles est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Sans préjudice des compétences d'inspection et de contrôle des institutions fédérales compétentes pour les allocations de travail et les cotisations de sécurité sociale, qui en la matière, sont les seuls opérateurs administratifs et techniques, le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Section 32. — Disposition modificative du décret du 2 février 2017 relatif au contrat d'insertion

Art. 158. L'article 14 du décret du 2 février 2017 relatif au contrat d'insertion est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Sans préjudice des compétences d'inspection et de contrôle des institutions fédérales compétentes pour les allocations de travail et les cotisations de sécurité sociale, qui en la matière, sont les seuls opérateurs administratifs et techniques, le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

Art. 159. L'article 21 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le contrôle de l'application du régime transitoire relatif au programme de transition professionnelle prévu par les alinéas 1^{er} à 6, s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations. ».

*Section 33. — Disposition abrogatoire du décret du 5 février 1998
relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi*

Art. 160. Le décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi, modifié en dernier lieu par le décret du 28 avril 2016, est abrogé.

Section 34. — Disposition finale

Art. 161. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 février 2019.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—————
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1276 (2018-2019) N^{os} 1, 1bis à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 27 février 2019.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202056]

28. FEBRUAR 2019 — Dekret über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I. — *Allgemeines*

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse gelten die folgenden Definitionen:

1° Verwaltung: der (die) von der Regierung bestimmte(n) Dienst(e);

2° Inspektoren: die von der Regierung bestimmten Beamten;

3° Arbeitnehmer: die Personen, die im Rahmen eines Arbeitsvertrags Arbeitsleistungen unter der Autorität einer anderen Person erbringen, und diejenigen, die ihnen gleichgestellt sind, einschließlich:

a) der Personen, die anders als kraft eines Arbeitsvertrags Arbeitsleistungen unter der Autorität einer anderen Person erbringen, oder die Arbeitsleistungen unter ähnlichen Bedingungen als denjenigen eines Arbeitsvertrags erbringen;

b) der Personen, die nicht unter der Autorität einer anderen Person arbeiten, jedoch ganz oder teilweise den Rechtsvorschriften über die soziale Sicherheit der Lohnempfänger unterliegen;

c) der in Artikel 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 3. April 2009 über die Registrierung oder Zulassung der Arbeitsvermittlungsgesellschaften genannten Personen;

d) der Arbeitnehmer, die in Übereinstimmung mit den Normen betreffend die Beschäftigung von ausländischen Arbeitnehmern Gegenstand einer zeitweiligen konzerninternen Entsendung sind;

e) der ausländischen Selbständigen, die kraft der Gesetze oder Verordnungen über eine Genehmigung verfügen müssen, um eine selbständige Berufstätigkeit auszuüben;

4° Anspruchsberechtigte: Personen, Berechtigte oder Leistungsberechtigte, die auf die durch die in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften gewährten Leistungen Anspruch haben, und diejenigen, die sie beantragt haben;

5° Arbeitgeber: die natürlichen Personen, die juristischen Personen des privaten Rechts und des öffentlichen Rechts oder die nichtrechtsfähigen Vereinigungen, die die unter Ziffer 3 genannten Personen beschäftigen, oder die Personen, die in den Fällen und unter den Bedingungen, die in den Gesetzen bestimmt sind, Arbeitgebern gleichgestellt werden, einschließlich:

a) der natürlichen oder juristischen Personen, die Leiharbeitsdienstleistungen erbringen, die ein Outplacement-Büro, ein Anwerbungs- oder ein Auswahlbüro oder eine Stelle für unentgeltliche Arbeitsvermittlung in Übereinstimmung mit den Rechtsvorschriften in Bezug auf den Betrieb von Arbeitsvermittlungsstellen betreiben;

b) der Benutzer, d.h. der natürlichen oder juristischen Personen, die die von einer Arbeitsvermittlungsstelle erbrachten Dienstleistungen beanspruchen, oder die Aufgaben der Arbeitnehmer bestimmen, oder deren Ausführung überwachen;

c) der Zuschussberechtigten, d.h. der natürlichen oder juristischen Personen, die Zuschüsse in Sachen Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung von der Wallonischen Region oder von juristischen Personen, die von Letzterer direkt oder indirekt subventioniert werden, beantragen, oder erhalten haben, einschließlich jeglicher rückforderbarer Geldvorschüsse, die von der Wallonischen Region mit oder ohne Zinsen gewährt werden;

d) der Inhaber einer Zulassung, d.h. der natürlichen oder juristischen Personen, die eine Zulassung von der Wallonischen Region oder einer direkt oder indirekt von Letzterer subventionierten juristischen Person im Bereich der Wirtschafts- oder Beschäftigungspolitik oder der wissenschaftlichen Forschung beantragen, oder erhalten haben;

e) im Rahmen einer zeitweiligen konzerninternen Entsendung, der in dem französischen Sprachgebiet niedergelassenen Körperschaft, unabhängig von ihrer Rechtsform, in welche die von dieser Entsendung betroffene Person zeitweilig entsendet wird;

6° Sozialdaten: die zur Anwendung der in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften erforderlichen Daten;

7° personenbezogene Sozialdaten: alle Sozialdaten, die eine natürliche Person betreffen, die identifiziert ist oder identifiziert werden kann;

8° öffentliche Einrichtungen für soziale Sicherheit: die öffentlichen Einrichtungen und Regierungsdienste, die mit der Anwendung der Rechtsvorschriften über die soziale Sicherheit beauftragt sind;

9° mitwirkende Einrichtungen für soziale Sicherheit: die privatrechtlichen Einrichtungen, die anerkannt sind, um bei der Anwendung der Rechtsvorschriften in Sachen soziale Sicherheit mitzuwirken;

10° Arbeitsstätten: alle Orte, wo Tätigkeiten ausgeübt werden, die der Kontrolle durch die Inspektoren unterliegen, oder wo Personen beschäftigt sind, die den in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften unterliegen, und unter anderem Betriebe, Teile von Betrieben, Einrichtungen, Teile von Einrichtungen, Gebäude, Räumlichkeiten, innerhalb des Unternehmensgeländes befindliche Orte, Baustellen und Arbeiten außerhalb des Betriebs sowie die Orte, wo die Dokumente in Bezug auf die reglementierten Tätigkeiten aufbewahrt werden;

11° Datenträger: alle Datenträger unter welcher Form auch immer, wie Bücher, Register, Unterlagen, numerische oder digitale Datenträger, Speicherplatten, Disks, Bänder, einschließlich derjenigen, die durch ein Datenverarbeitungssystem oder jedes andere elektronische Gerät zugänglich sind;

12° sanktionierender Beamter: der von der Regierung bestimmte Beamte, der befugt ist, Beschlüsse in Sachen administrative Geldbußen im Sinne des vorliegenden Dekrets zu fassen;

13° Zuwiderhandelnder: die natürliche oder juristische Person, der eine administrative Geldbuße gemäß Kapitel 9 auferlegt werden kann;

14° betroffene Person: die in Artikel 4 Ziffer 1 der Verordnung 2016/679/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr, und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG, genannte natürliche Person, die identifiziert ist oder identifiziert werden kann;

15° Datenschutz-Grundverordnung: die Verordnung 2016/679/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr, und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG.

Art. 2 - Die Regierung bestimmt die Modalitäten in Bezug auf die Berechnung der Fristen und in Bezug auf die Übermittlung der Dokumente, Informationen und Daten im Rahmen des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsbestimmungen.

Art. 3 - Die Inspektoren werden damit beauftragt, Verstöße gegen die Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung im Sinne von Artikel 6 § 1 Ziffern VI und IX und Artikel *6bis* des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen zu ermitteln und festzustellen, in denen festgelegt wird, dass diese Kontrolle gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets ausgeübt wird.

KAPITEL II. — *Befugnisse der Inspektoren*

Art. 4 - Unbeschadet des Dekrets vom 20. Juli 1831 über den Eid bei der Einsetzung der repräsentativen konstitutionellen Monarchie legen die Inspektoren den Eid vor dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, oder vor seinem Beauftragten ab.

Art. 5 - Die Inspektoren haben nicht die Eigenschaft als Gerichtspolizeioffizier.

Bei der Ausübung ihres Amtes können die Inspektoren den Beistand der föderalen Polizei, der lokalen Polizei oder sonstiger regionaler Dienste anfordern.

Art. 6 - Bei der Ausübung ihrer Aufgaben verfügen die Inspektoren über die Legitimationsbescheinigung für ihr Amt, deren Muster von der Regierung festgelegt wird.

Bei der Ausübung ihres Amtes weisen sie ihre Legitimationsbescheinigung vor, und erklären den in diesem Rahmen angetroffenen Personen, in welcher Eigenschaft sie handeln.

Art. 7 - § 1. Die Inspektoren dürfen bei der Ausübung ihres Auftrags zu jeder Tages- und Nachtzeit ohne vorherige Ankündigung alle Arbeitsstätten oder anderen Orte, die ihrer Kontrolle unterworfen sind oder von denen sie vernünftigerweise annehmen können, dass dort Personen beschäftigt sind, die den Bestimmungen der in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften unterliegen, frei betreten.

Bewohnte Räumlichkeiten dürfen die Inspektoren jedoch nur betreten:

- 1° wenn sie sich dorthin begeben, um eine Straftat auf frischer Tat zu entdecken;
- 2° auf Antrag oder mit der Zustimmung der Person, die das effektive Nutzungsrecht an den bewohnten Räumlichkeiten hat. Dieser Antrag oder diese Zustimmung muss schriftlich und vor der Haussuchung erfolgen;
- 3° bei einem Anruf aus diesem Ort;
- 4° bei Brand oder Überschwemmung;
- 5° wenn sie über eine von einem Untersuchungsrichter ausgestellte Ermächtigung zur Haussuchung verfügen.

§ 2. Um die in Paragraph 1 Absatz 2 Ziffer 5 genannte Ermächtigung zur Haussuchung zu erhalten, richten die Inspektoren einen mit Gründen versehenen Antrag an den Untersuchungsrichter, der die folgenden Angaben umfasst:

- 1° die Angaben in Bezug auf die Identifizierung der bewohnten Räumlichkeiten, die Gegenstand der Haussuchung sind;
- 2° die Angaben in Bezug auf die Rechtsvorschriften, die Gegenstand ihrer Kontrolle sind, und für welche die Inspektoren der Meinung sind, dass sie eine Ermächtigung zur Haussuchung benötigen;
- 3° gegebenenfalls die eventuellen Verstöße, die Gegenstand der Kontrolle sind;
- 4° alle Unterlagen und Auskünfte, aus denen sich ergibt, dass der Rückgriff auf dieses Mittel notwendig ist.

Die Inspektoren können eine Ermächtigung zur Haussuchung für den Zugang zu den bewohnten Räumlichkeiten nach 21 Uhr und vor 5 Uhr erhalten, vorausgesetzt, der Antrag an den Untersuchungsrichter wird mit besonderen Gründen versehen.

§ 3. Der Untersuchungsrichter entscheidet über den in Paragraph 2 genannten Antrag binnen einer Frist von höchstens achtundvierzig Stunden nach dem Eingang dieses Antrags.

Die Entscheidung des Untersuchungsrichters wird mit Gründen, und im Falle einer Haussuchung nach einundzwanzig Uhr und vor fünf Uhr sogar mit besonderen Gründen versehen.

Gegen diese Entscheidung ist kein Rechtsmittel möglich.

Mit Ausnahme der Schriftstücke, aus denen die Identität des Einreichers einer eventuellen Beschwerde oder des Erstatters einer eventuellen Anzeige abgeleitet werden kann, und unbeschadet der Anwendung von Artikel 30 müssen sämtliche Schriftstücke zur Begründung des Erhalts einer Ermächtigung zur Haussuchung, wie in Paragraph 2 Absatz 1 erwähnt, der Strafakte oder der Akte, im Rahmen deren eine administrative Geldbuße auferlegt werden kann, beigefügt werden.

§ 4. Im Falle einer Haussuchung verfügen die Inspektoren über sämtliche in vorliegendem Dekret erwähnten Befugnisse, mit Ausnahme der Ermittlung in Artikel 8 §§ 3 bis 5 erwähnter Datenträger und der damit verbundenen Befugnisse.

Art. 8 - § 1. Die Inspektoren nehmen alle Untersuchungen, Ermittlungen, Kontrollen, und Vernehmungen vor, und sammeln alle Informationen, die sie für notwendig erachten, um sich zu vergewissern, dass die Bestimmungen der in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften tatsächlich eingehalten werden.

§ 2. Die Inspektoren nehmen die Personalien der Personen auf, die sich an den Arbeitsstätten oder den anderen Orten, die ihrer Kontrolle unterworfen sind, befinden, und von denen sie vernünftigerweise annehmen können, dass es sich um Arbeitgeber, Angestellte oder Beauftragte, Arbeitnehmer, Anspruchsberechtigte oder eine Person handelt, deren Vernehmung sie zwecks der Ausführung der Kontrolle für notwendig erachten.

Zu diesem Zweck fordern die Inspektoren von diesen Personen die Vorlegung offizieller Identifizierungsdokumente oder, wenn es diese nicht gibt, oder wenn die Inspektoren an der Echtheit dieser Dokumente zweifeln, versuchen sie, in den Fällen, unter den Bedingungen und nach den Modalitäten nach Artikel 10, ihre Identität durch Bildmaterial, ungeachtet des Trägers, zu ermitteln.

§ 3. Die Inspektoren sind ermächtigt, alle Untersuchungen, Ermittlungen, Kontrollen, und Vernehmungen vorzunehmen, und sich alle Datenträger vorlegen zu lassen, die sich an den Arbeitsstätten oder an den anderen Orten befinden, die ihrer Kontrolle unterworfen sind, und die entweder Sozialdaten im Sinne von Artikel 1 Ziffer 6, oder anderen Daten enthalten, die aufgrund eines Gesetzes oder eines Dekrets erstellt, geführt oder aufbewahrt werden müssen, selbst wenn die Inspektoren nicht mit der Überwachung dieser Rechtsvorschriften beauftragt sind.

Die Inspektoren dürfen sich zu diesem Zweck auch Zugriff auf die in Absatz 1 erwähnten Datenträger verschaffen lassen, die von diesen Orten aus durch ein Datenverarbeitungssystem oder jedes andere elektronische Gerät zugänglich sind.

§ 4. Wenn sie dies für die Erfüllung ihrer Aufgabe als notwendig erachten, können die Inspektoren sich alle Datenträger, die gleich welche anderen Daten enthalten, vor Ort vorlegen lassen, um von deren Inhalt Kenntnis zu nehmen, und sie untersuchen.

§ 5. Ist der Arbeitgeber, sein Angestellter oder sein Beauftragter zum Zeitpunkt der Kontrolle abwesend, treffen die Inspektoren die erforderlichen Maßnahmen, um den Arbeitgeber, seinen Angestellten oder seinen Beauftragten zu erreichen und sich vorerwähnte Datenträger vorlegen zu lassen.

Wenn der Arbeitgeber, sein Angestellter oder sein Beauftragter nicht erreichbar ist, können die Inspektoren die Untersuchungen und Ermittlungen nach Paragraph 3 vornehmen.

Widersetzt sich der Arbeitgeber, sein Angestellter oder sein Beauftragter dieser Ermittlung oder Untersuchung, wird ein Protokoll wegen Behinderung der Kontrolle aufgestellt.

Art. 9 - Die Inspektoren dürfen Kopien der in Artikel 8 §§ 3 und 4 erwähnten Datenträger oder der darin enthaltenen Daten in welcher Form auch immer anfertigen oder sich diese kostenlos von dem Arbeitgeber, seinen Angestellten oder Beauftragten bereitstellen lassen.

Handelt es sich um in Artikel 8 § 3 erwähnte Datenträger, die über ein Datenverarbeitungssystem zugänglich sind, dürfen die Inspektoren anhand des Datenverarbeitungssystems oder jedes anderen elektronischen Geräts und unter Mitwirkung entweder des Arbeitgebers, seines Angestellten oder Beauftragten, oder jeglicher sonstigen qualifizierten Person, die über die Funktion des Datenverarbeitungssystems notwendige oder nützliche Kenntnisse hat, in der von ihnen erwünschten Form Kopien der gesamten vorerwähnten Daten oder eines Teils davon anfertigen.

Art. 10 - § 1. Die Inspektoren dürfen Feststellungen machen, indem sie Bildmaterial aufnehmen, ungeachtet des Bildträgers. Sie können auch Bildmaterial von Dritten verwenden, sofern diese Personen dieses Material rechtmäßig aufgenommen oder erhalten haben. Die Feststellungen und die Benutzung erfolgen unter Einhaltung der Bestimmungen von Paragraph 3.

§ 2. In bewohnten Räumlichkeiten dürfen die Inspektoren Feststellungen anhand von Bildmaterial ungeachtet des Bildträgers nur unter der Bedingung machen, dass sie dazu über eine vom Untersuchungsrichter ausgestellte Ermächtigung verfügen. Der Antrag, den die Inspektoren an den Untersuchungsrichter richten, um diese Ermächtigung zu bekommen, muss mindestens die in Artikel 7 § 2 erwähnten Daten enthalten.

§ 3. Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten die Feststellungen, die die Inspektoren anhand des von ihnen aufgenommenen Bildmaterials gemacht haben, bis zum Beweis des Gegenteils als Beweis, sofern nachfolgende Bedingungen erfüllt sind:

1° Die Feststellungen müssen Gegenstand eines Protokolls zur Feststellung eines Verstoßes anhand von Bildmaterial sein, das zusätzlich zu den in Artikel 19 erwähnten Daten auch folgende Daten enthalten muss:

a) Identität des Beamten, der das Bildmaterial aufgenommen hat, oder dieses von Drittpersonen aufgenommene Bildmaterial rechtmäßig erhalten hat,

b) Tag, Datum, Uhrzeit und genaue Beschreibung des Ortes, wo das Bildmaterial aufgenommen worden ist,

c) vollständige Identifizierung der technischen Mittel, mit denen das Bildmaterial aufgenommen worden ist,

d) Beschreibung von dem, was auf dem betreffenden Bildmaterial zu sehen ist, und Zusammenhang mit dem festgestellten Verstoß,

e) handelt es sich um eine Detailaufnahme, Hinweis auf dem Bildmaterial, anhand dessen der Maßstab festgestellt werden kann,

f) Reproduktion des Bildmaterials oder, falls dies nicht möglich ist, Kopie auf einem Träger als Anlage zum Protokoll und vollständige Angabe sämtlicher technischer Spezifikationen, die zum Anschauen der Kopie dieses Bildmaterials notwendig sind,

g) wenn es mehrere Reproduktionen oder mehrere Träger gibt, Nummerierung dieser Reproduktionen oder Träger, die ebenfalls in der entsprechenden Beschreibung von dem, was auf dem Bildmaterial zu sehen ist, im Protokoll vorhanden sein muss,

2° Der ursprüngliche Träger des Bildmaterials wird von der Verwaltung, der die Inspektoren angehören, die das Bildmaterial aufgenommen haben, solange aufbewahrt, bis ein formell rechtskräftiges Urteil oder ein formell rechtskräftiger Entscheid verkündet worden ist oder bis die Entscheidung zur Auferlegung einer Geldbuße durch den sanktionierenden Beamten vollstreckbar geworden ist oder bis der sanktionierende Beamte die Strafverfolgung des Verstoßes eingestellt hat.

Unbeschadet der Vorschriften über den Schutz personenbezogener Daten und unbeschadet der Bestimmungen von Gesetzen und Verordnungen in Sachen Kameraüberwachung, informiert die Verwaltung gegebenenfalls den Dritten, der das Bildmaterial aufgenommen hat, über die Tatsache, dass sie den Träger während der Dauer dieses Zeitraums aufbewahrt.

Art. 11 - Die Inspektoren dürfen die in Artikel 8 § 3 genannten Datenträger gegen Empfangsbestätigung beschlagnahmen oder versiegeln, egal ob der Arbeitgeber, sein Angestellter oder sein Beauftragter Eigentümer dieser Güter ist oder nicht.

Die Inspektoren dürfen diese Befugnisse ausüben, wenn dies für die Ermittlung, die Untersuchung oder die Erbringung des Nachweises von Verstößen notwendig ist oder wenn die Gefahr besteht, dass anhand dieser Datenträger die Verstöße fortgesetzt oder neue Verstöße begangen werden.

Ist die Beschlagnahme materiell nicht möglich, werden diese Daten und die zum Verständnis dieser Daten nötigen Daten auf Datenträger kopiert, die der Verwaltung gehören. Im Dringlichkeitsfall oder aus technischen Gründen können Datenträger verwendet werden, die Personen zur Verfügung stehen, die berechtigt sind, das Datenverarbeitungssystem zu benutzen.

Art. 12 - Die Inspektoren dürfen andere bewegliche und ihrer Kontrolle unterworfenen Güter als die in Artikel 8 § 3 genannten Güter einschließlich der beweglichen Güter, die durch Einverleibung oder durch ihre Bestimmung unbeweglich geworden sind, oder anhand derer Verstöße gegen die in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften verübt werden können, gegen Empfangsbestätigung beschlagnahmen oder versiegeln. Dabei ist es unwichtig, ob der Urheber des Verstoßes ihr Eigentümer ist oder nicht. Die Inspektoren handeln auf diese Weise, wenn dies für den Nachweis dieser Verstöße notwendig ist oder wenn die Gefahr besteht, dass anhand dieser Güter die Verstöße fortgesetzt oder neue Verstöße begangen werden.

Art. 13 - Wenn der Arbeitgeber, sein Angestellter oder Beauftragter entweder bei der Ermittlung und Untersuchung nach Artikel 8 § 3 nicht anwesend war, oder ihr nicht freiwillig zustimmte, informieren die Inspektoren den Arbeitgeber schriftlich darüber, dass diese Ermittlung und diese Untersuchung im Gange sind, sowie darüber, welche Datenträger kopiert wurden. Diese Beschreibung enthält die in Artikel 14 vorgesehenen Angaben.

Hinsichtlich der beschlagnahmten Datenträger wird in Übereinstimmung mit Artikel 14 gehandelt.

Art. 14 - § 1. Sind Gegenstand einer schriftlichen gegen Empfangsbestätigung übermittelten Feststellung:

1° die kraft der Artikel 11 und 12 vorgenommenen Beschlagnahmen;

2° die in den in Artikel 13 vorgesehenen Fällen getroffenen Maßnahmen, als der Arbeitgeber, sein Angestellter oder sein Beauftragter entweder nicht anwesend war, oder nicht freiwillig zustimmte.

§ 2. In dem in Paragraph 1 genannten Schriftstück werden angegeben:

1° das Datum und die Uhrzeit des Ergreifens der Maßnahmen;

2° die Identität der Inspektoren, die Eigenschaft, in der sie auftreten, und die Verwaltung, der sie angehören;

3° die ergriffenen Maßnahmen;

4° die Wiedergabe des Wortlauts des Artikels 44;

5° die Rechtsmittel gegen die Maßnahmen und der zuständige Gerichtsbezirk;

6° die Behörde, die im Falle einer Beschwerde geladen werden muss.

Art. 15 - Ein Beschwerdeverfahren vor dem Vorsitzenden des Arbeitsgerichts kann jede Person einleiten, die der Meinung ist,

1° dass durch die Beschlagnahmen in Ausführung der Artikel 11 und 12 gegen ihre Rechte verstoßen wurde;

2° die in den in Artikel 13 vorgesehenen Fällen getroffenen Maßnahmen, als der Arbeitgeber, sein Angestellter oder sein Beauftragter entweder nicht anwesend war, oder nicht freiwillig zustimmte, gegen ihre Rechte verstoßen.

Die Rechtsklage wird nach den Formen der Eilverfahrensklage gebildet und untersucht.

Art. 16 - Die Inspektoren dürfen anordnen, dass die Unterlagen, deren Anschlag durch die in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften vorgesehen ist, innerhalb einer von ihnen bestimmten Frist oder unverzüglich tatsächlich angeschlagen werden und angeschlagen bleiben.

Wenn sie dies im Interesse der Arbeitnehmer oder der Anspruchsberechtigten für notwendig erachten, können sie auch jede Unterlage erstellen oder aushändigen, die diejenigen ersetzt, die durch die in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften vorgesehen sind.

Art. 17 - In Übereinstimmung mit Artikel 59 der koordinierten Gesetze vom 18. Juli 1966 über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten, und mit den Artikeln 2 und 3 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 30. Juni 1972 über den Schutz des freien Sprachengebrauchs und der Verwendung der französischen Sprache in den sozialen Beziehungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern sowie in den nach den Gesetzen und Verordnungen erforderlichen Akten und Dokumenten von Unternehmen dürfen die Inspektoren eine Übersetzung der in Artikel genannten Daten erfordern.

Art. 18 - Unbeschadet des Anforderungsrechts der Staatsanwaltschaft und des Untersuchungsrichters, das in den Artikeln 28ter § 3 und 56 § 2 des Strafprozessgesetzbuches erwähnt ist, verfügen die Inspektoren über eine Beurteilungsbefugnis, um:

1° Auskünfte und Ratschläge zu erteilen, insbesondere in Bezug auf die wirksamsten Mittel zur Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und der in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften,

2° Verwarnungen zu erteilen,

3° Kontrollberichte zu erstellen;

4° dem Zuwiderhandelnden eine Frist zu setzen, damit er sich den Vorschriften anpasst,

5° Protokolle zur Feststellung der Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und der in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften aufzunehmen.

Art. 19 - Jedes Protokoll zur Feststellung eines Verstoßes gegen die in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften sowie gegen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets enthält mindestens folgende Angaben:

1° Identität des protokollierenden Inspektors,

2° Bestimmung, aufgrund deren der protokollierende Inspektor befugt ist, zu handeln,

3° Ort und Datum des Verstoßes,

4° Identität des mutmaßlichen Urhebers und der Betroffenen,

5° Gesetzesbestimmung, gegen die verstoßen wurde,

6° kurzgefasste Darlegung des Sachverhalts in Bezug auf die begangenen Verstöße,

7° Datum und Ort der Erstellung des Protokolls, eventueller Zusammenhang mit anderen Protokollen und gegebenenfalls Verzeichnis der Anlagen.

Art. 20 - Das Protokoll zur Feststellung eines Verstoßes wird der Staatsanwaltschaft sowie dem sanktionierenden Beamten binnen einer Frist von vierzehn Tagen ab dem Tag nach demjenigen der Feststellung des letzten Tatbestandsmerkmals des Verstoßes zugesandt.

Eine Abschrift davon wird dem mutmaßlichen Urheber des Verstoßes und gegebenenfalls seinem Arbeitgeber übermittelt. Falls dies nicht der Fall ist, können Letztere jederzeit eine Abschrift davon entweder bei dem Inspektor, der das Protokoll erstellt hat, erhalten.

Art. 21 - Das von einem Inspektor erstellte Protokoll zur Feststellung von Verstößen hat bis zum Beweis des Gegenteils Beweiskraft, wenn dem mutmaßlichen Urheber des Verstoßes und gegebenenfalls seinem Arbeitgeber binnen einer Frist von vierzehn Tagen ab dem Tag nach demjenigen der Feststellung des letzten Tatbestandsmerkmals des Verstoßes eine Abschrift dieses Protokolls per Einschreiben übermittelt wurde.

Wenn der mutmaßliche Urheber des Verstoßes oder der Arbeitgeber am Tag der Feststellung des Verstoßes nicht identifiziert werden kann, läuft die in Artikel 20 Absatz 1, und in Absatz 1 genannte Frist von vierzehn Tagen ab dem Tag, an dem der mutmaßliche Urheber des Verstoßes von dem Inspektor mit Sicherheit identifiziert werden konnte.

Hinsichtlich der Anwendung der in Absatz 1 genannten Frist bilden die dem Zuwiderhandelnden erteilte Mahnung oder die Festlegung einer Frist, damit dieser sich auf die Vorschriften einstellen kann, keinesfalls eine Feststellung der Übertretung.

Art. 22 - Bei der Erstellung der Protokolle können die von den Inspektoren gemachten materiellen Feststellungen von den Inspektoren desselben Dienstes und von den Inspektoren der anderen Inspektionsdienste oder von den mit der Überwachung der Einhaltung anderer Rechtsvorschriften beauftragten Inspektoren benutzt werden.

KAPITEL III — Zusammenarbeit und Informationsaustausch

Art. 23 - Die Inspektoren teilen die bei der Inspektion gesammelten Auskünfte den öffentlichen und den mitwirkenden Einrichtungen für soziale Sicherheit, den Inspektoren der anderen Inspektionsdienste sowie allen anderen mit der Kontrolle anderer Rechtsvorschriften beauftragten Beamten mit, sofern diese Auskünfte Letztere für die Durchführung der Kontrolle, mit der sie beauftragt sind, oder für die Anwendung anderer Rechtsvorschriften interessieren können.

Die Inspektoren teilen diese Auskünfte mit, wenn die öffentlichen Einrichtungen für soziale Sicherheit, die Sozialinspektoren der anderen Inspektionsdienste oder die anderen mit der Kontrolle oder Anwendung anderer Rechtsvorschriften beauftragten Beamten sie beantragen.

Auskünfte, die bei der Ausübung von Pflichten gesammelt worden sind, die von der Gerichtsbehörde vorgeschrieben wurden, dürfen jedoch nur mit deren Erlaubnis mitgeteilt werden.

Art. 24 - Unbeschadet des Artikels 44/1 des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt sind alle staatlichen Dienste, darin einbegriffen die Staatsanwaltschaften und die Kanzleien der Gerichtshöfe und aller Rechtsprechungsorgane, alle Dienste der Gemeinschaften, der Regionen, der Provinzen, der Gemeinden, der Vereinigungen, denen sie angehören, der öffentlichen Einrichtungen, die ihnen unterstehen, und sämtlicher öffentlicher und mitwirkender Einrichtungen für soziale Sicherheit verpflichtet, auf der Grundlage eines Zusammenarbeitsabkommens, das kraft Artikel 92bis § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen geschlossen wird, den Inspektoren auf deren Antrag hin alle Auskünfte zu erteilen, die Letztere für die Kontrolle der Einhaltung der in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften für notwendig erachten, sowie ihnen alle Bücher, Register, Unterlagen, Speicherplatten, Disks, Bänder oder sonstigen Datenträger zur Einsichtnahme vorzulegen und ihnen Auszüge, Duplikate, Ausdrucke, Listen, Kopien oder Fotokopien davon zu besorgen.

Die Dienste der Regierung und die ihnen unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses stellen diese Auskünfte, Auszüge, Duplikate, Ausdrucke, Listen, Kopien oder Fotokopien kostenlos zur Verfügung, insofern es sich um einen begründeten und zumutbaren Antrag handelt.

Urkunden, Aktenstücke, Register, Unterlagen oder Auskünfte, die bei der Ausübung von Pflichten gesammelt worden sind, die von der Gerichtsbehörde vorgeschrieben wurden, dürfen jedoch nur mit deren ausdrücklicher Erlaubnis mitgeteilt werden.

Art. 25 - Die öffentlichen und mitwirkenden Einrichtungen für soziale Sicherheit, die Inspektoren, die Inspektoren der anderen Inspektionsdienste und alle anderen mit der Kontrolle anderer Rechtsvorschriften beauftragten Beamten dürfen die aufgrund von Artikel 23 und 24 erhaltenen Auskünfte für die Ausübung aller Aufträge in Bezug auf die Kontrolle, mit der sie beauftragt sind, verwenden.

Art. 26 - Die Regierung kann ebenfalls in Ausführung eines mit den Regierungen der anderen Gemeinschaften und Regionen abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens in dem territorialen Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region die Anwesenheit von Beamten der in Sachen Beschäftigung tätigen Inspektionsdienste einer anderen Gemeinschaft oder einer anderen Region zulassen, um alle Auskünfte, die sie für die Ausübung der Kontrolle, mit der sie selbst beauftragt sind, zu sammeln.

Die Auskünfte, die von den Inspektoren im Rahmen eines mit den Regierungen der anderen Gemeinschaften und Regionen geschlossenen Abkommens in dem territorialen Zuständigkeitsbereich einer anderen Gemeinschaft oder einer anderen Region gesammelt wurden, können unter denselben Bedingungen benutzt werden, wie die Auskünfte, die von den durch vorliegendes Dekret betroffenen Inspektoren auf dem französischen Sprachgebiet oder auf dem Gebiet der Deutschsprachigen Gemeinschaft gesammelt wurden.

Art. 27 - Die Inspektoren dürfen mit den Arbeitsinspektionen der anderen Mitgliedstaaten der Internationalen Arbeitsorganisation, wo das Übereinkommen Nr. 81 über die Arbeitsaufsicht in Gewerbe und Handel, gebilligt durch das Gesetz vom 29. März 1957, gilt, alle Auskünfte austauschen, die nützlich sein können für die Ausübung der Kontrolle, mit der jeder von ihnen beauftragt ist.

Die von den Arbeitsinspektionen der anderen Mitgliedstaaten der Internationalen Arbeitsorganisation erhaltenen Auskünfte werden unter denselben Bedingungen verwendet wie gleichartige Auskünfte, die die Inspektoren unmittelbar sammeln.

Die für die Arbeitsinspektionen dieser Mitgliedstaaten bestimmten Auskünfte werden von den Inspektoren unter denselben Bedingungen gesammelt wie gleichartige Auskünfte, die sie für die Ausübung der Kontrolle, mit der sie selbst beauftragt sind, sammeln.

Die zuständigen Behörden der Wallonischen Region können ebenfalls in Ausführung eines mit den zuständigen Behörden eines Mitgliedstaates der Internationalen Arbeitsorganisation geschlossenen Abkommens die Anwesenheit von Beamten der Inspektionsdienste dieses Mitgliedstaates auf dem Gebiet der Wallonischen Region zulassen, damit Letztere alle Auskünfte sammeln, die für die Ausübung der Kontrolle, mit der sie beauftragt sind, nützlich sein können.

Die Auskünfte, die von einem Inspektor im Rahmen eines mit einem Mitgliedstaat der Internationalen Arbeitsorganisation geschlossenen Abkommens im Ausland gesammelt werden, können unter denselben Bedingungen verwendet werden wie die Auskünfte, die von den Inspektoren auf dem Gebiet der Wallonischen Region gesammelt werden.

In Ausführung eines in Absatz 5 genannten Abkommens kann die Verwaltung mit den Arbeitsinspektionen der anderen Mitgliedstaaten der Internationalen Arbeitsorganisation ebenfalls auf andere Formen des gegenseitigen Beistands und der Zusammenarbeit zurückgreifen.

Die Bestimmungen der Absätze 1 bis 6 sind ebenfalls anwendbar auf Abkommen, die geschlossen worden sind in Bezug auf den Datenaustausch zwischen den zuständigen Behörden der Wallonischen Region und den zuständigen Behörden der Staaten, die das Übereinkommen Nr. 81 über die Arbeitsaufsicht in Gewerbe und Handel, gebilligt durch das Gesetz vom 29. März 1957, nicht unterzeichnet haben.

KAPITEL IV — *Pflichten der Inspektoren*

Art. 28 - Bei der Ausübung ihrer Befugnisse benutzen die Inspektoren die zur Kontrolle der Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsmaßnahmen und der in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften geeigneten und notwendigen Mittel.

Art. 29 - Die Inspektoren treffen die notwendigen Maßnahmen im Hinblick auf die Gewährleistung der Vertraulichkeit der Daten, von denen sie in der Ausübung ihres Auftrags Kenntnis erhalten haben, und um dafür zu sorgen, dass diese Daten ausschließlich für die Ausübung ihres Kontrollauftrags verwendet werden.

Art. 30 - Außer bei ausdrücklicher Erlaubnis des Einreichers einer Beschwerde oder des Erstatters einer Anzeige in Bezug auf einen Verstoß gegen die in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften dürfen die Inspektoren Folgendes nicht mitteilen:

1° den Namen des Einreichers dieser Beschwerde oder des Erstatters dieser Anzeige, dies selbst nicht vor Gericht;

2° dem Arbeitgeber oder seinem Vertreter, dass eine Inspektion anschließend an eine Beschwerde oder eine Anzeige vorgenommen wird.

Art. 31 - Die Inspektoren dürfen keinerlei direkte oder indirekte Interessen in den Unternehmen oder Einrichtungen haben, mit deren Kontrolle sie beauftragt sind.

Art. 32 - Die Inspektoren müssen sich bei der Ausführung ihrer Aufgaben an die von der Regierung festgelegten Regeln im Bereich der Berufspflichten halten.

Art. 33 - § 1. Bei der Vernehmung von Personen in gleich welcher Eigenschaft werden von den Inspektoren die folgenden Regeln eingehalten:

1° zu Beginn jeder Vernehmung wird die befragte Person kurz über den Tatbestand, über den sie vernommen wird, informiert, und wird ihr mitgeteilt:

a) dass sie beantragen kann, dass alle ihr gestellten Fragen und von ihr gegebenen Antworten wortgetreu festgehalten werden,

b) dass sie beantragen kann, dass jede Maßnahme, die aufgrund des vorliegenden Dekrets in die Zuständigkeit der Inspektoren fällt, ergriffen wird,

c) dass ihre Erklärungen als Beweismittel in Gerichtsverfahren verwendet werden können;

d) dass sie nicht dazu gezwungen werden kann, sich selbst zu belasten;

2° jede vernommene Person darf:

a) Unterlagen in ihrem Besitz verwenden, ohne dass dies zum Aufschub der Vernehmung führen kann,

b) während der Vernehmung oder danach verlangen, dass diese Unterlagen dem Vernehmungsprotokoll beigelegt werden;

3° in dem Protokoll stehen die folgenden Angaben:

a) der Zeitpunkt, zu dem die Vernehmung beginnt, eventuell unterbrochen und wieder aufgenommen wird, und endet,

b) die Identität der Personen, die bei der Vernehmung beziehungsweise bei einem Teil der Vernehmung mitgewirkt haben, und der Zeitpunkt ihrer Ankunft und ihres Weggangs;

c) die besonderen Umstände und alles, was ein besonderes Licht auf die Erklärung oder die Umstände, unter denen diese Erklärung gemacht worden ist, werfen kann.

Am Ende der Vernehmung wird der befragten Person das Vernehmungsprotokoll zur Kenntnisnahme vorgelegt, es sei denn, sie bittet um Vorlesung. Sie wird gefragt, ob ihre Erklärungen korrigiert oder ergänzt werden müssen. Nachdem das Protokoll vorgelesen und gegebenenfalls korrigiert und ergänzt worden ist, wird es vom Protokollanten unterzeichnet; Letzterer fordert danach die vernommene Person und die eventuellen mitwirkenden Personen auf, es ebenfalls zu unterzeichnen. Wenn die vernommene Person oder eine mitwirkende Person sich weigert, das Protokoll zu unterzeichnen, wird dies im Protokoll vermerkt.

Möchte die vernommene Person eine andere Sprache als die Verfahrenssprache verwenden, wird entweder ein vereidigter Dolmetscher herangezogen oder werden ihre Erklärungen in dieser Sprache aufgezeichnet oder wird sie gebeten, ihre Erklärungen selbst festzuhalten. Findet die Vernehmung mit Hilfe eines Dolmetschers statt, werden seine Identität und seine Eigenschaft vermerkt.

§ 2. Unbeschadet von Paragraph 1 wird die Person, die bald über Verstöße vernommen wird, die ihr zur Last gelegt werden können, vor ihrer Vernehmung kurz über den Sachverhalt informiert, über den sie vernommen werden wird; sie wird darüber informiert:

1° dass sie nicht dazu gezwungen werden kann, sich selbst zu belasten;

2° dass sie, nachdem sie sich ausgewiesen hat, die Wahl hat, eine Erklärung abzugeben, Fragen zu beantworten, oder zu schweigen;

3° dass sie das Recht hat, sich vor der Vernehmung mit einem Rechtsanwalt ihrer Wahl oder mit einem ihr zugewiesenen Rechtsanwalt vertraulich zu beraten, wenn die Taten, die ihr zur Last gelegt werden können, einen Verstoß betreffen, für den die Strafe die Ausstellung eines Haftbefehls sein kann.

4° gegebenenfalls: dass ihr die Freiheit nicht entzogen wird und dass sie sich jederzeit frei bewegen kann.

Nur eine volljährige zu vernehmende Person kann freiwillig und wohlüberlegt auf das in Absatz 1 Ziffer 3 erwähnte Recht verzichten. Sie muss in einem von ihr datierten und unterzeichneten Dokument schriftlich auf dieses Recht verzichten.

Findet die erste Vernehmung auf schriftliche Vorladung hin statt, können die in Absatz 1 Ziffer 1 bis 4 erwähnten Rechte sowie die kurzgefasste Mitteilung der Taten, zu denen die zu vernehmende Person vernommen wird, bereits in dieser Vorladung, von der dem Vernehmungsprotokoll eine Abschrift beigelegt wird, notifiziert werden. In diesem Fall wird davon ausgegangen, dass die betreffende Person sich mit einem Rechtsanwalt beraten hat, bevor sie bei der Vernehmung erscheint.

Findet die Vernehmung nicht auf Vorladung hin statt oder sind in der Vorladung die in Absatz 3 erwähnten Informationen nicht vermerkt, kann die Vernehmung auf Antrag der zu vernehmenden Person ein einziges Mal verschoben werden, damit sie die Möglichkeit erhält, sich mit einem Rechtsanwalt zu beraten.

§ 3. Eine schriftliche Erklärung der in Paragraph 2 erwähnten Rechte wird der in Paragraph 2 genannten Person vor der ersten Vernehmung ausgehändigt.

§ 4. Wenn sich im Laufe der Vernehmung einer Person, die ursprünglich nicht als Verdächtige vernommen wurde, herausstellt, dass es bestimmte Elemente gibt, die vermuten lassen, dass ihr Taten zur Last gelegt werden können, wird diese Person über die Rechte informiert, die sie aufgrund von Paragraph 2 besitzt, und wird ihr die in Paragraph 3 erwähnte schriftliche Erklärung ausgehändigt.

Art. 34 - Die Inspektoren teilen der vernommenen Person mit, dass sie eine Abschrift des Textes der Vernehmung erhalten kann, die ihr kostenlos ausgehändigt wird.

Diese Abschrift wird ihr entweder sofort oder binnen einem Monat ausgehändigt beziehungsweise zugesandt.

Der von der Regierung bestimmte Beamte kann jedoch durch einen mit Gründen versehenen Beschluss den Zeitpunkt dieser Mitteilung für eine einmal erneuerbare Frist von höchstens drei Monaten aufschieben. Dieser Beschluss wird der Akte beigefügt.

KAPITEL V — *Besondere Kontrollverfahren*

Art. 35 - Die Kontrolle der in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften kann sich, wenn diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften dies ausdrücklich vorsehen, nach den von der Regierung festgelegten Verfahren auf die Prüfung einer repräsentativen Stichprobe aller oder einiger der im Rahmen der Begründung für die Zahlung eines einem Arbeitgeber gewährten Zuschusses zu prüfenden Aspekte beschränken.

Art. 36 - Sofern in den in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften ausdrücklich vorgesehen, werden die Ergebnisse der Kontrolle der repräsentativen Stichprobe nach den von der Regierung festgelegten Verfahren auf alle Elemente, die die Grundlage der Stichprobe bildeten, extrapoliert.

Bei der Prüfung der Belege für die Funktions- oder Personalausgaben, die durch den einem Arbeitgeber gewährten Zuschuss gedeckt werden sollen, kann jedoch keine Extrapolation auf alle Ausgaben auf der Grundlage der Prüfung einer einfachen Stichprobe solcher Belege vorgenommen werden.

Art. 37 - Ein Arbeitgeber, der sich durch die Anwendung der in den Artikeln 35 und 36 beschriebenen Kontrollmethode geschädigt fühlt, kann die Gültigkeit jedes von den Inspektoren abgelehnten Elements mit allen rechtlichen Mitteln nachweisen.

KAPITEL VI — *Schutz des Privatlebens*

Abschnitt 1 — Bestimmung des für die Verarbeitung Verantwortlichen

Art. 38 - Die für die Verarbeitung von personenbezogenen Daten im Sinne von Artikel 4 Ziffer 7 der Datenschutz-Grundverordnung verantwortliche Stelle ist die Abteilung Inspektion der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Abschnitt 2 - Recht auf Information bei der Erhebung personenbezogener Daten und bei der Mitteilung personenbezogener Daten

Art. 39 - § 1. In Abweichung von den Artikeln 13 und 14 der Datenschutz-Grundverordnung kann das Recht auf Information im Falle der Verarbeitung personenbezogener Daten verzögert, eingeschränkt oder ausgeschlossen werden, um das öffentliche Interesse zu wahren, sofern Artikel 14 § 5 Buchstabe derselben Verordnung nicht gegebenenfalls geltend gemacht werden kann.

Die Verarbeitung im Sinne von Absatz 1 betrifft die Vorgänge, deren Zweck in der Vorbereitung, Organisation, Verwaltung und Weiterverfolgung der von den Inspektoren durchgeführten Untersuchungen besteht, sowie die Verfahren für die etwaige Anwendung einer administrativen Geldbuße durch den sanktionierenden Beamten.

Unbeschadet der Speicherung, die für die Verarbeitung zu Archivierungszwecken im öffentlichen Interesse, für wissenschaftliche oder historische Forschung oder für statistische Zwecke gemäß Artikel 89 der Datenschutz-Grundverordnung erforderlich ist, dürfen personenbezogene Daten, für die die Ausnahmeregelung nach Absatz 1 gilt, nicht länger als für die Zwecke, für die sie verarbeitet werden, gespeichert werden, wobei eine maximale Aufbewahrungsfrist von höchstens einem Jahr nach der endgültigen Beendigung der gerichtlichen, verwaltungstechnischen und außergerichtlichen Verfahren und Rechtsbehelfe, die sich aus der Einschränkung der Rechte der betroffenen Person ergeben, gilt.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten Ausnahmen gelten für den Zeitraum, in dem die betreffende Person einer Kontrolle oder Untersuchung durch die Inspektoren in Ausübung ihrer gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Aufgaben unterzogen wird, oder durch Vorbereitungshandlungen für diese Kontrollen oder Untersuchungen betroffen wird, sowie für den Zeitraum, in dem der sanktionierende Beamte seine Akte gemäß Kapitel 9 des vorliegenden Dekrets bearbeitet.

Diese Ausnahmen vom Recht auf Information sind nur insoweit zulässig, als die Anwendung dieses Rechts die Bedürfnisse der Kontroll-, Untersuchungs- oder Vorbereitungshandlungen beeinträchtigen würde oder die Vertraulichkeit der strafrechtlichen Ermittlung oder die Sicherheit von Personen beeinträchtigen könnte.

Die Dauer der in den vorstehenden Absätzen genannten vorbereitenden Handlungen, während deren die Artikel 13 und 14 der Datenschutz-Grundverordnung keine Anwendung finden, darf ein Jahr nach Eingang eines Antrags auf die Mitteilung von gemäß den Artikeln 13 und 14 mitzuteilenden Informationen nicht überschreiten.

Die Einschränkung im Sinne von Paragraph 1 Absatz 1 gilt nicht für Daten, die dem Gegenstand der Untersuchung oder Kontrolle, die die Ablehnung oder Einschränkung der Information rechtfertigen, fremd sind.

§ 3. Nach Erhalt eines Antrags auf Mitteilung von in Paragraph 2 Absatz 3 genannten Informationen bestätigt der für die Verarbeitung Verantwortliche den Eingang dieses Antrags.

Der für die Verarbeitung Verantwortliche unterrichtet die betroffene Person so schnell wie möglich, auf jeden Fall aber innerhalb eines Monats nach Eingang des Antrags, schriftlich über jede Ablehnung oder Einschränkung der Information und über die Gründe für die Ablehnung oder Einschränkung. Dies gilt nicht, wenn die Mitteilung dieser Informationen über die Ablehnung oder Einschränkung einem der in Paragraph 1 Absatz 2 genannten Zwecke zuwiderläuft. Wenn nötig, kann diese Frist wegen der Komplexität des Antrags oder der Anzahl der Anträge um zwei Monate verlängert werden. Der für die Verarbeitung Verantwortliche unterrichtet die betroffene Person über diese Verlängerung und die Gründe dafür innerhalb eines Monats ab dem Eingang des Antrags.

Der für die Verarbeitung Verantwortliche informiert die betroffene Person über die Möglichkeit, bei der Datenschutzbehörde eine Klage einzureichen, oder eine gerichtliche Beschwerde einzuleiten.

Der für die Verarbeitung Verantwortliche dokumentiert die sachlichen oder rechtlichen Gründe für die Entscheidung. Diese Informationen werden der Datenschutzbehörde zur Verfügung gestellt.

Wenn die Abteilung Inspektion von der Ausnahmeregelung nach Paragraph 1 Absatz 1 Gebrauch gemacht hat, wird mit Ausnahme der in Paragraph 3 Absatz 6 und 7 genannten Fälle die Ausnahmeregelung unmittelbar nach Abschluss der Kontrolle oder der Untersuchung aufgehoben. Der für die Verarbeitung Verantwortliche unterrichtet unverzüglich die betroffene Person.

Wenn eine Akte der Gerichtsbehörde übermittelt wird, so werden die Rechte der betreffenden Person erst nach Genehmigung durch die Gerichtsbehörde oder nach Abschluss der gerichtlichen Phase oder gegebenenfalls nach einer Entscheidung des sanktionierenden Beamten wiederhergestellt. Auskünfte, die bei der Ausübung von Pflichten gesammelt worden sind, die von der Gerichtsbehörde vorgeschrieben wurden, dürfen jedoch nur mit deren ausdrücklicher Erlaubnis mitgeteilt werden.

Wird eine Akte an die für die Abteilung Inspektion zuständige Verwaltung oder an die für die Entscheidung über die Schlussfolgerungen der Untersuchung zuständige Einrichtung übermittelt, so werden die Rechte der betreffenden Person erst wiederhergestellt, nachdem die Verwaltung oder die zuständige Einrichtung über das Ergebnis der Untersuchung entschieden hat.

Abschnitt 3 — Recht auf Zugang zu den personenbezogenen Daten

Art. 40 - § 1. In Abweichung von dem Artikel 15 der Datenschutz-Grundverordnung kann das Recht auf Zugang zu den personenbezogenen Daten im Falle der Verarbeitung personenbezogener Daten verzögert, teilweise oder vollständig eingeschränkt werden, um das öffentliche Interesse zu wahren.

Die Verarbeitung im Sinne von Absatz 1 betrifft die Vorgänge, deren Zweck in der Vorbereitung, Organisation, Verwaltung und Weiterverfolgung der von den Inspektoren durchgeführten Untersuchungen besteht, sowie die Verfahren für die etwaige Anwendung einer administrativen Geldbuße durch den sanktionierenden Beamten.

Unbeschadet der Speicherung, die für die Verarbeitung zu Archivierungszwecken im öffentlichen Interesse, für wissenschaftliche oder historische Forschung oder für statistische Zwecke gemäß Artikel 89 der Datenschutz-Grundverordnung erforderlich ist, dürfen personenbezogene Daten, für die die Ausnahmeregelung nach Absatz 1 gilt, nicht länger als für die Zwecke, für die sie verarbeitet werden, gespeichert werden, wobei eine maximale Aufbewahrungsfrist von höchstens einem Jahr nach der endgültigen Beendigung der gerichtlichen, verwaltungstechnischen und außergerichtlichen Verfahren und Rechtsbehelfe, die sich aus der Einschränkung der Rechte der betroffenen Person ergeben, gilt.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten Ausnahmen gelten für den Zeitraum, in dem die betreffende Person einer Kontrolle oder Untersuchung durch die Inspektoren in Ausübung ihrer gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Aufgaben unterzogen wird, oder durch Vorbereitungshandlungen für diese Kontrollen oder Untersuchungen betroffen wird, sowie für den Zeitraum, in dem der sanktionierende Beamte seinen Akte gemäß Kapitel 9 des vorliegenden Dekrets bearbeitet.

Diese Ausnahmen vom Recht auf Zugang sind nur insoweit zulässig, als die Anwendung dieses Rechts die Bedürfnisse der Kontroll-, Untersuchungs- oder Vorbereitungshandlungen beeinträchtigen würde oder die Vertraulichkeit der strafrechtlichen Ermittlung oder die Sicherheit von Personen beeinträchtigen könnte.

Die Dauer der in den vorstehenden Absätzen genannten vorbereitenden Handlungen, während deren der Artikel 15 der Datenschutz-Grundverordnung keine Anwendung findet, darf ein Jahr nach Eingang eines in Anwendung von Artikel 15 eingereichten Antrags nicht überschreiten.

Die Einschränkung im Sinne von Paragraph 1 Absatz 1 gilt nicht für Daten, die dem Gegenstand der Untersuchung oder Kontrolle, die die Ablehnung oder Einschränkung des Zugangs rechtfertigen, fremd sind.

§ 3. Nach Erhalt eines Antrags auf Zugang bestätigt der für die Verarbeitung Verantwortliche den Eingang dieses Antrags.

Der für die Verarbeitung Verantwortliche informiert die betroffene Person so schnell wie möglich, auf jeden Fall aber innerhalb eines Monats nach Eingang des Antrags, schriftlich über jede Ablehnung oder Einschränkung seines Rechts auf Zugang zu den sie betreffenden Daten und über die Gründe für die Ablehnung oder Einschränkung. Dies gilt nicht, wenn die Mitteilung dieser Informationen über die Ablehnung oder Einschränkung einem der in Paragraph 1 Absatz 2 genannten Zwecke zuwiderläuft. Wenn nötig, kann diese Frist wegen der Komplexität des Antrags oder der Anzahl der Anträge um zwei Monate verlängert werden. Der für die Verarbeitung Verantwortliche unterrichtet die betroffene Person über diese Verlängerung und die Gründe dafür innerhalb eines Monats ab dem Eingang des Antrags.

Der für die Verarbeitung Verantwortliche informiert die betroffene Person über die Möglichkeit, bei der Datenschutzbehörde eine Klage einzureichen, oder eine gerichtliche Beschwerde einzulegen.

Der für die Verarbeitung Verantwortliche dokumentiert die sachlichen oder rechtlichen Gründe für die Entscheidung. Diese Informationen werden der Datenschutzbehörde zur Verfügung gestellt.

Wenn die Abteilung Inspektion von der Ausnahmeregelung nach Paragraph 1 Absatz 1 Gebrauch gemacht hat, wird mit Ausnahme der in Paragraph 3 Absatz 6 und 7 genannten Fälle die Ausnahmeregelung unmittelbar nach Abschluss der Kontrolle oder der Untersuchung aufgehoben. Der für die Verarbeitung Verantwortliche unterrichtet unverzüglich die betroffene Person.

Wenn eine Akte der Gerichtsbehörde übermittelt wird, so werden die Rechte der betreffenden Person erst nach Genehmigung durch die Gerichtsbehörde oder nach Abschluss der gerichtlichen Phase oder gegebenenfalls nach einer Entscheidung des sanktionierenden Beamten wiederhergestellt. Auskünfte, die bei der Ausübung von Pflichten gesammelt worden sind, die von der Gerichtsbehörde vorgeschrieben wurden, dürfen jedoch nur mit deren ausdrücklicher Erlaubnis mitgeteilt werden.

Wird eine Akte an die für die Abteilung Inspektion zuständige Verwaltung oder an die für die Entscheidung über die Schlussfolgerungen der Untersuchung zuständige Einrichtung übermittelt, so werden die Rechte der betreffenden Person erst wiederhergestellt, nachdem die Verwaltung oder die zuständige Einrichtung über das Ergebnis der Untersuchung entschieden hat.

Abschnitt 4 — Das Recht auf Berichtigung

Art. 41 - § 1. In Abweichung von dem Artikel 16 der Datenschutz-Grundverordnung kann das Recht auf Berichtigung im Falle der Verarbeitung personenbezogener Daten verzögert, eingeschränkt oder ausgeschlossen werden, um das öffentliche Interesse zu wahren.

Die Verarbeitung im Sinne von Absatz 1 betrifft die Vorgänge, deren Zweck in der Vorbereitung, Organisation, Verwaltung und Weiterverfolgung der von den Inspektoren durchgeführten Untersuchungen besteht, sowie die Verfahren für die etwaige Anwendung einer administrativen Geldbuße durch den sanktionierenden Beamten.

Unbeschadet der Speicherung, die für die Verarbeitung zu Archivierungszwecken im öffentlichen Interesse, für wissenschaftliche oder historische Forschung oder für statistische Zwecke gemäß Artikel 89 der Datenschutz-Grundverordnung erforderlich ist, dürfen personenbezogene Daten, für die die Ausnahmeregelung nach Absatz 1 gilt, nicht länger als für die Zwecke, für die sie verarbeitet werden, gespeichert werden, wobei eine maximale Aufbewahrungsfrist von höchstens einem Jahr nach der endgültigen Beendigung der gerichtlichen, verwaltungstechnischen und außergerichtlichen Verfahren und Rechtsbehelfe, die sich aus der Einschränkung der Rechte der betroffenen Person ergeben, gilt.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten Ausnahmen gelten für den Zeitraum, in dem die betreffende Person einer Kontrolle oder Untersuchung durch die Inspektoren in Ausübung ihrer gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Aufgaben unterzogen wird, oder durch Vorbereitungshandlungen für diese Kontrollen oder Untersuchungen betroffen wird, sowie für den Zeitraum, in dem der sanktionierende Beamte seinen Akte gemäß Kapitel 9 des vorliegenden Dekrets bearbeitet.

Diese Ausnahmen vom Recht auf Berichtigung sind nur insoweit zulässig, als die Anwendung dieses Rechts die Bedürfnisse der Kontroll-, Untersuchungs- oder Vorbereitungshandlungen beeinträchtigen würde oder die Vertraulichkeit der strafrechtlichen Ermittlung oder die Sicherheit von Personen beeinträchtigen könnte.

Die Dauer der in den vorstehenden Absätzen genannten vorbereitenden Handlungen, während deren der Artikel 16 der Datenschutz-Grundverordnung keine Anwendung findet, darf ein Jahr nach Eingang eines in Anwendung von Artikel 16 eingereichten Antrags nicht überschreiten.

Die Einschränkung im Sinne von Paragraph 1 Absatz 1 gilt nicht für Daten, die dem Gegenstand der Untersuchung oder Kontrolle, die die Ablehnung oder Einschränkung des Berichtigungsrechts rechtfertigen, fremd sind.

§ 3. Nach Erhalt eines Antrags auf Berichtigung bestätigt der für die Verarbeitung Verantwortliche den Eingang dieses Antrags.

Der für die Verarbeitung Verantwortliche informiert die betroffene Person so schnell wie möglich, auf jeden Fall aber innerhalb eines Monats nach Eingang des Antrags, schriftlich über jede Ablehnung oder Einschränkung seines Rechts auf Berichtigung und über die Gründe für die Ablehnung oder Einschränkung. Dies gilt nicht, wenn die Mitteilung dieser Informationen über die Ablehnung oder Einschränkung einem der in Paragraph 1 Absatz 2 genannten Zwecke zuwiderläuft. Wenn nötig, kann diese Frist wegen der Komplexität des Antrags oder der Anzahl der Anträge um zwei Monate verlängert werden. Der für die Verarbeitung Verantwortliche unterrichtet die betroffene Person über diese Verlängerung und die Gründe dafür innerhalb eines Monats ab dem Eingang des Antrags.

Der für die Verarbeitung Verantwortliche informiert die betroffene Person über die Möglichkeit, bei der Datenschutzbehörde eine Klage einzureichen, oder eine gerichtliche Beschwerde einzuleiten.

Der für die Verarbeitung Verantwortliche dokumentiert die sachlichen oder rechtlichen Gründe für die Entscheidung. Diese Informationen werden der Datenschutzbehörde zur Verfügung gestellt.

Wenn die Abteilung Inspektion von der Ausnahmeregelung nach Paragraph 1 Absatz 1 Gebrauch gemacht hat, wird mit Ausnahme der in Paragraph 3 Absatz 6 und 7 genannten Fälle die Ausnahmeregelung unmittelbar nach Abschluss der Kontrolle oder der Untersuchung aufgehoben. Der für die Verarbeitung Verantwortliche unterrichtet unverzüglich die betroffene Person.

Wenn eine Akte der Gerichtsbehörde übermittelt wird, so werden die Rechte der betreffenden Person erst nach Genehmigung durch die Gerichtsbehörde oder nach Abschluss der gerichtlichen Phase oder gegebenenfalls nach einer Entscheidung des sanktionierenden Beamten wiederhergestellt. Auskünfte, die bei der Ausübung von Pflichten gesammelt worden sind, die von der Gerichtsbehörde vorgeschrieben wurden, dürfen jedoch nur mit deren ausdrücklicher Erlaubnis mitgeteilt werden.

Wird eine Akte an die für die Abteilung Inspektion zuständige Verwaltung oder an die für die Entscheidung über die Schlussfolgerungen der Untersuchung zuständige Einrichtung übermittelt, so werden die Rechte der betreffenden Person erst wiederhergestellt, nachdem die Verwaltung oder die zuständige Einrichtung über das Ergebnis der Untersuchung entschieden hat.

Abschnitt 5 — Recht auf Einschränkung der Verarbeitung

Art. 42 - § 1. In Abweichung von dem Artikel 18 der Datenschutz-Grundverordnung kann das Recht auf Einschränkung der Verarbeitung im Falle der Verarbeitung personenbezogener Daten verzögert, eingeschränkt oder ausgeschlossen werden, um das öffentliche Interesse zu wahren.

Die Verarbeitung im Sinne von Absatz 1 betrifft die Vorgänge, deren Zweck in der Vorbereitung, Organisation, Verwaltung und Weiterverfolgung der von den Inspektoren durchgeführten Untersuchungen besteht, sowie die Verfahren für die etwaige Anwendung einer administrativen Geldbuße durch den sanktionierenden Beamten.

Unbeschadet der Speicherung, die für die Verarbeitung zu Archivierungszwecken im öffentlichen Interesse, für wissenschaftliche oder historische Forschung oder für statistische Zwecke gemäß Artikel 89 der Datenschutz-Grundverordnung erforderlich ist, dürfen personenbezogene Daten, für die die Ausnahmeregelung nach Absatz 1 gilt, nicht länger als für die Zwecke, für die sie verarbeitet werden, gespeichert werden, wobei eine maximale Aufbewahrungsfrist von höchstens einem Jahr nach der endgültigen Beendigung der gerichtlichen, verwaltungstechnischen und außergerichtlichen Verfahren und Rechtsbehelfe, die sich aus der Einschränkung der Rechte der betroffenen Person ergeben, gilt.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten Ausnahmen gelten für den Zeitraum, in dem die betreffende Person einer Kontrolle oder Untersuchung durch die Inspektoren in Ausübung ihrer gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Aufgaben unterzogen wird, oder durch Vorbereitungshandlungen für diese Kontrollen oder Untersuchungen betroffen wird, sowie für den Zeitraum, in dem der sanktionierende Beamte seinen Akte gemäß Kapitel 9 des vorliegenden Dekrets bearbeitet.

Diese Ausnahmen vom Recht auf Einschränkung der Verarbeitung sind nur insoweit zulässig, als die Anwendung dieses Rechts die Bedürfnisse der Kontroll-, Untersuchungs- oder Vorbereitungshandlungen beeinträchtigen würde oder die Vertraulichkeit der strafrechtlichen Ermittlung oder die Sicherheit von Personen beeinträchtigen könnte.

Die Dauer der in den vorstehenden Absätzen genannten vorbereitenden Handlungen, während deren der Artikel 18 der Datenschutz-Grundverordnung keine Anwendung findet, darf ein Jahr nach Eingang eines in Anwendung von Artikel 18 eingereichten Antrags nicht überschreiten.

Die Einschränkung im Sinne von Paragraph 1 Absatz 1 gilt nicht für Daten, die dem Gegenstand der Untersuchung oder Kontrolle, die die Ablehnung oder Einschränkung des Rechts auf Einschränkung der Verarbeitung rechtfertigen, fremd sind.

§ 3. Nach Erhalt eines Antrags auf Einschränkung der Verarbeitung bestätigt der für die Verarbeitung Verantwortliche den Eingang dieses Antrags.

Der für die Verarbeitung Verantwortliche informiert die betroffene Person so schnell wie möglich, auf jeden Fall aber innerhalb eines Monats nach Eingang des Antrags, schriftlich über jede Ablehnung oder Einschränkung seines Rechts auf Einschränkung der Verarbeitung der sie betreffenden personenbezogenen Daten und über die Gründe für die Ablehnung oder Einschränkung. Dies gilt nicht, wenn die Mitteilung dieser Informationen über die Ablehnung oder Einschränkung einem der in Paragraph 1 Absatz 2 genannten Zwecke zuwiderläuft. Wenn nötig, kann diese Frist wegen der Komplexität des Antrags oder der Anzahl der Anträge um zwei Monate verlängert werden. Der für die Verarbeitung Verantwortliche unterrichtet die betroffene Person über diese Verlängerung und die Gründe dafür innerhalb eines Monats ab dem Eingang des Antrags.

Der für die Verarbeitung Verantwortliche informiert die betroffene Person über die Möglichkeit, bei der Datenschutzbehörde eine Klage einzureichen, oder eine gerichtliche Beschwerde einzuleiten.

Der für die Verarbeitung Verantwortliche dokumentiert die sachlichen oder rechtlichen Gründe für die Entscheidung. Diese Informationen werden der Datenschutzbehörde zur Verfügung gestellt.

Wenn die Abteilung Inspektion von der Ausnahmeregelung nach Paragraph 1 Absatz 1 Gebrauch gemacht hat, wird mit Ausnahme der in Paragraph 3 Absatz 6 und 7 genannten Fälle die Ausnahmeregelung unmittelbar nach Abschluss der Kontrolle oder der Untersuchung aufgehoben. Der für die Verarbeitung Verantwortliche unterrichtet unverzüglich die betroffene Person.

Wenn eine Akte der Gerichtsbehörde übermittelt wird, so werden die Rechte der betreffenden Person erst nach Genehmigung durch die Gerichtsbehörde oder nach Abschluss der gerichtlichen Phase oder gegebenenfalls nach einer Entscheidung des sanktionierenden Beamten wiederhergestellt. Auskünfte, die bei der Ausübung von Pflichten gesammelt worden sind, die von der Gerichtsbehörde vorgeschrieben wurden, dürfen jedoch nur mit deren ausdrücklicher Erlaubnis mitgeteilt werden.

Wird eine Akte an die für die Abteilung Inspektion zuständige Verwaltung oder an die für die Entscheidung über die Schlussfolgerungen der Untersuchung zuständige Einrichtung übermittelt, so werden die Rechte der betreffenden Person erst wiederhergestellt, nachdem die Verwaltung oder die zuständige Einrichtung über das Ergebnis der Untersuchung entschieden hat.

KAPITEL VII — Bestimmungen in Bezug auf die Mitteilung der Entscheidungen und die Verstöße im Bereich der Kontrolle

Abschnitt 1 — Mitteilung der Entscheidungen an die Inspektoren

Art. 43 - Jede Entscheidung, die über die Strafverfolgung oder in Bezug auf eine administrative Geldbuße aufgrund eines Verstoßes gegen die in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften getroffen worden ist, wird den Inspektoren, die das Protokoll erstellt haben, auf deren Antrag zur Kenntnis gebracht.

Die Mitteilung dieser Entscheidung an die Inspektoren erfolgt je nach Fall auf Betreiben der Stelle der Staatsanwaltschaft, die sie getroffen hat, des Greffiers des Gerichts Erster Instanz oder des Appellationshofs, von dem sie verkündet wurde, oder des sanktionierenden Beamten.

Abschnitt 2 — Strafbestimmungen und administrative Geldbußen im Falle der Nichtbeachtung der von den Inspektoren getroffenen Zwangsmaßnahmen oder einer Behinderung der Kontrolle

Art. 44 - Unbeschadet der Artikel 269 bis 274 des Strafgesetzbuches:

1° werden der Arbeitgeber, seine Angestellten oder seine Beauftragten, die innerhalb der von den Inspektoren festgelegten Fristen den von Letzteren gegebenen Befehl, die in Artikel 16 Absatz 1 bestimmten Dokumente anzuschlagen, nicht einhalten, entweder mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis drei Monaten und mit einer strafrechtlichen Geldbuße von 50 bis 500 Euro oder nur einer dieser Strafen, oder mit einer administrativen Geldbuße von 25 bis 250 Euro bestraft;

2° werden der Arbeitgeber, seine Angestellten oder seine Beauftragten, die die in Ausführung der Artikel 11 und 12 vorgeschriebenen Maßnahmen nicht beachten, entweder mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis einem Jahr und mit einer strafrechtlichen Geldbuße von 600 bis 6000 Euro oder nur einer dieser Strafen, oder mit einer administrativen Geldbuße von 300 bis 3000 Euro bestraft;

3° wird jede Person, die die kraft des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse organisiert Kontrolle behindert, entweder mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis einem Jahr und mit einer strafrechtlichen Geldbuße von 600 bis 6000 Euro oder nur einer dieser Strafen, oder mit einer administrativen Geldbuße von 300 bis 3000 Euro bestraft.

Die in Absatz 1 genannten Geldbußen werden mit der Anzahl betroffener Arbeitnehmer multipliziert.

Die in Absatz 1 genannten Strafen gelten nicht für die in Artikel 8 § 4 genannten Verstöße.

Art. 45 - Bei Rückfall im Jahr nach einer Verurteilung kann die Strafe auf das Doppelte der Höchststrafe erhöht werden.

Art. 46 - Der Arbeitgeber haftet zivilrechtlich für die Geldbußen, zu denen seine Angestellten oder Beauftragten verurteilt worden sind.

Art. 47 - Was die strafrechtlichen Sanktionen betrifft, sind alle Bestimmungen des Buches I des Strafgesetzbuches mit Ausnahme des Kapitels V auf die in vorliegendem Dekret genannten Verstöße anwendbar.

Artikel 85 des Strafgesetzbuches ist auf die in vorliegendem Dekret genannten Verstöße anwendbar, ohne dass der Betrag der strafrechtlichen Geldbuße sich auf weniger als vierzig Prozent der in vorliegendem Dekret festgelegten Mindestbeträge belaufen kann.

Art. 48 - Die in Artikel 44 genannten Verstöße sind Gegenstand entweder einer Strafverfolgung oder einer von dem sanktionierenden Beamten auferlegten administrativen Geldbuße.

KAPITEL VIII — Andere Strafmaßnahmen als die Strafbestimmungen und die administrativen Geldbußen bei einer Behinderung der Kontrolle

Art. 49 - § 1. Unbeschadet von Artikel 61 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten können die Zuschüsse, Entschädigungen oder Zulagen ausgesetzt werden, wenn der Arbeitgeber die kraft des vorliegenden Dekrets geregelte Kontrolle der Verwendung von Zuschüssen, Entschädigungen oder Zulagen behindert.

Die in Absatz 1 erwähnte Aussetzung gilt ebenfalls für die Anträge auf Erhalt von Zuschüssen, Entschädigungen oder Zulagen.

§ 2. Die Regierung kann die Modalitäten sowie das Verfahren für die Aussetzung, Einstellung oder Rückforderung der Zuschüsse, Entschädigungen oder Zulagen festlegen.

§ 3. In den Fällen, und nach Modalitäten, die von der Regierung bestimmt werden, kann die Verwaltung die Bearbeitung der Anträge auf Erhalt von Zuschüssen, Entschädigungen oder Zulagen aussetzen, die auf der Grundlage der Rechtsbestimmungen kraft der Artikel 6 § 1 Nrn. VI und IX, und *6bis* des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen eingereicht wurden, solange die Inspektoren eine gegen dieselbe natürliche oder juristische Person gerichtete Kontrolle durchführen.

Wird zwecks der Anwendung von Absatz 1 mit der juristischen Person diejenige juristische Person gleichgestellt, die einen Antrag einreicht und gegen die keine Kontrolle durchgeführt wird, aber in der Verwalter tagen, oder in der es Geschäftsführer, Bevollmächtigte oder Personen gibt, die befugt sind, das Unternehmen zu vertreten, und die in der juristischen Person, gegen die eine Kontrolle durchgeführt wird, eine dieser Eigenschaften haben.

Wird die Bearbeitung des Antrags ausgesetzt, so werden die in den genannten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften festgelegten Fristen um die Dauer der Kontrolle verlängert.

KAPITEL IX — *Administrative Geldbußen*

Abschnitt 1 — Auf die administrative Verfolgung anwendbare Regeln

Unterabschnitt 1 — Bestimmung der Verfolgung

Art. 50 - § 1. Verstöße gegen die in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften, für die der Zuwiderhandelnde nicht strafrechtlich verfolgt werden kann, werden mit einer administrativen Geldbuße belegt.

§ 2. Unbeschadet der Rechte der Zivilpartei werden die Verstöße gegen die in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften, für die der Zuwiderhandelnde strafrechtlich verfolgt werden kann, mit einer administrativen Geldbuße belegt, es sei denn, die Staatsanwaltschaft veranlasst:

- 1° eine Strafverfolgung, selbst wenn sie zu einem Freispruch führt;
- 2° das Erlöschen der Strafverfolgung durch Zahlung einer Geldsumme;
- 3° eine in Artikel 216ter des Strafprozessgesetzbuches erwähnte Vermittlung in Strafsachen;
- 4° eine in Artikel 138bis § 2 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches erwähnten Klage.

§ 3. Der sanktionierende Beamte verhängt die administrativen Geldbußen unter Bedingungen, die seine Unabhängigkeit und Unparteilichkeit gewährleisten. Dieser Beamte darf weder eine Entscheidung in einer Akte treffen, in der er bereits in einer anderen Eigenschaft aufgetreten ist, noch direkte oder indirekte Interessen in den Unternehmen oder Einrichtungen hat, die vom Verfahren betroffen sind.

Art. 51 - Die Ahnung mit einer administrativen Geldbuße ist ausgeschlossen im Falle

- 1° einer Strafverfolgung, selbst wenn sie zu einem Freispruch führt;
- 2° des Erlöschens der Strafverfolgung durch Zahlung einer Geldsumme;
- 3° einer in Artikel 216ter des Strafprozessgesetzbuches erwähnten Vermittlung in Strafsachen;
- 4° einer in Artikel 138bis § 2 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches erwähnten Klage.

Art. 52 - Die Staatsanwaltschaft notifiziert dem sanktionierenden Beamten ihre Entscheidung, die Strafverfolgung einzuleiten oder nicht, das Erlöschen der Strafverfolgung durch Zahlung einer Geldsumme oder eine in Artikel 216ter des Strafprozessgesetzbuches erwähnte Vermittlung in Strafsachen vorzuschlagen oder die in Artikel 138bis § 2 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches erwähnte Klage zu erheben.

Wenn die Staatsanwaltschaft darauf verzichtet, eine Strafverfolgung einzuleiten, das Erlöschen der Strafverfolgung durch Zahlung einer Geldsumme oder eine in Artikel 216ter des Strafprozessgesetzbuches erwähnte Vermittlung in Strafsachen vorzuschlagen oder die in Artikel 138bis § 2 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches erwähnte Klage zu erheben, oder wenn die Staatsanwaltschaft binnen einer Frist von sechs Monaten ab dem Tag des Erhalts des Protokolls zur Feststellung des Verstoßes keine Entscheidung getroffen hat, entscheidet der sanktionierende Beamte, ob das Verfahren der administrativen Geldbuße eingeleitet werden muss.

Art. 53 - Wenn die Staatsanwaltschaft darauf verzichtet, eine Strafverfolgung einzuleiten, das Erlöschen der Strafverfolgung durch Zahlung einer Geldsumme oder eine in Artikel 216ter des Strafprozessgesetzbuches erwähnte Vermittlung in Strafsachen vorzuschlagen oder die in Artikel 138bis § 2 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches erwähnte Klage zu erheben, sendet sie dem sanktionierenden Beamten eine Abschrift der Verfahrensunterlagen der zusätzlichen Ermittlung zu.

Unterabschnitt 2 — Verteidigungsmittel des Zuwiderhandelnden

Art. 54 - Der Zuwiderhandelnde wird per Einschreibebrief dazu aufgefordert, seine Verteidigungsmittel vorzubringen.

Dieser Brief enthält folgende Auskünfte:

- 1° Referenzangaben des Protokolls, durch das der Verstoß festgestellt wird und in dem die Taten aufgeführt werden, die der Einleitung des Verfahrens zugrunde liegen,
- 2° Bestehen des Rechts für den Zuwiderhandelnden, innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag der Notifizierung der in Absatz 1 genannten Sendung, nämlich ab dem Tag, an dem der Einschreibebrief dem Empfänger persönlich, an seinem Wohnsitz oder am Gesellschaftssitz vorgelegt worden ist, seine Verteidigungsmittel vorzubringen,
- 3° Bestehen des Rechts, sich von einem Beistand beistehen oder vertreten zu lassen,
- 4° Adresse des sanktionierenden Beamten, wo der Zuwiderhandelnde seine Akte einsehen kann, und Öffnungszeiten, zu denen er das Recht hat, sie einzusehen,
- 5° Bestehen des Rechts für den Zuwiderhandelnden oder seinen Beistand, eine Abschrift der Akte zu erhalten,
- 6° Postanschrift und E-Mail-Adresse des sanktionierenden Beamten, im Hinblick auf das Vorbringen der Verteidigungsmittel.

Wenn der Zuwiderhandelnde versäumt hat, den Einschreibebrief innerhalb der festgelegten Frist abzuholen, kann der sanktionierende Beamte ihm durch gewöhnlichen Brief zur Information noch eine zweite Aufforderung zum Vorbringen seiner Verteidigungsmittel zusenden.

Diese zweite Aufforderung leitet keine neue Frist von dreißig Tagen für das Vorbringen der Verteidigungsmittel ein.

Art. 55 - Die Verteidigungsmittel können schriftlich, einschließlich per E-Mail, oder mündlich mittels einer vorher abzusprechenden Terminvereinbarung bei dem sanktionierenden Beamten vorgebracht werden.

Art. 56 - Der sanktionierende Beamte stellt dem Zuwiderhandelnden oder seinem Beistand die Akte in Bezug auf die Verstöße, die Anlass zur Anwendung der administrativen Geldbuße geben können, zur Verfügung, und übermittelt ihm auf seinen Antrag hin eine Abschrift der Aktenstücke.

Die Kosten der Abschriften gehen zu Lasten des Zuwiderhandelnden nach von der Regierung festgelegten Modalitäten.

Art. 57 - Das Verwenden von Informationen - nach Akteneinsicht oder nach Erhalt einer Kopie davon - mit dem Ziel und der Folge, den Verlauf der Untersuchung zu behindern, das Privatleben, die körperliche oder moralische Unversehrtheit oder die Güter einer in der Akte angegebenen Person zu beeinträchtigen, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Jahr oder mit einer strafrechtlichen Geldbuße von 26 bis zu 500 EUR bestraft.

Unterabschnitt 3 — Beschluss zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße

Art. 58 - Die administrative Geldbuße kann nur dem Zuwiderhandelnden auferlegt werden, selbst wenn der Verstoß von einem Angestellten oder Beauftragten begangen worden ist, außer wenn er nachweisen kann, dass er keinen Fehler begangen hat, weil er alle Maßnahmen im Rahmen seiner Möglichkeiten getroffen hat, um zu verhindern, dass sich der materielle Tatbestand des Verstoßes ereignet.

Art. 59 - Die administrative Geldbuße darf fünf Jahre nach der Feststellung des Verstoßes nicht mehr auferlegt werden.

Diese Frist wird jedoch durch die Untersuchungs- oder Verfolgungshandlungen, einschließlich der Notifizierungen der Entscheidungen der Staatsanwaltschaft in Bezug auf die Einleitung oder Nicht-Einleitung von Strafverfolgungen und der Aufforderung an den Zuwiderhandelnden, Verteidigungsmittel vorzubringen, die binnen der in Absatz 1 festgelegten Frist erfolgen, unterbrochen. Mit diesen Handlungen beginnt eine neue Frist von gleicher Dauer und dies sogar für Personen, die nicht davon betroffen sind.

Art. 60 - Die administrative Geldbuße darf nicht vor Ablauf der in Artikel 54 Absatz 2 Ziffer 2 erwähnten Frist oder vor der schriftlichen oder mündlichen Verteidigung des Zuwiderhandelnden, wenn diese vor Ablauf der vorerwähnten Frist vorgebracht wird, auferlegt werden.

Art. 61 - Wenn die Dauer der Verfolgung durch den sanktionierenden Beamten die annehmbare Frist überschreitet, kann dieser sich auf eine einfache Schuldigerklärung beschränken oder eine unter dem durch oder kraft des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Mindestbetrag liegende administrative Geldbuße auferlegen.

Im Falle einer einfachen Schuldigerklärung kann der sanktionierende Beamte jedoch nach von der Regierung festgelegten Modalitäten die Zahlung administrativer Verfahrenskosten verlangen.

Art. 62 - Nach Ablauf der in Artikel 54 Absatz 2 Ziffer 2 genannten Frist und gegebenenfalls nach dem für die Vernehmung des Zuwiderhandelnden oder seines Beistandes festgesetzten Zeitpunkt und gegebenenfalls unter Berücksichtigung der schriftlich oder mündlich vorgebrachten Verteidigungsmittel beschließt der sanktionierende Beamte, entweder die beabsichtigte administrative Geldbuße zu verhängen oder eine herabgesetzte Geldbuße zu verhängen oder aber keine administrative Geldbuße zu verhängen.

Wenn der sanktionierende Beamte beschließt, keine administrative Geldbuße zu verhängen, notifiziert er seinen Beschluss dem Zuwiderhandelnden durch einen gewöhnlichen Brief.

Unter Einhaltung der Datenschutz-Grundverordnung und der Richtlinie (EU) 2016/680 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten durch die zuständigen Behörden zum Zwecke der Verhütung, Ermittlung, Aufdeckung oder Verfolgung von Straftaten oder der Strafvollstreckung sowie zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung des Rahmenbeschlusses 2008/977/JI des Rates kann der sanktionierende Beamte eine Abschrift des Beschlusses jeder interessierten Person übermitteln, die zu den in Artikel 23 und 24 genannten Diensten gehört, entweder aus eigener Initiative oder auf Antrag dieser Person.

Art. 63 - Die Entscheidung zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße ist mit Gründen versehen.

Sie stellt einen Befehl zur Zahlung der Geldbuße dar und umfasst unter anderem die juristischen und faktischen Grundlagen einerseits als Antwort auf die vorgebrachten Verteidigungsmittel und andererseits als Begründung für den Betrag der administrativen Geldbuße.

Sie umfasst außerdem insbesondere folgende Elemente:

- 1° die Bestimmungen, die ihr als Rechtsgrundlage dienen,
- 2° die Referenzangaben des Protokolls, durch das der Verstoß festgestellt wird und in dem die Taten aufgeführt werden, die der Einleitung des Verfahrens zugrunde liegen,
- 3° das Datum der Aufforderung zum Vorbringen der Verteidigungsmittel,
- 4° den Betrag der administrativen Geldbuße, dem gegebenenfalls die nach von der Regierung bestimmten Modalitäten festgelegten administrativen Verfahrenskosten hinzugefügt werden;
- 5° die Bestimmungen von Artikel 68 in Bezug auf die Zahlung der Geldbuße,
- 6° die Bestimmung von Artikel 67 in Bezug auf die Beschwerde gegen die Entscheidung.

Art. 64 - Die Entscheidung nach Artikel 63 wird dem Zuwiderhandelnden zusammen mit einer Aufforderung, die Geldbuße binnen der in Artikel 68 erwähnten Frist zu zahlen, per Einschreibebrief notifiziert.

Durch die Notifizierung erlischt die Strafverfolgung.

Wenn der Zuwiderhandelnde versäumt hat, den Einschreibebrief innerhalb der festgelegten Frist abzuholen, kann der sanktionierende Beamte ihm durch gewöhnlichen Brief zur Information eine Abschrift der Entscheidung zusenden. Diese zweite Sendung leitet keine neue Frist von drei Monaten für das Einreichen der in Artikel 67 genannten Beschwerde ein.

Art. 65 - Die in Artikel 63 genannte Entscheidung ist unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 64 und 67 vollstreckbar.

Art. 66 - Die Regierung ist befugt, die Modalitäten in Bezug auf die Entscheidung und die Verfahren zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße zu ergänzen.

Unterabschnitt 4 — Rechtsmittel

Art. 67 - Unbeschadet des Artikels 77 legt der Zuwiderhandelnde, der die Entscheidung des sanktionierenden Beamten anfecht, bei Strafe von Verfall innerhalb einer Frist von drei Monaten ab der Notifizierung der Entscheidung gemäß den Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches mittels einer Klageschrift eine Beschwerde beim Gericht erster Instanz ein.

Die Beschwerde wird im Falle eines Verstoßes gegen die Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Beschäftigungspolitik nach Artikel 6 § 1 Ziffer IX des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bei dem Arbeitsgericht eingereicht.

Die Beschwerde wird im Falle eines Verstoßes gegen die Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschaftspolitik nach Artikel 6 § 1 Ziffer VI des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bei dem Unternehmensgericht eingereicht.

Die Beschwerde wird im Falle eines Verstoßes gegen die Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Forschungspolitik nach Artikel 6bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bei dem Gericht Erster Instanz eingereicht.

Diese Beschwerde setzt die Durchführung der Entscheidung aus.

Unterabschnitt 5 — Zahlung der administrativen Geldbuße

Art. 68 - Die administrative Geldbuße muss innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Tag der Notifizierung der Entscheidung zur Auferlegung der administrativen Geldbuße oder ab dem Tag, an dem die gerichtliche Entscheidung formell rechtskräftig geworden ist, gezahlt werden.

Die in Absatz 1 erwähnte Frist läuft ab dem Tag, an dem der Einschreibebrief dem Empfänger persönlich, an seinem Wohnsitz oder am Gesellschaftssitz vorgelegt worden ist.

Der sanktionierende Beamte kann jedoch dem Zuwiderhandelnden, auf seinen Antrag hin und falls erforderlich, eine längere Frist gewähren, die auf keinen Fall die in Artikel 72 erwähnte Verjährungsfrist der Klage auf Rückforderung der Geldbuße überschreiten darf. In diesem Fall teilt die zuständige Verwaltung dem Zuwiderhandelnden den Bereinigungsplan schriftlich mit.

Art. 69 - Die Regierung kann die Modalitäten der Zahlung der administrativen Geldbuße und die damit verbundenen Verfahren ergänzen.

Art. 70 - Wenn der Zuwiderhandelnde versäumt, die administrative Geldbuße entweder binnen der in Artikel 68 Absatz 1 vorgesehenen dreimonatigen Frist zu zahlen, oder wenn er den ihm aufgrund von Artikel 68 Absatz 3 oder Artikel 69 Absatz 3 bewilligten Bereinigungsplan nicht einhält, macht der sanktionierende Beamte die Sache bei der Föderalverwaltung oder jeglichen sonstigen, von der Regierung bestimmten Dienststelle zwecks Beitreibung des Betrags dieser Geldbuße anhängig. In diesem Fall übermittelt der sanktionierende Beamte ihnen eine Abschrift der administrativen Entscheidung und gegebenenfalls der formell rechtskräftigen gerichtlichen Entscheidung.

Art. 71 - Die Regierung kann die Modalitäten der Rückforderung der administrativen Geldbuße und die damit verbundenen Verfahren ergänzen.

Art. 72 - Die Klage auf Rückforderung der administrativen Geldbuße verjährt in zehn Jahren ab dem Tag, an dem gegen die Entscheidung des sanktionierenden Beamten keine Beschwerde mehr eingereicht werden kann.

Art. 73 - Durch die Zahlung der Geldbuße erlischt die Klage des sanktionierenden Beamten.

Unterabschnitt 6 - Administrative Geldbußen, die Minderjährigen auferlegt werden

Art. 74 - Das vorliegende Kapitel ist nicht auf Minderjährige anwendbar, die zum Zeitpunkt der Straftat weniger als sechzehn Jahre alt waren.

Art. 75 - Wenn das Verfahren zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße gegen eine Person unter achtzehn Jahren eingeleitet wird, wird das Einschreiben gemäß Artikel 54 an den Minderjährigen sowie an dessen Vater und Mutter, Vormunde oder sorgeberechtigte Personen gerichtet. Diese Parteien haben dieselben Rechte als der Zuwiderhandelnde.

Der sanktionierende Beamte setzt den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer davon in Kenntnis, damit dem Minderjährigen ein Rechtsanwalt beistehen kann. Diese Mitteilung wird zum selben Zeitpunkt wie das in Absatz 1 erwähnte Einschreiben versandt.

Der Präsident der Rechtsanwaltskammer oder das Büro für juristischen Beistand nimmt spätestens binnen zwei Werktagen nach dieser Mitteilung die Bestellung eines Rechtsanwalts vor.

Eine Abschrift der an den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer gerichteten Mitteilung wird der Verfahrensakte beifügt.

Im Fall eines Interessenkonflikts sorgt der Präsident der Rechtsanwaltskammer oder das Büro für juristischen Beistand dafür, dass dem Betreffenden ein anderer Rechtsanwalt beistehen wird als derjenige, auf den sein Vater und seine Mutter, sein Vormund oder die Personen, die das Sorgerecht für ihn haben, zurückgegriffen haben.

Art. 76 - Wenn es sich bei dem Zuwiderhandelnden um einen Minderjährigen handelt, wird die in Artikel 63 genannte Entscheidung, oder die Entscheidung, die Akte ohne weitere Bearbeitung zu klassieren, zusammen mit dem Protokoll der Vernehmung dem Minderjährigen sowie seinem Vater, seiner Mutter, seinen Vormunden oder sorgeberechtigten Personen und seinem Rechtsbeistand mitgeteilt.

Der Vater und die Mutter, die Vormunde oder die Personen, die das Sorgerecht für den Minderjährigen haben, haften zivilrechtlich für die Zahlung der Geldbuße.

Art. 77 - Wenn es sich bei dem Zuwiderhandelnden um einen Minderjährigen handelt, der das sechzehnte Lebensjahr vollendet hat, wird die Beschwerde per unentgeltlichen Antrag beim Jugendgericht eingereicht. In diesem Fall kann die Beschwerde auch von den Eltern, den Vormunden oder den Personen, die das Sorgerecht für den Minderjährigen haben, eingelegt werden.

Das Jugendgericht bleibt zuständig, wenn der Zuwiderhandelnde zum Zeitpunkt der Urteilsverkündung volljährig geworden ist.

*Abschnitt 2 — Auf die administrativen Geldbußen anwendbare Regeln**Unterabschnitt 1 — Multiplikation der Geldbuße*

Art. 78 - Die in Artikel 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 5. März 1952 über die Zuschlagzehntel auf strafrechtliche Geldbußen erwähnten Zuschlagzehntel sind auch auf die administrativen Geldbußen anwendbar.

Der sanktionierende Beamte gibt in seiner Entscheidung die Multiplikation infolge des vorerwähnten Gesetzes vom 5. März 1952 und die sich aus dieser Erhöhung ergebende Zahl an.

Art. 79 - Wenn die Geldbuße mit der Anzahl der betreffenden Arbeitnehmer, Bewerber um einen Arbeitsplatz, Minderjährigen, Personalmitglieder auf Probe, Unternehmer, Operatoren oder Arbeitgeber multipliziert wird, gilt die Regel sowohl für die strafrechtliche Geldbuße als auch für die administrative Geldbuße. Die multiplizierte Geldbuße darf nicht mehr als das Hundertfache der Höchstgeldbuße betragen.

Unterabschnitt 2 — Rückfall

Art. 80 - Bei Rückfall im Jahr nach einer gerichtlichen Entscheidung zur Schuldigerklärung, nach einer Verwaltungsentscheidung zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße oder nach einer Verurteilung zu einer Gefängnisstrafe oder selbst zur Zahlung einer administrativen oder strafrechtlichen Geldbuße wegen eines Verstoßes gegen die in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften kann der Betrag der administrativen Geldbuße auf das Doppelte der Höchstbuße erhöht werden.

Die einjährige Frist läuft ab dem Tag, an dem gegen den Verwaltungsbeschluss keine Beschwerde mehr eingelegt werden kann oder an dem die gerichtliche Entscheidung formell rechtskräftig geworden ist.

Unterabschnitt 3 — Tatumehrheitliches Zusammentreffen von Verstößen

Art. 81 - Bei Zusammentreffen mehrerer Verstöße werden die Beträge der administrativen Geldbußen kumuliert, ohne dass sie dabei jedoch das Doppelte des Höchstbetrags der höchsten administrativen Geldbuße überschreiten dürfen.

Unterabschnitt 4 — Tateinheitliches Zusammentreffen von Verstößen und Zusammentreffen durch einheitlichen Vorsatz

Art. 82 - Wenn ein und dieselbe Tat mehrere Verstöße darstellt oder wenn unterschiedliche Verstöße, die dem sanktionierenden Beamten gleichzeitig vorgelegt werden, die aufeinander folgend durchgeführte und fortgesetzte Verwirklichung desselben Straftatsvorsatzes darstellen, wird alleine die schwerste administrative Geldbuße auferlegt.

Wenn der sanktionierende Beamte feststellt, dass Verstöße, die bereits Gegenstand einer Entscheidung zur Auferlegung einer endgültigen administrativen Geldbuße waren, zusammen mit anderen bei ihm anhängigen Taten, die - ihr Nachweis vorausgesetzt - dieser Entscheidung vorausgehen, die aufeinander folgend durchgeführte und fortgesetzte Verwirklichung desselben Straftatsvorsatzes darstellen, berücksichtigt er bei der Festlegung der administrativen Geldbuße die bereits auferlegten administrativen Geldbußen. Wenn diese ihm für eine gerechte Ahndung aller Verstöße ausreichend erscheinen, spricht er sich über die Schuldfrage aus und verweist in seiner Entscheidung auf die bereits auferlegten administrativen Geldbußen. Die Gesamtheit der in Anwendung des vorliegenden Artikels auferlegten administrativen Geldbußen darf den Höchstbetrag der schwersten administrativen Geldbuße nicht überschreiten.

Unterabschnitt 5 — Tilgung der administrativen Geldbuße

Art. 83 - Für die Festlegung des Betrags der administrativen Geldbuße darf eine Entscheidung zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße oder zur Schuldigerklärung, die drei Jahre oder mehr vor den Taten angenommen worden ist, nicht berücksichtigt werden. Diese Frist von drei Jahren läuft ab dem Zeitpunkt, an dem die Entscheidung wirksam geworden ist oder an dem die gerichtliche Entscheidung, die über die Beschwerde des Zuwiderhandelnden befindet, formell rechtskräftig geworden ist.

Unterabschnitt 6 — Mildernde Umstände

Art. 84 - Liegen mildernde Umstände vor, kann der sanktionierende Beamte, das Gericht erster Instanz, das Arbeitsgericht oder gegebenenfalls das Jugendgericht die administrative Geldbuße auf einen Betrag unter dem für den betreffenden Verstoß festgelegten gesetzlichen Mindestbetrag herabgesetzt, ohne dass sie jedoch vierzig Prozent des vorgeschriebenen Mindestbetrags unterschreiten darf.

Unterabschnitt 7 — Aufschub

Art. 85 - § 1. Der sanktionierende Beamte darf beschließen, dass die Durchführung der Entscheidung zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße ganz oder teilweise aufgeschoben wird, sofern während der fünf Jahre vor dem neuen Verstoß:

1° dem Zuwiderhandelnden keine administrative Geldbuße von 25 bis 250 Euro, von 50 bis 500 Euro, oder von 300 bis 3000 Euro auferlegt worden ist,

2° dem Zuwiderhandelnden keine strafrechtliche Geldbuße von 50 bis 500 Euro, von 100 bis 1000 Euro, von 600 bis 6000 Euro oder eine Gefängnisstrafe von sechs Monaten bis drei Jahren auferlegt worden ist.

Eine zu einem früheren Zeitpunkt auferlegte oder verkündete administrative Geldbuße oder strafrechtliche Sanktion für Taten, die durch ein und denselben Straftatsvorsatz verbunden sind, ist jedoch kein Hindernis für die Gewährung eines Aufschubs.

§ 2. Der sanktionierende Beamte gewährt den Aufschub mit derselben Entscheidung als derjenigen, mit der sie die Geldbuße auferlegt.

§ 3. Die Probezeit darf weder weniger als ein Jahr noch mehr als drei Jahre ab dem Datum der Notifizierung der Entscheidung zur Auferlegung der administrativen Geldbuße oder dem Datum des formell rechtskräftig gewordenen Urteils oder Entscheids betragen.

§ 4. Der Aufschub wird von Rechts wegen widerrufen, wenn während der Probezeit ein neuer Verstoß begangen worden ist, der die Anwendung einer administrativen Geldbuße zur Folge hat, deren Höchstbetrag den Höchstbetrag der administrativen Geldbuße, die zu einem früheren Zeitpunkt Gegenstand eines Aufschubs war, übertrifft.

§ 5. Der Aufschub kann widerrufen werden, wenn während der Probezeit ein neuer Verstoß begangen worden ist, der die Anwendung einer administrativen Geldbuße der gleichen oder einer tieferen Stufe als derjenigen der administrativen Geldbuße, die zu einem früheren Zeitpunkt Gegenstand eines Aufschubs war, zur Folge hat.

§ 6. Im Hinblick auf den Vergleich der Stufen der in den Paragraphen 4 und 5 genannten Geldbußen dürfen diese nicht, je nach Fall, mit der Anzahl der betreffenden Arbeitnehmer, der Anzahl der Empfänger von Dienstleistungen oder jedem anderen Faktor in Verbindung mit den in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften multipliziert werden. Um zu bestimmen, ob ein Verstoß einer tieferen, einer gleichen oder einer höheren Stufe entspricht, müssen die Höchstbeträge der für diese Verstöße vorgesehenen administrativen Geldbußen miteinander verglichen werden.

§ 7. Der Aufschub wird mit derselben Entscheidung als derjenigen widerrufen, mit der die administrative Geldbuße für den neuen, während der Probezeit begangenen Verstoß auferlegt wird.

In der Entscheidung wird der Widerruf des Aufschubs sowohl dann vermerkt, wenn der Widerruf von Rechts wegen erfolgt als auch wenn er dem Ermessen dem sanktionierenden Beamten überlassen bleibt.

§ 8. Die administrative Geldbuße, die infolge des Widerrufs des Aufschubs vollstreckbar wird, wird unbegrenzt mit derjenigen kumuliert, die für den neuen Verstoß auferlegt wird.

§ 9. Im Falle einer Beschwerde gegen die Entscheidung zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße kann der Richter den von dem sanktionierenden Beamten gewährten Aufschub nicht widerrufen. Sie können jedoch den Aufschub gewähren, wenn der sanktionierende Beamte ihn verweigert hat.

Abschnitt 3 — Die Amadeus-Datenbank

Art. 86 - § 1. Es wird eine Amadeus-Datenbank eingerichtet, die darauf abzielt, die relevanten Daten in Bezug auf die Verfolgung der Verstöße gegen die in Artikel 3 erwähnten Gesetzes- und Verordnungsvorschriften zu sammeln, zu speichern, zu strukturieren, zu verarbeiten und auszutauschen.

Unter Einhaltung der Datenschutz-Grundverordnung haben die in Absatz 1 genannten Vorgänge und die Führung der Datenbank die folgenden Zwecke:

1° die Verfolgung der Verstöße durch administrative Geldbußen;

2° die Ausübung durch die Inspektoren ihrer gesetzlichen Aufgaben und die zweckmäßige Bekämpfung der in Absatz 1 genannten Verstöße;

3° die Ausarbeitung einer internen und externen Statistik.

§ 2. Die Amadeus-Datenbank enthält die von der Regierung bestimmten Daten in Bezug auf:

1° jede Person, die im Verdacht steht, Täter oder Mittäter eines Verstoßes zu sein;

2° jede Person, der eine administrative Geldbuße auferlegt werden kann;

3° jeden Arbeitnehmer oder jede Person, der bzw. die von einem Verstoß betroffen ist und als solche betrachtet wird.

Art. 87 - Die Amadeus-Datenbank wird in Übereinstimmung mit der Sicherheitspolitik der IT-Systeme des Öffentlichen Dienstes der Wallonie entwickelt, verwaltet, gehostet und gesichert.

Die Regierung kann besondere Modalitäten für die Verwaltung und Benutzung der Datenbank bestimmen.

Art. 88 - Die Regierung bestimmt die Kategorien von Beamten, die Zugang zur Amadeus-Datenbank haben, sowie die Modalitäten für diesen Zugang.

Alle Personen, die Zugang zur Amadeus-Datenbank haben, müssen die erforderlichen Maßnahmen treffen, um die Vertraulichkeit der personenbezogenen Daten zu wahren, die in der Datenbank enthalten sind, und zu gewährleisten, dass diese Daten nur zu den in Artikel 86 genannten Zielsetzungen benutzt werden.

Jede Verletzung des Berufsgeheimnisses im Zusammenhang mit dem Zugang zu der Amadeus-Datenbank wird nach Artikel 458 des Strafgesetzbuches geahndet.

KAPITEL X — Abänderungs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Abschnitt 1 — Bestimmungen zur Abänderung des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer

Art. 89 - In Artikel 7 des Erlassgesetzes vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer wird Paragraph 4/1, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016, durch Folgendes ersetzt:

„§ 4/1. Die Kontrolle der Anwendung von § 1 Absatz 3 Buchstaben *h*), *i*), *m*), *p*), *s*), *t*), *w*), und *za*) und § 1*bis* Absätze 1 bis 3 und Absätze 5 bis 9 erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.

Die Kontrolle von § 1 Absatz 3 Buchstabe *m*) und von § 1*bis* Absätze 1 bis 3 und Absätze 5 bis 9 erfolgt unbeschadet der Inspektions- und Kontrollbefugnisse der für die Sozialversicherungsbeiträge oder das Arbeitslosengeld zuständigen föderalen Stellen, die in dieser Angelegenheit die einzigen administrativen und technischen Operatoren sind.“

Art. 90 - Artikel 8*quater* desselben Erlassgesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 8*quater* - Die Kontrolle der Anwendung der Artikel 8 bis 9 und ihrer Ausführungsmaßnahmen mit Ausnahme der Bestimmungen von Artikel 8 § 4 Absätze 2 und 3 § 7 und § 10 erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.“

Abschnitt 2 — Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzes vom 19. Februar 1965 über die Ausübung seitens Ausländer von Berufstätigkeiten als Selbständige

Art. 91 - Artikel 12/1 des Gesetzes vom 19. Februar 1965 über die Ausübung seitens Ausländer von Berufstätigkeiten als Selbständige, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 12/1 - Die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Gesetzes und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.“

Die für die Kontrolle dieses Gesetzes und seiner Ausführungsmaßnahmen von der Regierung bestimmten Beamten können die Berufskarten, die entzogen worden sind, oder für die es Gründe zur Annahme gibt, dass sie nachgemacht oder verfälscht sind, gegen Empfangsbestätigung beschlagnahmen.

Sie können den Ausländer ebenfalls anweisen, seine Tätigkeit einzustellen, oder die Schließung der von ihm betriebenen Einrichtung ab einem Datum, und für eine Dauer, das bzw. die sie bestimmen, anordnen.“.

Art. 92 - In Artikel 13/1 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 2 wird das Wort "Strafe" durch das Wort "Gerichtsstrafe" ersetzt;

2° Paragraf 3 wird durch Folgendes ersetzt:

" § 3. Die Bestimmungen von Kapitel 9 des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften gelten für die durch § 1 bestimmten administrativen Geldbußen."

Abschnitt 3 — Bestimmungen zur Abänderung des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 zur Festlegung sozialer Bestimmungen

Art. 93 - Die Überschrift von Kapitel IV Abschnitt 6 Unterabschnitt 4 des Sanierungsgesetzes vom 22. Januar 1985 zur Festlegung sozialer Bestimmungen wird durch folgende Überschrift ersetzt:

"Überwachung, Strafbestimmungen und administrative Geldbußen".

Art. 94 - Artikel 124 desselben Gesetzes, ersetzt durch das Dekret vom 28. April 2016, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 124 - Die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Abschnitts und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften."

Art. 95 - In Kapitel IV Abschnitt 6 Unterabschnitt 4 desselben Gesetzes wird die durch das Gesetz vom 6. Juni 2010 eingefügte Überschrift "Strafbestimmungen" durch die folgende Überschrift ersetzt: "Strafbestimmungen und administrative Geldbußen".

Art. 96 - Artikel 131 desselben Gesetzes, wiederhergestellt durch das Dekret vom 28. April 2016, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 131 - Wer zwecks der Anwendung der in vorliegendem Abschnitt und in den Ausführungsmaßnahmen zu diesem Gesetz erklärten Regeln in Bezug auf den bezahlten Bildungsurlaub unrichtige Abgaben macht, wird mit einer administrativen Geldbuße von 10 bis 100 Euro bestraft.

Der Arbeitgeber, sein Angestellter oder sein Beauftragter, der unter Verstoß gegen Abschnitt 6 einem Arbeitnehmer, der einen Antrag auf bezahlten Bildungsurlaub ordnungsgemäß eingereicht hat, das Recht, der Arbeit fernzubleiben, um an Lehrgängen teilzunehmen, verweigert, wird mit einer administrativen Geldbuße von 10 bis 100 Euro bestraft.

Die in Absatz 1 und 2 genannte Geldbuße wird mit der Anzahl betroffener Arbeitnehmer multipliziert."

Art. 97 - Artikel 132 desselben Gesetzes, aufgehoben durch das Gesetz vom 6. Juni 2010, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"Art. 132 - Die Bestimmungen von Kapitel 9 des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften gelten für die durch den vorliegenden Unterabschnitt bestimmten administrativen Geldbußen."

Abschnitt 4 — Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzes vom 24. Juli 1987 über die zeitweilige Arbeit, die Leiharbeit und die Arbeitnehmerüberlassung

Art. 98 - In der Überschrift von Kapitel V des Gesetzes vom 24. Juli 1987 über die zeitweilige Arbeit, die Leiharbeit und die Arbeitnehmerüberlassung werden die Wörter "und Strafbestimmungen" durch die Wörter ", Strafbestimmungen und administrative Geldbußen" ersetzt.

Art. 99 - Artikel 35/1 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 35/1 - Die von der Wallonischen Regierung oder ihrem Beauftragten bestimmten Beamten kontrollieren die Anwendung der Artikel 1 § 7 und 32bis und ihre Ausführungsmaßnahmen und überwachen deren Einhaltung.

Diese Beamten üben diese Kontrolle oder diese Überwachung in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften aus."

Art. 100 - In der Überschrift von Kapitel V Abschnitt 2 desselben Gesetzes werden die Wörter "und administrativen Geldbußen" nach dem Wort "Strafbestimmungen" eingefügt.

Art. 101 - In Artikel 39 desselben Gesetzes, wiederhergestellt durch das Dekret vom 28. April 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 3 wird das Wort "Geldbuße" durch "strafrechtliche Geldbuße" ersetzt;

2° Paragraf 4 wird aufgehoben;

3° Paragraf 5 wird aufgehoben.

Art. 102 - Artikel 40 desselben Gesetzes, aufgehoben durch das Gesetz vom 6. Juni 2010, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"Art. 40 - Die Bestimmungen von Kapitel 9 des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften gelten für die durch Artikel 39 bestimmten administrativen Geldbußen."

Abschnitt 5 — Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzes über die Ausübung und die Organisation des Wander- und Kirmesgewerbes

Art. 103 - In Artikel 10^{ter} des Gesetzes vom 25. Juni 1993 über die Ausübung und die Organisation des Wander- und Kirmesgewerbes, eingefügt durch das Gesetz vom 4. Juli 2005, werden die Wörter "kann der in Anwendung des Artikels 11 § 1 bestellte Bedienstete" durch die Wörter "können die in Artikel 11 Absatz 1 genannten Beamten" ersetzt.

Art. 104 - In demselben Gesetz wird die Überschrift des Kapitels III durch folgende Überschrift ersetzt:

"Kontrolle, Verwarnungsverfahren, Strafbestimmungen und administrative Geldbußen".

Art. 105 - Artikel 11 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 2005, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 11 - Unbeschadet der Aufgaben der Gerichtspolizeioffiziere sind die Mitglieder des Einsatzkaders der föderalen und der lokalen Polizei sowie die zu diesem Zweck von der Regierung bestimmten Bediensteten befugt, Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes und seiner Ausführungsgerlasse zu ermitteln und festzustellen.

Die in Absatz 1 genannten Beamten üben diese Kontrolle in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften aus."

Bei der Ausübung ihres Amtes können die in Absatz 1 genannten Beamten den Beistand der föderalen Polizei, der lokalen Polizei oder sonstiger regionaler Dienste anfordern."

Art. 106 - In Artikel 12 Absatz 1 desselben Gesetzes werden die Wörter "Artikel 1 § 1" durch "Artikel 1 Absatz 1" ersetzt.

Art. 107 - In Artikel 13 desselben Gesetzes werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird der einführende Satz durch folgenden Satz ersetzt: "Entweder mit einer Freiheitsstrafe von acht Tagen bis drei Jahren und einer strafrechtlichen Geldbuße von 100 bis 1000 Euro oder nur einer dieser Strafen, oder mit einer administrativen Geldbuße von 50 bis 500 Euro wird belegt.;"

2° in Paragraph 2 Absatz 2 werden die Wörter "Alle Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches einschließlich Kapitel 7 und Artikel 85 sind" durch die Wörter "In Bezug auf die strafrechtlichen Sanktionen sind alle Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches einschließlich Kapitel 7 und Artikel 85" ersetzt.

Art. 108 - In dasselbe Gesetz wird ein Artikel 13^{bis} mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 13^{bis} - Die Bestimmungen von Kapitel 9 des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften gelten für die durch Artikel 13 bestimmten administrativen Geldbußen."

Abschnitt 6 - Bestimmungen zur Abänderung des Programmgesetzes vom 10. Februar 1998 zur Förderung des selbständigen Unternehmertums

Art. 109 - Artikel 15 des Programmgesetzes vom 10. Februar 1998 zur Förderung des selbständigen Unternehmertums wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 15 - Unbeschadet der Befugnisse der Gerichtspolizeioffiziere sind die Gerichtsbediensteten bei den Staatsanwaltschaften, die föderale Polizei, die lokale Polizei, sowie die von der Regierung bestimmten Beamten befugt, Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels zu ermitteln und festzustellen.

Die in Absatz 1 genannten Beamten üben diese Kontrolle in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften aus.

Bei der Ausübung ihres Amtes können die in Absatz 1 genannten Beamten den Beistand der föderalen Polizei, der lokalen Polizei oder sonstiger regionaler Dienste anfordern."

Art. 110 - In Artikel 16 desselben Gesetzes, abgeändert durch die Gesetze vom 26. Juni 2000 und 16. Januar 2003, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Mit einer strafrechtlichen Geldbuße von 50 bis 500 Euro oder mit einer administrativen Geldbuße von 25 bis 250 Euro wird belegt, wer eine Berufstätigkeit, deren Ausübung gemäß dem vorliegenden Kapitel geregelt ist, ausübt, ohne über Grundkenntnisse in Betriebsführung und/oder die fachliche Eignung zu verfügen.

Bei Rückfall wird der Betrag der in Absatz 1 genannten strafrechtlichen Geldbuße auf einen Betrag von 100 bis 1000 Euro gebracht.;"

2° in Paragraph 2 Absatz 2 werden die Wörter "Die Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches einschließlich Kapitel VII und Artikel 85 sind" durch die Wörter "In Bezug auf die strafrechtlichen Sanktionen sind die Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches einschließlich Kapitel VII und Artikel 85" ersetzt.

3° der Artikel wird um einen Paragraphen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 5. Die Bestimmungen von Kapitel 9 des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften gelten für die durch § 1 bestimmten administrativen Geldbußen."

Abschnitt 7 - Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer

Art. 111 - In dem Gesetz vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer wird Artikel 11 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 11 - Die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Gesetzes und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften."

Art. 112 - In demselben Gesetz wird die Überschrift von Kapitel VII durch folgende Überschrift ersetzt: "Strafbestimmungen, administrative Geldbußen und sonstige Entschädigungen".

Art. 113 - Artikel 12 desselben Gesetzes, aufgehoben durch das Gesetz vom 6. Juni 2010, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"Art. 12 - § 1. Wird entweder mit einer Freiheitsstrafe von sechs Monaten bis drei Jahren und einer strafrechtlichen Geldbuße von 600 bis 6000 Euro oder nur einer dieser Strafen, oder mit einer administrativen Geldbuße von 300 bis 3000 Euro belegt, der Arbeitgeber, sein Angestellter oder sein Beauftragter, der unter Verstoß gegen das vorliegende Gesetz und seine Ausführungsmaßnahmen mit Ausnahme der Normen in Bezug auf die Arbeitserlaubnis, die abhängig von der besonderen Aufenthaltssituation der betreffenden Personen ausgestellt wird, veranlasst oder zugelassen hat, dass ein nichtbelgischer Staatsangehöriger, dem es nicht erlaubt oder gestattet ist, sich länger als drei Monate in Belgien aufzuhalten oder sich in Belgien niederzulassen, arbeitet.

Die Geldbuße wird mit der Anzahl betroffener Arbeitnehmer multipliziert.

§ 2. Wird entweder mit einer Freiheitsstrafe von sechs Monaten bis drei Jahren und einer strafrechtlichen Geldbuße von 600 bis 6000 Euro oder nur einer dieser Strafen, oder mit einer administrativen Geldbuße von 300 bis 3000 Euro belegt, der Arbeitgeber, sein Angestellter oder sein Beauftragter, der unter Verstoß gegen das vorliegende Gesetz und seine Ausführungsmaßnahmen mit Ausnahme der Normen in Bezug auf die Arbeitserlaubnis, die abhängig von der besonderen Aufenthaltssituation der betreffenden Personen ausgestellt wird, im Rahmen der Beschäftigung eines Drittstaatsangehörigen nicht

1° vorher geprüft hat, ob dieser über einen gültigen Aufenthaltsschein oder eine andere gültige Aufenthaltserlaubnis verfügt,

2° mindestens für die Dauer der Beschäftigung für die zuständigen Inspektionsdienste eine Kopie oder Aufzeichnungen des Inhalts des Aufenthaltsscheins oder einer anderen Aufenthaltserlaubnis aufbewahrt hat,

3° den Beginn und das Ende der Beschäftigung dieser Person gemäß den Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen angegeben hat.

Für den Fall, dass es sich bei dem von dem nichtbelgischen Staatsangehörigen vorgelegten Aufenthaltsschein oder bei der vorgelegten Aufenthaltserlaubnis um eine Fälschung handelt, ist die in Absatz 1 vorgesehene Strafmaßnahme anwendbar, wenn nachgewiesen wird, dass der Arbeitgeber wusste, dass es dieses Dokument gefälscht war.

Die Geldbuße wird mit der Anzahl betroffener Arbeitnehmer multipliziert.

§ 3. Wird entweder mit einer strafrechtlichen Geldbuße von 100 bis 1000 Euro oder mit einer administrativen Geldbuße von 50 bis 500 Euro belegt, der Arbeitgeber, sein Angestellter oder sein Beauftragter, der unter Verstoß gegen das vorliegende Gesetz und seine Ausführungsmaßnahmen mit Ausnahme der Normen in Bezug auf die Arbeitserlaubnis, die abhängig von der besonderen Aufenthaltssituation der betreffenden Personen ausgestellt wird:

1° veranlasst oder zugelassen hat, dass ein nichtbelgischer Staatsangehöriger arbeitet, entweder:

a) ohne eine Beschäftigungserlaubnis der befugten Behörde erhalten zu haben, oder der über keine Arbeitserlaubnis verfügt;

b) ohne die in der Beschäftigungserlaubnis oder Arbeitserlaubnis festgelegten Grenzen einzuhalten;

c) für eine längere Dauer als diejenige, die in der Beschäftigungserlaubnis oder Arbeitserlaubnis angegeben ist;

d) nach dem Entzug der Beschäftigungserlaubnis oder der Arbeitserlaubnis;

2° dem ausländischen Arbeitnehmer die Arbeitserlaubnis nicht übergeben hat, oder sie gegen Zahlung einer Summe oder einer Vergütung gleich welcher Form übergeben hat.

Die Geldbuße wird mit der Anzahl betroffener Arbeitnehmer multipliziert.

§ 4. Wird entweder mit einer Freiheitsstrafe von sechs Monaten bis drei Jahren und einer strafrechtlichen Geldbuße von 600 bis 6000 Euro oder nur einer dieser Strafen, oder mit einer administrativen Geldbuße von 300 bis 3000 Euro belegt, wer unter Verstoß gegen das vorliegende Gesetz und seine Ausführungsmaßnahmen mit Ausnahme der Normen in Bezug auf die Arbeitserlaubnis, die abhängig von der besonderen Aufenthaltssituation der betreffenden Personen ausgestellt wird:

1° einen nichtbelgischen Staatsangehörigen zwecks Beschäftigung in Belgien zur Einreise nach Belgien bewegt oder zu dessen Einreise beigetragen hat, außer wenn es sich um einen nichtbelgischen Staatsangehörigen handelt, der eine gültige Arbeitserlaubnis besitzt, und mit Ausnahme des nichtbelgischen Staatsangehörigen, für den der Arbeitgeber eine Beschäftigungserlaubnis nach dessen Einreise nach Belgien, um dort beschäftigt zu werden, erhalten kann,

2° einem nichtbelgischen Staatsangehörigen versprochen hat, gegen Zahlung einer Vergütung gleich welcher Form entweder ihm eine Stelle zu suchen oder zu verschaffen oder Formalitäten im Hinblick auf seine Beschäftigung in Belgien zu erledigen,

3° von einem nichtbelgischen Staatsangehörigen eine Vergütung gleich welcher Form gefordert oder erhalten hat, entweder um ihm eine Stelle zu suchen oder zu verschaffen oder um Formalitäten im Hinblick auf seine Beschäftigung in Belgien zu erledigen,

4° als Vermittler zwischen einem nichtbelgischen Staatsangehörigen und einem Arbeitgeber oder den mit der Anwendung der Bestimmungen des vorerwähnten Gesetzes vom 30. April 1999 oder seiner Ausführungserlasse beauftragten Behörden beziehungsweise zwischen einem Arbeitgeber und denselben Behörden aufgetreten ist und dabei Handlungen vorgenommen hat, die entweder den nichtbelgischen Staatsangehörigen oder den Arbeitgeber oder die genannten Behörden hätten irreführen können.

Die Geldbuße wird mit der Anzahl betroffener Arbeitnehmer multipliziert.

§ 5. Für in den Paragraphen 1, 2 und 4 genannte Verstöße kann der Richter dem Verurteilten verbieten, während eines Zeitraums von einem Monat bis zu drei Jahren das Unternehmen oder die Einrichtung, wo der Verstoß begangen worden ist, selbst oder durch eine Zwischenperson ganz oder teilweise zu betreiben oder dort in gleich welcher Eigenschaft beschäftigt zu werden.

§ 6. Für in den Paragraphen 1, 2 und 4 genannte Verstöße kann der Richter darüber hinaus unter der Voraussetzung, dass er seine diesbezügliche Entscheidung mit Gründen versieht, die vollständige oder teilweise Schließung des Unternehmens oder der Einrichtung, wo die Verstöße begangen worden sind, für eine Dauer von einem Monat bis zu drei Jahren anordnen.

§ 7. Die Dauer der in Anwendung von § 5 oder § 6 verkündeten Strafe läuft ab dem Tag, an dem der Verurteilte seine Strafe verbüßt hat oder diese verjährt ist, und bei bedingter Freilassung ab dem Tag der Freilassung, sofern diese nicht widerrufen wird. Sie wird jedoch an dem Tag wirksam, an dem die kontradiktorisch oder im Versäumniswege ergangene Verurteilung endgültig geworden ist.

§ 8. Der Richter kann die in § 5 oder § 6 erwähnten Strafen nur auferlegen, wenn dies notwendig ist, um dem Verstoß ein Ende zu setzen oder um zu verhindern, dass er sich wiederholt, sofern die Verurteilung zu diesen Strafen im Verhältnis zu der Gesamtheit der betroffenen sozioökonomischen Interessen steht.

Für in Paragraph 3 genannte Verstöße können die in § 5 oder § 6 erwähnten Strafen außerdem nur insofern auferlegt werden, dass die Gesundheit oder Sicherheit der Personen durch diese Verstöße gefährdet wird. Diese Strafen beeinträchtigen die Rechte Dritter nicht.

§ 9.3 Jeder Verstoß gegen die Bestimmung des Urteils oder des Entscheids, durch die ein Verbot oder eine Schließung in Anwendung von § 1 verkündet wird, wird mit einer in Paragraph 3 erwähnten Sanktion geahndet.“

Art. 114 - Es wird ein Artikel 12/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§ 1. Entweder mit einer Freiheitsstrafe von sechs Monaten bis drei Jahren und einer strafrechtlichen Geldbuße von 600 bis 6000 Euro oder nur einer dieser Strafen, oder mit einer administrativen Geldbuße von 300 bis 300 Euro wird der Unternehmer außerhalb einer Kette von Subunternehmern oder der zwischengeschaltete Unternehmer innerhalb einer solchen Kette bestraft, wenn ihr unmittelbarer Subunternehmer einen in Artikel 12 § 2 erwähnten Verstoß begeht.

In Abweichung von Absatz 1 werden der Unternehmer und der zwischengeschaltete Unternehmer nicht mit einer der in Absatz 1 erwähnten Strafe bestraft, wenn sie über eine schriftliche Erklärung verfügen, in der ihr unmittelbarer Subunternehmer bescheinigt, dass er keine Drittstaatsangehörigen ohne rechtmäßigen Aufenthalt beschäftigt und beschäftigt wird.

In Abweichung von Absatz 2 werden der Unternehmer und der zwischengeschaltete Unternehmer, die über eine schriftliche Erklärung verfügen, entweder mit einer Freiheitstrafe von sechs Monaten bis drei Jahren und einer strafrechtlichen Geldbuße von 600 bis 6000 Euro oder nur einer dieser Strafen, oder mit einer administrativen Geldbuße von 300 bis 3000 Euro bestraft, wenn ihnen vor dem in Absatz 1 erwähnten Verstoß bekannt war, dass ihr unmittelbarer Subunternehmer einen oder mehrere Drittstaatsangehörige ohne rechtmäßigen Aufenthalt beschäftigt sind. Der Nachweis einer solchen Kenntnis kann die in Artikel 49/2 des Sozialstrafgesetzbuches erwähnte Notifizierung sein.

Die Geldbuße wird mit der Anzahl betroffener Arbeitnehmer multipliziert.

§ 2. Entweder mit einer Freiheitstrafe von sechs Monaten bis drei Jahren und einer strafrechtlichen Geldbuße von 600 bis 6000 Euro oder nur einer dieser Strafen, oder mit einer administrativen Geldbuße von 300 bis 3000 Euro werden der Hauptunternehmer und der zwischengeschaltete Unternehmer in einer Kette von Subunternehmern bestraft, wenn ihr mittelbarer Subunternehmer einen in Artikel 12 § 2 erwähnten Verstoß begeht und ihnen vorher bekannt war, dass ihr mittelbarer Subunternehmer einen oder mehrere Drittstaatsangehörige ohne rechtmäßigen Aufenthalt beschäftigt sind. Der Nachweis einer solchen Kenntnis kann die in Artikel 49/2 des Sozialstrafgesetzbuches erwähnte Notifizierung sein.

Die Geldbuße wird mit der Anzahl betroffener Arbeitnehmer multipliziert.

§ 3. Entweder mit einer Freiheitsstrafe von sechs Monaten bis drei Jahren und einer strafrechtlichen Geldbuße von 600 bis 6000 Euro oder nur einer dieser Strafen, oder mit einer administrativen Geldbuße von 300 bis 3000 Euro wird bestraft:

1° der Auftraggeber, ohne den Einsatz von Subunternehmern, wenn sein Unternehmer einen der in Artikel 12 § 2 erwähnten Verstöße begeht und sofern dem Auftraggeber bereits vor dem Verstoß bekannt war, dass sein Unternehmer einen oder mehrere Drittstaatsangehörige ohne rechtmäßigen Aufenthalt beschäftigt sind. Der Nachweis einer solchen Kenntnis kann die in Artikel 49/2 des Sozialstrafgesetzbuches erwähnte Notifizierung sein.

2° der Auftraggeber, im Rahmen eines Subunternehmereinsatzes, wenn der Subunternehmer, der unmittelbar oder mittelbar nach seinem Unternehmer folgt, einen in Artikel 12 § 2 erwähnten Verstoß begeht und sofern dem Auftraggeber bereits vor dem Verstoß bekannt war, dass der Subunternehmer, der unmittelbar oder mittelbar nach seinem Unternehmer folgt, einen oder mehrere Drittstaatsangehörige ohne rechtmäßigen Aufenthalt beschäftigt sind. Der Nachweis einer solchen Kenntnis kann die in Artikel 49/2 des Sozialstrafgesetzbuches erwähnte Notifizierung sein.

Die Geldbuße wird mit der Anzahl betroffener Arbeitnehmer multipliziert.“

Art. 115 - Artikel 14 desselben Gesetzes, aufgehoben durch das Gesetz vom 6. Juni 2010, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

“Art. 14 - Die Bestimmungen von Kapitel 9 des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften gelten für die durch vorliegendes Kapitel bestimmten administrativen Geldbußen.“

Art. 116 - Artikel 15 desselben Gesetzes, aufgehoben durch das Gesetz vom 6. Juni 2010, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

“In Anwendung von Artikel 17 § 2 der Richtlinie 2014/36/EU vom 26. Februar 2014 über die Bedingungen für die Einreise und den Aufenthalt von Drittstaatsangehörigen zwecks Beschäftigung als Saisonarbeiter muss der Arbeitgeber dem Saisonarbeiter im Falle des Entzugs der Genehmigung zum Zwecke der Saisonarbeit eine Entschädigung zahlen, unter Einhaltung der von der Regierung erlassenen Bestimmungen. Die Haftung des Arbeitgebers erfasst alle ausstehenden Verpflichtungen, die der Arbeitgeber zu erfüllen hätte, wenn die Genehmigung zum Zwecke der Saisonarbeit nicht entzogen worden wäre.“

Abschnitt 8 — Bestimmung zur Abänderung des Gesetzes vom 24. Dezember 1999 zur Förderung der Beschäftigung

Art. 117 - Artikel 46/1 des Gesetzes vom 24. Dezember 1999 zur Förderung der Beschäftigung, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 46/1 - Die Kontrolle der Anwendung von Artikel 43 und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.“

*Abschnitt 9 — Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzes vom 20. Juli 2001
zur Förderung der Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsstellen im Nahbereich*

Art. 118 - Artikel 7/1 des Gesetzes vom 20. Juli 2001 zur Förderung der Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsstellen im Nahbereich, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 7/1 - Mit Ausnahme der in Kapitel II Abschnitt 2 erwähnten Bestimmungen und unbeschadet der in Artikel 2 § 2 Absätze 4 bis 6 und Artikel 3*bis* genannten Maßnahmen erfolgt die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Gesetzes und seiner Ausführungsmaßnahmen in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.

Zugelassene Unternehmen, die Gegenstand der in Absatz 1 erwähnten Kontrolle sind, können nach einem besonderen, von der Regierung bestimmten Verfahren kontrolliert werden..

Art. 119 - In demselben Gesetz wird die Überschrift von Kapitel IV/1 durch folgende Überschrift ersetzt: "Strafbestimmungen und administrative Geldbußen".

Art. 120 - Artikel 10*quater* desselben Gesetzes, wiederhergestellt durch das Dekret vom 28. April 2016, wird um folgende Bestimmung ergänzt:

"3° einem Arbeitnehmer, der während seiner Teilzeitbeschäftigung Arbeitslosengeld, ein Eingliederungseinkommen oder finanzielle Sozialhilfe erhält, nicht den Vorrang gibt für den Erhalt einer Vollzeitbeschäftigung oder einer anderen, gegebenenfalls als Nebentätigkeit ausgeübten Teilzeitbeschäftigung, durch die er eine neue Teilzeitarbeitsregelung bekommt, bei der die Wochenarbeitszeit länger ist als bei der Teilzeitarbeitsregelung, im Rahmen derer er bereits arbeitet."

Art. 121 - In Artikel 10*sexies* desselben Gesetzes, wiederhergestellt durch das Dekret vom 28. April 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in dem ersten Satz wird das Wort "Geldbuße" durch "strafrechtliche Geldbuße" ersetzt;

2° in dem zweiten Satz wird das Wort "Geldbuße" durch "strafrechtliche Geldbuße" ersetzt;

Art. 122 - Artikel 10*septies* desselben Gesetzes, aufgehoben durch das Gesetz vom 22. Juni 2012, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

"Art. 10*septies* - Die Bestimmungen von Kapitel 9 des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften gelten für die durch Artikel 10*ter*, 10*quater* und 10*quinquies* bestimmten administrativen Geldbußen."

Art. 123 - In Artikel 10*septies*/1 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016, wird das Wort "Geldbuße" durch "strafrechtliche Geldbuße" ersetzt.

Art. 124 - In Artikel 10*septies*/4 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016 werden die Wörter " Alle Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches einschließlich Kapitel VII und Artikel 85 sind" durch die Wörter "In Bezug auf die strafrechtlichen Sanktionen sind alle Bestimmungen von Buch I des Strafgesetzbuches einschließlich Kapitel VII und Artikel 85" ersetzt.

*Abschnitt 10 — Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzes vom 5. September 2001
zur Verbesserung des Arbeitnehmerbeschäftigungsgrades*

Art. 125 - Artikel 17/1 des Gesetzes vom 5. September 2001 zur Verbesserung des Arbeitnehmerbeschäftigungsgrades, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 17/1 - Die Kontrolle der Anwendung der Artikel 15 und 16 und ihrer Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften."

Art. 126 - Artikel 34 desselben Gesetzes, ersetzt durch das Dekret vom 28. April 2016, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 34 - Die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Kapitels und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften."

Abschnitt 11 — Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitssuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens

Art. 127 - Artikel 34 des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Einstellung von nicht beschäftigten Arbeitssuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens, ersetzt durch das Dekret vom 22. November 2007 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 34 - Die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften."

Abschnitt 12 — Bestimmung zur Abänderung des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002

Art. 128 - Artikel 338/2 des Programmgesetzes (I) vom 24. Dezember 2002, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016 und abgeändert durch das Dekret vom 2. Februar 2017, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 338/2 - Unbeschadet der Inspektions- und Kontrollbefugnisse der für die Sozialversicherungsbeiträge zuständigen föderalen Stellen, die in dieser Angelegenheit die einzigen administrativen und technischen Operatoren sind, erfolgt die Kontrolle der Anwendung der Artikel 335 bis 338, 339, 341bis, 353bis/9, 353bis/10, 353bis/12 bis 353bis/14, 353ter und 353quater und ihrer Ausführungsmaßnahmen in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.

Dies gilt ebenfalls für die Artikel 324 bis 328, insofern sie sich auf die in Absatz 1 erwähnten Artikel betreffen."

Abschnitt 13 — Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste

Art. 129 - Artikel 11 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste, ersetzt durch das Dekret vom 22. November 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 11 - Die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.

Die regionalen Beschäftigungsdienste, die Gegenstand der in Absatz 1 erwähnten Kontrolle sind, können nach einem besonderen, von der Regierung bestimmten Verfahren kontrolliert werden."

Abschnitt 14 — Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe

Art. 130 - Artikel 16 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 16 - § 1. Die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.

§ 2. Unbeschadet von Paragraph 3 werden die in vorliegendem Dekret erwähnten Anreize in Übereinstimmung mit dem Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten erstattet:

1° im Falle der Nichtbeachtung der in oder kraft dieses Dekrets verabschiedeten Bestimmungen oder der Verpflichtungen, die im individuellen Gewährungsbeschluss und in der Vereinbarung angeführt sind;

2° bei Konkurs, Auflösung, freiwilliger oder gerichtlicher Liquidation des Großbetriebs;

3° im Falle einer absichtlichen Mitteilung durch den Großbetrieb von falschen oder unvollständigen Angaben, was die Auswirkung dieser Angaben auf den Betrag der Anreize auch gewesen sein mag, unbeschadet der Strafverfolgungen, die auf die Personen anwendbar sind, die diese Angaben gemacht haben.

Im Falle einer Rückerstattung des in Artikel 8 erwähnten Anreizes wird die Freistellung des Immobiliensteuervorabzugs *ab initio* abgeschafft.

Der in Artikel 9 erwähnten Bürgschaft der Region wird ein Ende gesetzt, wenn die von dem Kreditinstitut mitgeteilten Angaben sich als falsch erweisen, oder im Falle der Nichtbeachtung der Bedingungen für die Gewährung dieser Bürgschaft.

§ 3. Wenn falsche oder unvollständige Angaben absichtlich mitgeteilt worden sind, um den in Artikel 5 erwähnten Anreiz zu erhalten, kann dem Unternehmen, seinem Angestellten oder Beauftragten eine administrative Geldbuße von 300 bis 3000 Euro auferlegt werden, unter Einhaltung des Verfahrens und der Bedingungen, die in Kapitel 9 des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften gelten für die durch vorliegendes Kapitel bestimmten administrativen Geldbußen festgelegt sind."

Abschnitt 15 — Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe

Art. 131 - Artikel 20 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 20 - § 1. Die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.

§ 2. Unbeschadet von Paragraph 3 werden die in vorliegendem Dekret erwähnten Anreize in Übereinstimmung mit dem Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten erstattet:

1° im Falle der Nichtbeachtung der in oder kraft dieses Dekrets verabschiedeten Bestimmungen oder der Verpflichtungen, die im individuellen Gewährungsbeschluss angeführt sind;

2° bei Konkurs, Auflösung, freiwilliger oder gerichtlicher Liquidation des Klein- oder Mittelbetriebs;

3° im Falle einer absichtlichen Mitteilung durch den Klein- oder Mittelbetrieb von falschen oder unvollständigen Angaben, was die Auswirkung dieser Angaben auf den Betrag der Anreize auch gewesen sein mag, unbeschadet der Strafverfolgungen, die auf die Personen anwendbar sind, die diese Angaben gemacht haben.

Im Falle einer Rückerstattung des in Artikel 11 erwähnten Anreizes wird die Freistellung des Immobiliensteuervorabzugs *ab initio* abgeschafft.

§ 3. Wenn falsche oder unvollständige Angaben absichtlich mitgeteilt worden sind, um den in Artikel 5 erwähnten Anreiz zu erhalten, kann dem Unternehmen, seinem Angestellten oder Beauftragten eine administrative Geldbuße von 300 bis 3000 Euro auferlegt werden, unter Einhaltung des Verfahrens und der Bedingungen, die in Kapitel 9 des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften gelten für die durch vorliegendes Kapitel bestimmten administrativen Geldbußen festgelegt sind.”.

Abschnitt 16 — Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind

Art. 132 - Artikel 15 des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 15 - § 1. Die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.

§ 2. Unbeschadet von Paragraph 3 werden die in Artikel 3 erwähnten Anreize in Übereinstimmung mit dem Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten erstattet:

1° im Falle der Nichtbeachtung der in oder kraft dieses Dekrets verabschiedeten Bestimmungen oder der Verpflichtungen, die im individuellen Gewährungsbeschluss und in der Vereinbarung angeführt sind;

2° bei Konkurs, Auflösung, freiwillige oder gerichtliche Liquidation des Unternehmens;

3° im Falle einer absichtlichen Übermittlung durch das Unternehmen von falschen oder unvollständigen Angaben, was die Auswirkung dieser Angaben auf den Betrag der Anreize auch gewesen sein mag, unbeschadet der Strafverfolgungen, die auf die Personen anwendbar sind, die diese Angaben gemacht haben.

Im Falle einer Rückerstattung des in Artikel 9 erwähnten Anreizes wird die Freistellung des Immobiliensteuervorabzugs *ab initio* abgeschafft.

§ 3. Wenn falsche oder unvollständige Angaben absichtlich mitgeteilt worden sind, um den in Artikel 5 erwähnten Anreiz zu erhalten, kann dem Unternehmen, seinem Angestellten oder Beauftragten eine administrative Geldbuße von 300 bis 3000 Euro auferlegt werden, unter Einhaltung des Verfahrens und der Bedingungen, die in Kapitel 9 des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften gelten für die durch vorliegendes Kapitel bestimmten administrativen Geldbußen festgelegt sind.”

Abschnitt 17 — Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen

Art. 133 - Artikel 10 des Dekrets vom 25. März 2004 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an die lokalen Entwicklungsagenturen in der durch das Dekret vom 22. November 2007 abgeänderten Fassung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 10 - Die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.”.

Abschnitt 18 — Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft

Art. 134 - Artikel 31 des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft, ersetzt durch das Dekret vom 22. November 2007, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 31 - Die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.”.

Abschnitt 19 — Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzes vom 23. Dezember 2005 über den Solidaritätspakt zwischen den Generationen

Art. 135 - Artikel 59/1 des Gesetzes vom 23. Dezember 2005 über den Solidaritätspakt zwischen den Generationen, eingefügt durch das Dekret vom 20. Juli 2016, wird aufgehoben.

Art. 136 - Artikel 85 desselben Gesetzes, ersetzt durch das Dekret vom 28. April 2016, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 338/2 - Unbeschadet der Inspektions- und Kontrollbefugnisse der für die Sozialversicherungsbeiträge zuständigen föderalen Stellen, die in dieser Angelegenheit die einzigen administrativen und technischen Operatoren sind, erfolgt die Kontrolle der Anwendung der Artikel 79 bis 84 und 87 und ihrer Ausführungsmaßnahmen in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.”.

Abschnitt 20 — Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der "Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform "I.D.E.S.S."

Art. 137 - Artikel 18 Absatz 1 des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der "Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform: "I.D.E.S.S.", abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 18 - Die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften."

Abschnitt 21 — Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie

Art. 138 - In dem Dekret vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie wird die Überschrift von Kapitel X durch folgende Überschrift ersetzt:

"Strategische Verwaltung, Verfahren, Bewertung, Kontrolle und administrative Geldbußen".

Art. 139 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 124/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 124/2 - Die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.

Art. 140 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 124/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 124/3 - Im Falle einer absichtlichen Mitteilung von falschen oder unvollständigen Angaben, was die Auswirkung dieser Angaben auf den Betrag der Zuschüsse oder rückforderbaren Vorschüsse auch gewesen sein mag, und unbeschadet der Strafverfolgungen, die auf die Personen anwendbar sind, die diese Angaben gemacht haben, kann eine administrative Geldbuße von 300 bis 3000 Euro auferlegt werden, unter Einhaltung des Verfahrens und der Bedingungen, die in Kapitel 9 des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften gelten für die durch vorliegendes Kapitel bestimmten administrativen Geldbußen festgelegt sind."

Abschnitt 22 — Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 15. Juli 2008 über die Begleitstrukturen zur selbstgeschaffenen Arbeitstätigkeit, kurz "S.A.A.C.E."

Art. 141 - Artikel 9 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über die Begleitstrukturen zur selbstgeschaffenen Arbeitstätigkeit, kurz "S.A.A.C.E." wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 9 - Die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften."

Abschnitt 23 — Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 6. November 2008 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung ("décret relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination")

Art. 142 - Artikel 5 § 1 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung, ersetzt durch das Dekret vom 19. März 2009 und abgeändert durch das Dekret vom 12. Januar 2012 wird in der französischen Fassung wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 6 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"6° les programmes de remises au travail des demandeurs d'emploi inoccupés;"

b) der Artikel wird um eine Ziffer 11 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"11° les services et emplois de proximité."

Art. 143 - In demselben Dekret wird in der französischen Fassung die Überschrift von Kapitel XII durch Folgendes ersetzt: "Dispositions pénales et amendes administratives".

Art. 124 - In Artikel 27 desselben Dekrets werden in der französischen Fassung die Wörter "Toutes les dispositions" durch die Wörter "Pour les sanctions pénales, toutes les dispositions" ersetzt.

Art. 145 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 27/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 27/1. En cas d'infraction prévue aux articles 23 à 25, en ce qui concerne les domaines visés à l'article 5, § 1^{er}, 3° à 8° et 11°, une amende administrative de 300 à 3.000 euros peut être infligée, selon la procédure et aux conditions fixées par les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

§ 2. En cas d'infraction prévue à l'article 23, en ce qui concerne les domaines visés à l'article 5, § 1^{er}, 3° à 8° et 11°, l'amende pénale est multipliée par le nombre de personnes, victimes de l'infraction.

§ 3. En ce qui concerne les domaines visés à l'article 5, § 1^{er}, 3° à 8° et 11°, l'administrateur de l'employeur, de l'organisation intermédiaire ou de l'opérateur, lorsque celle-ci ou celui-ci est une personne morale, ou le gérant, lorsque celle-ci ou celui-ci est une personne physique, titulaire ou non d'un agrément ou d'un enregistrement ou étant lié par une convention avec l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi ou avec les Services du Gouvernement est civilement responsable du paiement des amendes administratives infligées à ses préposés ou ses mandataires."

Art. 146 - Artikel 34 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 19. März 2009, wird in der französischen Fassung durch folgende Bestimmung ersetzt:

“ § 1^{er}. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, le contrôle de l'application du présent décret et, le cas échéant, de ses arrêtés d'exécution, dans les domaines visés à l'article 5, § 1^{er}, 3^o à 8^o et 11^o, s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

§ 2. Dans chaque autre domaine que ceux visés à l'article 5, § 1^{er}, 3^o à 8^o et 11^o, la surveillance et le contrôle des dispositions du présent décret et, le cas échéant, de ses arrêtés d'exécution sont exercés par les agents désignés par le Gouvernement pour contrôler le respect des dispositions applicables dans le domaine visé, conformément aux dispositions applicables à ces agents.”.

Abschnitt 24 — Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 3. April 2009 über die Registrierung oder Zulassung der Arbeitsvermittlungsgenturen (“décret relatif à l'enregistrement ou à l'agrément des agences de placement”)

Art. 147 - Artikel 15 des Dekrets vom 3. April 2009 über die Registrierung oder Zulassung der Arbeitsvermittlungsgenturen wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 15. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.”.

Art. 148 - In Artikel 16 desselben Dekrets werden in der französischen Fassung folgende Änderungen vorgenommen:

1^o in Paragraf 1 wird der einführende Satz durch folgenden Satz ersetzt: “Sont punis soit d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 euros à 5.000 euros ou de l'une de ces peines seulement, soit d'une amende administrative de 300 à 3.000 euros.”;

2^o Paragraf 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“ § 2. Les dispositions du chapitre 9 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations s'appliquent aux amendes administratives déterminées par le paragraphe 1^{er}.”.

Abschnitt 25 — Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 3. April 2009 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen für die Innenstadtverwaltung (“décret relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions à des associations de gestion centre-ville”)

Art. 149 - Artikel 27 des Dekrets vom 3. April 2009 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen für die Innenstadtverwaltung wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 27. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.”.

Abschnitt 26 — Bestimmungen zur Abänderung des Sozialstrafgesetzbuches vom 6. Juni 2010

Art. 150 - In dem Sozialstrafgesetzbuch vom 6. Juni 2010 werden aufgehoben:

1^o Artikel 173 § 2;

2^o Artikel 175.

Art. 151 - In Artikel 177/1 § 3 desselben Gesetzbuches werden folgende Änderungen vorgenommen:

1^o in Absatz 1 wird Ziffer 3 aufgehoben;

Abschnitt 27 — Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 27. Oktober 2011 über die Unterstützung der Schaffung von Arbeitsstellen durch die Förderung der beruflichen Übergänge zum Status des hauptberuflichen Selbstständigen (“décret relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal”)

Art. 152 - In Artikel des Dekrets vom 27. Oktober 2011 über die Unterstützung der Schaffung von Arbeitsstellen durch die Förderung der beruflichen Übergänge zum Status des hauptberuflichen Selbstständigen wird in der französischen Fassung der 2. Absatz durch Folgendes ersetzt:

“Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.”.

Abschnitt 28 — Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 2. Mai 2013 über die finanziellen Anreize zur Förderung der Einstellung von Personal in manchen Betrieben (“décret relatif aux incitants financiers visant à favoriser l'engagement de personnel auprès de certaines entreprises”)

Art. 153 - Artikel 16 des Dekrets vom 2. Mai 2013 über die finanzielle Anreize zur Förderung der Einstellung von Personal in manchen Betrieben wird in der französischen Fassung durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 16. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.”.

Abschnitt 29 — Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe

Art. 154 - Artikel 26 des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 26 - Die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.“

Abschnitt 30 — Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio

Art. 155 - Artikel 13 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 13 - Wer sich der Arbeit der mit der Kontrolle des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse beauftragten Bediensteten widersetzt, oder vorsätzlich falsche oder unvollständige Angaben oder Dokumente mitteilt, wird entweder mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu drei Jahren und einer Geldbuße von 25 bis zu 250 Euro oder mit nur einer dieser Strafen, oder mit einer administrativen Geldbuße von 10 bis 100 Euro bestraft.“

Die Bestimmungen von Kapitel 9 des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften gelten für die durch Absatz 1 bestimmten administrativen Geldbußen.“

Art. 156 - Artikel 17 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 17 - Die Kontrolle der Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungsmaßnahmen erfolgt in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets vom 28. Februar 2019 über die Kontrolle der Gesetzes- und Verordnungsvorschriften in Bezug auf die Wirtschafts- und Beschäftigungspolitik und die wissenschaftliche Forschung sowie über die Einführung von administrativen Geldbußen bei Verstößen gegen diese Gesetzes- und Verordnungsvorschriften.“

Unternehmen, die Gegenstand der in Absatz 1 erwähnten Kontrolle sind, können nach einem besonderen, von der Regierung bestimmten Verfahren ausgewählt und kontrolliert werden.“

Abschnitt 31 — Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über Beschäftigungsbeihilfen für Zielgruppen (‘‘décret relatif aux aides à l’emploi à destination des groupes-cibles’’)

Art. 157 - Artikel 14 des Dekrets vom 2. Februar 2017 über Beschäftigungsbeihilfen für Zielgruppen wird in der französischen Fassung durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 14. Sans préjudice des compétences d’inspection et de contrôle des institutions fédérales compétentes pour les allocations de travail et les cotisations de sécurité sociale, qui en la matière, sont les seuls opérateurs administratifs et techniques, le contrôle de l’application du présent décret et de ses mesures d’exécution s’exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l’emploi et à la recherche scientifique ainsi qu’à l’instauration d’amendes administratives applicables en cas d’infraction à ces législations et réglementations.“

Abschnitt 32 — Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 2. Februar 2017 über den Eingliederungsvertrag (‘‘décret relatif au contrat d’insertion’’)

Art. 158 - Artikel 14 des Dekrets vom 2. Februar 2017 über den Eingliederungsvertrag wird in der französischen Fassung durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Art. 14. Sans préjudice des compétences d’inspection et de contrôle des institutions fédérales compétentes pour les allocations de travail et les cotisations de sécurité sociale, qui en la matière, sont les seuls opérateurs administratifs et techniques, le contrôle de l’application du présent décret et de ses mesures d’exécution s’exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l’emploi et à la recherche scientifique ainsi qu’à l’instauration d’amendes administratives applicables en cas d’infraction à ces législations et réglementations.“

Art. 159 - Artikel 21 desselben Dekrets wird in der französischen Fassung durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Le contrôle de l’application du régime transitoire relatif au programme de transition professionnelle prévu par les alinéas 1^{er} à 6, s’exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l’emploi et à la recherche scientifique ainsi qu’à l’instauration d’amendes administratives applicables en cas d’infraction à ces législations et réglementations.“

Abschnitt 33 — Dekret zur Aufhebung des Dekrets vom 5. Februar 1998 über die Überwachung und Kontrolle bezüglich der Beachtung der Gesetzgebungen im Bereich der Beschäftigungspolitik (‘‘décret relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l’emploi’’)

Art. 160 - Das Dekret vom 5. Februar 1998 über die Überwachung und Kontrolle bezüglich der Beachtung der Gesetzgebungen im Bereich der Beschäftigungspolitik, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 28. April 2016, wird aufgehoben.

Abschnitt 34 — Schlussbestimmung

Art. 161 - Die Regierung bestimmt das Datum für das Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets.
Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 28. Februar 2019

Der Ministerpräsident,
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst
und die administrative Vereinfachung,
A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung
und Ausbildung,
P.-Y. JÉHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,
Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete,
C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen,
J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,
und Vertreter bei der Großregion,
R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen,
V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzung 2018-2019
Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1276 (2018-2019) Nrn. 1, *1bis* bis 3
Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 27. Februar 2019
Diskussion
Abstimmung

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202056]

28 FEBRUARI 2019. — Decreet betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder :

1° Administratie : de door de Regering aangewezen dienst(en);

2° inspecteurs : de ambtenaren aangewezen door de Regering;

3° werknemers : de personen die krachtens een arbeidsovereenkomst arbeid verrichten onder het gezag van een ander persoon en degenen die daarmee gelijkgesteld worden, met inbegrip van :

a) de personen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst arbeid verrichten onder het gezag van een ander persoon, of die arbeid verrichten onder gelijkaardige voorwaarden als die van een arbeidsovereenkomst;

b) de personen die geen arbeid verrichten onder het gezag van een ander persoon maar die geheel of gedeeltelijk onderworpen zijn aan de wetgeving betreffende de sociale zekerheid der werknemers;

c) de personen bedoeld in artikel 1, 4°, van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus;

d) de binnen een onderneming overgeplaatste werknemers, bedoeld in de normen betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;

e) de buitenlandse zelfstandigen die bij wet of reglement in het bezit moeten zijn van een vergunning om een zelfstandige beroepsactiviteit te kunnen uitoefenen;

4° gerechtigden : de personen, rechthebbenden of rechtverkrigenden, die recht hebben op voordelen toegekend door de wetgevingen en regelgevingen bedoeld in artikel 3, en zij die er aanspraak op maken;

5° werkgevers : de natuurlijke personen, de privé- of publiekrechtelijke rechtspersonen of de feitelijke verenigingen die de onder 3° genoemde personen tewerkstellen of die met werkgevers worden gelijkgesteld in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald bij de wetgeving, met inbegrip van :

a) de natuurlijke of rechtspersonen die uitzenddiensten verlenen, die een outplacementbureau, een wervings- en selectiebureau of een bureau voor kosteloze arbeidsbemiddeling exploiteren overeenkomstig de regelgeving van toepassing op de outplacementbureaus;

b) de gebruikers, namelijk de natuurlijke of rechtspersonen die een beroep doen op de diensten verleend door een outplacementbureau, of die de taken van de werknemers bepalen en toezicht houden op de uitvoering ervan;

c) de begunstigden van subsidies, namelijk de natuurlijke en rechtspersonen die subsidies inzake economie, werkgelegenheid en onderzoek gevraagd of verkregen hebben aan en van het Waalse Gewest of aan en van rechtspersonen, die rechtstreeks of onrechtstreeks door het Gewest gesubsidieerd worden, daarin begrepen ieder door het Waalse Gewest verleend terugvorderbaar voorschot, met of zonder interest;

d) de begunstigden van een erkenning, namelijk de natuurlijke of rechtspersonen die een erkenning inzake economisch beleid, werkgelegenheidsbeleid en wetenschappelijk onderzoek gevraagd of verkregen hebben aan en van het Waalse Gewest of aan en van een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door hem wordt gesubsidieerd ;

e) in het kader van een overplaatsing binnen een onderneming, de entiteit waarin de over te plaatsen persoon tijdelijk wordt overgeplaatst, ongeacht zijn rechtsvorm, gevestigd in het Franse taalgebied;<0

6° sociale gegevens : alle gegevens nodig voor de toepassing van de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en regelgevingen;

7° sociale gegevens van persoonlijke aard : de sociale gegevens met betrekking tot personen die zijn of kunnen worden geïdentificeerd;

8° openbare instellingen van sociale zekerheid : de openbare instellingen, alsmede de diensten van de regeringen die belast zijn met de toepassing van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid;

9° meewerkende instellingen van sociale zekerheid : de instellingen van privaatrecht, die erkend zijn om mee te werken aan de toepassing van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid;

10° werkplaatsen : de plaatsen waar werkzaamheden verricht worden die aan het toezicht van de inspecteurs onderworpen zijn of waar personen tewerkgesteld zijn die onderworpen zijn aan de bepalingen van de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en regelgevingen, en onder meer de ondernemingen, gedeelten van ondernemingen, inrichtingen, gedeelten van inrichtingen, gebouwen, lokalen, plaatsen gelegen binnen het gebied van de onderneming, werven en werken buiten de ondernemingen alsook de plaatsen waar de documenten met betrekking tot de gereuleerde activiteiten bewaard worden;

11° informatiedragers : gelijk welke informatiedragers onder welke vorm ook, zoals boeken, registers, documenten, numerieke of digitale informatiedragers, schijven, banden en met inbegrip van deze die toegankelijk zijn door een informaticasysteem of door elk ander elektronisch apparaat;

12° sanctionerend ambtenaar : de ambtenaar aangewezen door de Regering en gemachtigd om beslissingen te nemen inzake administratieve boete in de zin van dit decreet;

13° overtreders : de natuurlijke of rechtspersoon die een administratieve boete opgelegd kan krijgen overeenkomstig Hoofdstuk 9;

14° betrokkene persoon : de natuurlijke persoon die geïdentificeerd is of kan worden, bedoeld in artikel 4, 1), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en het vrije verkeer van die gegevens, en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

15° algemene verordening gegevensbescherming : Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en het vrije verkeer van die gegevens, en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

Art. 2. De Regering bepaalt de nadere berekeningsregels voor de termijnen en voor het overmaken van stukken, informatie en gegevens in het kader van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan.

Art. 3. De inspecteurs zijn belast met het opsporen en vaststellen van de inbreuken op de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek bedoeld in artikel 6, § 1, VI en IX, en *bis* van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende institutionele hervormingen, waarin bepaald wordt dat de controle uitgeoefend wordt overeenkomstig de bepalingen van dit decreet.

HOOFDSTUK II. — *Bevoegdheden van de inspecteurs*

Art. 4. Onverminderd het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eedaflegging bij de aanvang der grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie, wordt de eed van de inspecteurs in de handen afgelegd van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken of diens afgevaardigde.

Art. 5. De inspecteurs hebben niet de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie.

De inspecteurs kunnen in de uitoefening van hun ambt de bijstand van de lokale en federale politie of van andere gewestelijke diensten vorderen.

Art. 6. De inspecteurs oefenen hun opdrachten uit, voorzien van het legitimatiebewijs van hun ambt, waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld.

In de uitoefening van hun ambt vertonen ze hun legitimatiebewijs en geven de in dat verband ontmoete personen te kennen, in welke hoedanigheid ze optreden.

Art. 7. § 1. De inspecteurs mogen, in de uitoefening van hun opdrachten, op ieder uur van de dag en de nacht, zonder voorafgaande verwittiging alle werkplaatsen betreden die aan hun controle onderworpen zijn wanneer zij redelijkerwijs vermoeden dat daar personen tewerkgesteld zijn die onderworpen zijn aan de wetgevingen en reglementeringen bedoeld in artikel 3.

Tot de bewoonde ruimten hebben zij evenwel enkel toegang:

1° wanneer zij zich tot vaststelling op heterdaad van een inbreuk ter plaatse begeven;

2° op verzoek of met toestemming van de persoon die het werkelijk genot heeft van de bewoonde ruimte. Dat verzoek of de toestemming moet schriftelijk en voorafgaand aan de visitatie worden gegeven;

3° in geval van oproep vanuit die plaats;

4° in geval van brand of overstroming;

5° wanneer zij in het bezit zijn van een machtiging tot visitatie uitgereikt door de onderzoeksrechter.

§ 2. Voor het verkrijgen van een machtiging tot visitatie als bedoeld in paragraaf 1, lid 2, 5°, richten de inspecteurs een met redenen omkleed verzoek aan de onderzoeksrechter, bevattende:

1° de identificatie van de bewoonde ruimten die het voorwerp zijn van de visitatie;

2° de wetgeving die het voorwerp is van het toezicht en waarvoor de werkgelegenheidsinspecteurs van oordeel zijn een machtiging tot visitatie nodig te hebben;

3° in voorkomend geval, de eventuele inbreuken die het voorwerp zijn van de controle;

4° alle documenten en inlichtingen waaruit blijkt dat het gebruik van dit middel nodig is.

Een machtiging tot visitatie kan door de werkgelegenheidsinspecteurs worden verkregen voor de toegang tot de bewoonde ruimten na 21 uur en voor 5 uur mits het verzoek aan de onderzoeksrechter met bijzondere redenen wordt omkleed.

§ 3. De onderzoeksrechter beslist binnen een termijn van maximum 48 uur na de ontvangst van het verzoek bedoeld in paragraaf 2.

De beslissing van de onderzoeksrechter is met redenen dan wel, in geval van visitatie na 21 uur en voor 5 uur, met bijzondere redenen omkleed.

Tegen deze beslissing is geen beroep mogelijk.

Met uitzondering van de stukken waaruit de identiteit van de indiener van een eventuele klacht of aangifte kan worden afgeleid en onverminderd de toepassing van artikel 30 dient het geheel van de motiveringsstukken tot het verkrijgen van de machtiging tot visitatie, als bedoeld in § 2, eerste lid, aan het strafdossier of aan het dossier in het kader waarvan een administratieve geldboete kan worden opgelegd, te worden toegevoegd.

§ 4. In geval van visitatie beschikken de inspecteurs over alle bevoegdheden die aan hen toegekend zijn bij dit decreet, met uitzondering van de opsporing van informatiedragers en de daarmee gepaard gaande bevoegdheden als bedoeld in artikel 8, §§ 3 tot 5.

Art. 8. § 1. De inspecteurs gaan over tot elk onderzoek, elke opsporing, elke controle, en elk verhoor, en winnen alle inlichtingen in die zij nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de wetgevingen en reglementeringen bedoeld in artikel 3 worden nageleefd.

§ 2. De inspecteurs nemen de identiteit op van de personen die zich op de werkplaatsen bevinden of op de andere plaatsen die aan hun controle onderworpen zijn en waarvan zij redelijkerwijs kunnen vermoeden dat zij werkgevers, aangestelden of lasthebbers, werknemers, begunstigden zijn, alsmede van gelijk welke personen wier verklaring zij nodig achten voor de uitoefening van de controle.

Daartoe vorderen de inspecteurs van deze personen de voorlegging van officiële identificatiedocumenten of, bij ontstentenis van deze documenten of in geval van twijfel over hun echtheid, trachten zij de identiteit te achterhalen door het maken van beeldmateriaal, ongeacht de drager ervan, in de gevallen, en volgens de voorwaarden en nadere regels als bepaald in artikel 10.

§ 3. De inspecteurs kunnen eveneens ieder onderzoek, iedere opsporing, iedere controle en ieder verhoor verrichten en alle informatiedragers laten vertonen en onderzoeken die zich bevinden op de werkplaatsen of op de andere plaatsen, die aan hun controle zijn onderworpen en die hetzij sociale gegevens, bedoeld in artikel 1, 6°, bevatten, hetzij gelijk welke andere gegevens bevatten die ingevolge wet of decreet dienen te worden opgemaakt, bijgehouden of bewaard, zelfs wanneer de inspecteurs niet zijn belast met het toezicht op deze wetgeving.

Daartoe mogen de inspecteurs eveneens de in het eerste lid bedoelde informatiedragers opsporen en onderzoeken die vanuit deze plaatsen toegankelijk zijn via een informaticasysteem of via elk ander elektronisch apparaat.

§ 4. De inspecteurs mogen zich eveneens, zonder verplaatsing, alle informatiedragers die gelijk welke andere gegevens bevatten ter inzage doen voorleggen wanneer zij dit nodig achten voor het volbrengen van hun opdracht en overgaan tot het onderzoek ervan.

§ 5. Wanneer de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber afwezig is op het ogenblik van de controle, doen de inspecteurs de nodige inspanningen om contact op te nemen met hem om voormelde informatiedragers te doen overleggen.

Wanneer de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber onbereikbaar is, mogen de inspecteurs tot de opsporing of het onderzoek bedoeld in paragraaf 3 overgaan.

Wanneer de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber zich verzet tegen deze opsporing of dit onderzoek, wordt een proces-verbaal opgesteld wegens verhindering van controle.

Art. 9. De inspecteurs mogen kopies nemen, onder welke vorm ook, van de informatiedragers, bedoeld in artikel 8, §§ 3 en 4, of van de informatie die zij bevatten, of zich deze kosteloos laten verstrekken door de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers.

Wanneer het informatiedragers bedoeld in artikel 8, § 3, betreft die toegankelijk zijn via een informaticasysteem mogen de inspecteurs, door middel van het informaticasysteem of elk ander elektronisch apparaat en met de bijstand van hetzij de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers, hetzij van gelijk welke andere geschikte persoon die beschikt over de nodige of nuttige kennis over de werking van het informaticasysteem, kopies maken onder de door hen gewenste vorm van het geheel of een deel van voormelde gegevens.

Art. 10. § 1. De inspecteurs kunnen vaststellingen doen door middel van het maken van beeldmateriaal, ongeacht de drager ervan. Zij kunnen eveneens beeldmateriaal van derden gebruiken, voor zover deze personen dit beeldmateriaal rechtmatig hebben gemaakt of verkregen. De vaststellingen en het gebruik gelden mits eerbiediging van de bepalingen als bedoeld in paragraaf 3.

§ 2. In bewoonde ruimten mogen de inspecteurs enkel vaststellingen doen door middel van het maken van beeldmateriaal, ongeacht de drager ervan, op voorwaarde dat zij hiertoe beschikken over een machtiging uitgereikt door de onderzoeksrechter. Het verzoek dat de inspecteurs aan de onderzoeksrechter richten om die machtiging te krijgen, dient minstens de gegevens te bevatten vermeld in artikel 7, § 2.

§ 3. Voor de toepassing van dit decreet gelden de vaststellingen die de inspecteurs hebben gedaan door middel van het door hen gemaakte beeldmateriaal tot bewijs van het tegendeel, voor zover voldaan is aan de hierna vermelde voorwaarden:

1° de vaststellingen moeten het voorwerp uitmaken van een proces-verbaal tot vaststelling van een inbreuk door middel van beeldmateriaal, dat naast de in artikel 19 vermelde gegevens ook nog de volgende gegevens moet bevatten:

- a) de identiteit van de inspecteur die het beeldmateriaal heeft gemaakt of rechtmatig heeft verkregen, indien het door derden gemaakt is;
- b) de dag, de datum, het uur waarop en de exacte beschrijving van de plaats waar het beeldmateriaal is gemaakt;
- c) de volledige identificatie van het technisch hulpmiddel waarmee het beeldmateriaal is gemaakt;
- d) een beschrijving van wat op dat beeldmateriaal is te zien, alsmede het verband met de vastgestelde inbreuk;
- e) wanneer het gaat om een detailopname, een aanduiding op het beeldmateriaal waaruit de schaal blijkt;
- f) een rechtmatige afdruk van het beeldmateriaal of, indien dit onmogelijk is, een kopie ervan op een drager als bijlage bij het proces-verbaal, alsmede een volledige opgave van alle nodige technische specificaties om de kopie van dit beeldmateriaal te kunnen bekijken;

g) wanneer er verschillende afdrucken of verschillende dragers zijn, een nummering van deze afdrucken of deze dragers, die eveneens moet voorkomen in de ermee overeenstemmende beschrijving, in het proces-verbaal, van wat op het beeldmateriaal is te zien;

2° de originele drager van het beeldmateriaal moet worden bewaard door de administratie waartoe de inspecteurs behoren die het beeldmateriaal hebben gemaakt totdat een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest is uitgesproken of totdat de beslissing tot het opleggen van een administratieve geldboete van de sanctionerend ambtenaar uitvoerbare kracht heeft gekregen of tot de seponering van de inbreuk door de sanctionerend ambtenaar.

Onverminderd de bepalingen van de reglementering tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en haar uitvoeringsbesluiten, en onverminderd de bepalingen van wetten en reglementen met betrekking tot camerabewaking, verzoekt de administratie in voorkomend geval de derde die het beeldmateriaal heeft gemaakt om de drager gedurende die periode te bewaren.

Art. 11. De inspecteurs kunnen, tegen ontvangstbewijs, de informatiedragers bedoeld in artikel 8, § 3, in beslag nemen of verzegelen, ongeacht of de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber al dan niet eigenaar zijn van deze informatiedragers.

De inspecteurs beschikken over deze bevoegdheden wanneer dit noodzakelijk is voor de opsporing, voor het onderzoek of voor het leveren van het bewijs van de inbreuken of wanneer het gevaar bestaat dat met deze informatiedragers de inbreuken worden voortgezet of nieuwe inbreuken zullen worden gepleegd.

Wanneer de inbeslagname materieel onmogelijk is, worden deze gegevens, evenals de gegevens noodzakelijk om deze te kunnen begrijpen, gekopieerd op dragers, die toebehoren aan de administratie. In geval van dringendheid of om technische redenen, kan gebruik gemaakt worden van dragers, die ter beschikking staan van personen die gerechtigd zijn om het informaticasysteem te gebruiken.

Art. 12. De inspecteurs kunnen, tegen ontvangstbewijs, andere roerende goederen in beslag nemen of verzegelen dan diegene bedoeld in artikel 8, § 3, die aan hun toezicht onderworpen zijn, met inbegrip van roerende goederen die onroerend zijn door incorporatie of door bestemming, of aan de hand waarvan inbreuken op de wetgevingen of reglementeringen bedoeld in artikel 3, kunnen worden vastgesteld. Of de pleger van de inbreuk al dan niet de eigenaar is van deze goederen, is van geen belang. De inspecteurs volgen deze werkwijze wanneer dit noodzakelijk is voor het leveren van het bewijs van deze inbreuken of wanneer het gevaar bestaat dat met deze goederen de inbreuken worden voortgezet of nieuwe inbreuken zullen worden gepleegd.

Art. 13. Wanneer de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber, hetzij niet aanwezig waren bij de opsporing en het onderzoek bedoeld in artikel 8, § 3, hetzij daarmee niet vrijwillig instemden, dienen de inspecteurs de werkgever schriftelijk te informeren over het feit dat die opsporing en dit onderzoek hebben plaatsgehad en over de informatiedragers die werden gekopieerd. Dit geschrift bevat de gegevens bepaald in artikel 14.

Voor de informatiedragers die in beslag werden genomen, wordt gehandeld in overeenstemming met artikel 14.

Art. 14. § 1. Vormen het voorwerp van een schriftelijke vaststelling, tegen ontvangstbewijs afgeleverd:

1° de inbeslagnames uitgevoerd krachtens de artikelen 11 en 12;

2° de maatregelen genomen in de gevallen bepaald in artikel 13 waarbij de werkgever, diens aangestelde of lasthebber ofwel niet aanwezig was ofwel er niet vrijwillig mee instemde.

§ 2. Het geschrift bedoeld in paragraaf 1 vermeldt:

1° de datum en het uur waarop de maatregelen zijn genomen;

2° de identiteit van de inspecteurs, de hoedanigheid waarin zij tussenkomen en de administratie waartoe zij behoren;

3° de genomen maatregelen;

4° de weergave van de tekst van artikel 44;

5° de rechtsmiddelen tegen de maatregelen en het bevoegde gerechtelijk arrondissement;

6° de overheidsinstelling die in geval van hoger beroep moet worden gedagvaard.

Art. 15. Een beroep kan worden ingesteld bij de voorzitter van de arbeidsrechtbank door iedere persoon die van oordeel is dat :

1° zijn rechten geschaad worden door de inbeslagnames verricht ter uitvoering van de artikelen 11 en 12;

2° de maatregelen genomen in de gevallen bepaald in artikel 13 waarbij de werkgever, diens aangestelde of lasthebber ofwel niet aanwezig was ofwel er niet vrijwillig mee instemde.

De vordering wordt ingesteld en behandeld zoals in kortgeding.

Art. 16. De inspecteurs mogen bevelen dat de documenten die moeten worden aangeplakt ingevolge de wetgevingen en reglementeringen bedoeld in artikel 3, daadwerkelijk aangeplakt worden en blijven, binnen een termijn die zij bepalen of zonder uitstel.

Zij mogen eveneens, indien zij dat in het belang van de werknemers of de begunstigen nodig achten, elk document opmaken of overhandigen ter vervanging van de documenten bedoeld bij de wetgevingen of reglementeringen bedoeld in artikel 3.

Art. 17. Overeenkomstig artikel 59 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken en de artikelen 2 en 3 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1982 inzake de bescherming van de vrijheid van het taalgebruik van de Franse taal in de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en hun personeel, alsook van akten en documenten van ondernemingen opgelegd door de wet en de reglementen, kunnen de inspecteurs een vertaling eisen van de gegevens bedoeld in artikel 8.

Art. 18. Onverminderd het vorderingsrecht van het openbaar ministerie en van de onderzoeksrechter, bedoeld in de artikelen 28ter, § 3, en 56, § 2, van het Wetboek van strafvordering beschikken de inspecteurs over een beoordelingsbevoegdheid om:

1° inlichtingen en adviezen te geven, inzonderheid over de meest doeltreffende middelen om de bepalingen na te leven van dit decreet en van de wetgevingen en reglementeringen bedoeld in artikel 3;

2° waarschuwingen te richten;

3° controleverslagen op te stellen;

4° de overtreder een termijn op te leggen om zich in orde te stellen;

5° processen-verbaal op te maken tot vaststelling van de inbreuken op dit artikel en de wetgevingen en reglementeringen bedoeld in artikel 3.

Art. 19. Elk proces-verbaal tot vaststelling van een inbreuk op de wetgevingen en reglementeringen bedoeld in artikel 3 en op de bepalingen van dit decreet bevat volgende gegevens:

1° de identiteit van de verbaliserende ambtenaar;

2° de bepaling waaraan de verbaliserende ambtenaar zijn bevoegdheid tot optreden ontleent;

3° de plaats en de datum van de inbreuk;

4° de identiteit van de vermeende dader en van de betrokkenen;

5° de wettelijke bepaling waarop inbreuk werd gepleegd;

6° een beknopt relaas van de feiten met betrekking tot de gepleegde inbreuken;

7° de datum en de plaats van opmaak van het proces-verbaal, het eventuele verband met andere processen-verbaal, en, in voorkomend geval, de inventaris van de bijlagen.

Art. 20. Het proces-verbaal tot vaststelling van een inbreuk wordt aan het openbaar ministerie en aan de sanctionerend ambtenaar overgemaakt binnen een termijn van veertien dagen ingaand daags na de dag van de vaststelling van het laatste element dat deel van de inbreuk is.

Daarvan wordt een afschrift overgemaakt aan de vermeende pleger van de inbreuk evenals, in voorkomend geval, aan diens werkgever. Zoniet hebben laatstgenoemden te allen tijde het recht om er een afschrift van te bekomen bij de inspecteur die het proces-verbaal heeft opgemaakt.

Art. 21. Het proces-verbaal tot vaststelling van de inbreuken, opgemaakt door een inspecteur, heeft volle bewijskracht tot het tegendeel bewezen is als een afschrift daarvan per aangetekend schrijven overgemaakt wordt aan de vermeende pleger van de inbreuk en, in voorkomend geval, aan diens werkgever, binnen een termijn van veertien dagen ingaand daags na de dag van de vaststelling van het laatste element dat deel van de inbreuk is.

Wanneer de vermeende pleger van de inbreuk of de werkgever niet geïdentificeerd kan worden de dag van de vaststelling van de inbreuk, begint de termijn van veertien dagen, bedoeld in artikel 20, lid 1, en in lid 1, te lopen de dag waarop de vermeende pleger van de inbreuk waarop de inspecteur de vermeende pleger van de inbreuk met zekerheid kon identificeren.

Voor de toepassing van de termijn bedoeld in het eerste lid vormen het geven van een waarschuwing aan de vermeende pleger van de inbreuk of het verlenen van een termijn om aan de voorschriften te voldoen geen vaststelling van de inbreuk.

Art. 22. De materiële vaststellingen die gedaan zijn in een proces-verbaal kunnen gebruikt worden door de inspecteurs van dezelfde dienst en door de inspecteurs van de andere inspectiediensten of door de inspecteurs die belast zijn met het toezicht op de naleving van andere wetgevingen.

HOOFDSTUK III. — *Samenwerking en uitwisseling van inlichtingen*

Art. 23. De inspecteurs delen de inlichtingen die zij tijdens hun inspectie hebben ingezameld mee aan de openbare en aan de meewerkende instellingen van sociale zekerheid, aan de inspecteurs van de andere inspectiediensten, alsook aan alle ambtenaren belast met het toezicht op andere wetgevingen of met de toepassing van een andere wetgeving, in de mate dat die inlichtingen laatstgenoemden kunnen aanbelangen bij de uitoefening van het toezicht waarmee zij belast zijn of met toepassing van een andere wetgeving.

De inspecteurs delen deze inlichtingen mee wanneer de openbare instellingen van sociale zekerheid, de inspecteurs van de andere inspectiediensten of de andere ambtenaren belast met het toezicht of met de toepassing van een andere wetgeving erom verzoeken.

Evenwel mogen inlichtingen ingewonnen tijdens de uitoefening van plichten voorgeschreven door de rechterlijke overheid slechts worden meegedeeld mits toestemming van deze laatste.

Art. 24. Onverminderd artikel 44/1 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, verstrekken alle diensten van de Staat, met inbegrip van de parketten en de griffies van de hoven en van alle rechtscolleges, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de gemeenten, de verenigingen waartoe ze behoren, en van de openbare instellingen die ervan afhankelijk zijn, alsmede van alle openbare en meewerkende instellingen van sociale zekerheid, op grond van een samenwerkingsakkoord gesloten krachtens artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de inspecteurs, op hun verzoek, alle inlichtingen die laatstgenoemden nuttig achten voor het toezicht op de naleving van de wetgeving waarmee ze belast zijn, en leggen ze hun alle boeken, registers, documenten, schijven, banden of gelijk welke andere informatiedragers ter inzage voor en verstrekken ze hun uittreksels, afschriften, afdrukken, uitdraaien, kopieën of fotokopieën ervan.

De diensten van de Regering en de openbare instellingen die ervan afhankelijk zijn verstrekken die inlichtingen, uittreksels, afschriften, afdrukken, uitdraaien, kopieën of fotokopieën kosteloos in het kader van een gerechtvaardigd en evenredig verzoek.

De akten, stukken, registers, documenten of inlichtingen ingezameld tijdens de uitvoering van de taken opgelegd door de rechterlijke overheid mogen evenwel enkel worden meegedeeld met haar uitdrukkelijke toestemming.

Art. 25. De openbare instellingen en de meewerkende instellingen van sociale zekerheid, de inspecteurs, de inspecteurs van de andere inspectiediensten, alsook alle ambtenaren belast met het toezicht op andere wetgevingen, mogen de inlichtingen verkregen op grond van de artikelen 23 en 24 gebruiken voor de uitoefening van alle opdrachten betreffende het toezicht waarmee ze belast zijn.

Art. 26. De Regering kan eveneens, ter uitvoering van een samenwerkingsakkoord dat met de bevoegde Regeringen van de andere Gemeenschappen en Gewesten wordt gesloten, op het territoriale bevoegdheidsgebied van het Waals Gewest de aanwezigheid toestaan van de werkgelegenheidsinspecteurs van een andere Gemeenschap of een ander Gewest, om alle inlichtingen in te zamelen die van nut kunnen zijn voor de uitoefening van het toezicht waarmee laatstgenoemden belast zijn.

De inlichtingen die op het territoriale bevoegdheidsgebied van een andere Gemeenschap of een ander Gewest worden ingezameld in het kader van een akkoord dat met de Regeringen van andere Gemeenschappen en Gewesten wordt gesloten, kunnen op dezelfde wijze worden gebruikt als de inlichtingen die op het grondgebied van het Franse taalgebied of van de Duitstalige Gemeenschap door inspecteurs bedoeld bij dit decreet worden ingezameld.

Art. 27. Met de arbeidsinspecties van de andere lidstaten van de Internationale Arbeidsorganisatie, waar het verdrag nr. 81 betreffende de arbeidsinspectie in de industrie en de handel, goedgekeurd bij de wet van 29 maart 1957, gelding heeft, mogen de inspecteurs alle inlichtingen uitwisselen die van nut kunnen zijn voor de uitoefening van het toezicht waarmee elk van hen belast is.

Van de inlichtingen die van de arbeidsinspecties van de andere lidstaten van de Internationale Arbeidsorganisatie worden verkregen, wordt op dezelfde wijze gebruik gemaakt als van de gelijkaardige inlichtingen die de werkgelegenheidsinspecteurs rechtstreeks inzamelen.

De inlichtingen ten behoeve van de arbeidsinspecties van die lidstaten worden op dezelfde wijze ingezameld door de inspecteurs als de gelijkaardige inlichtingen die zij inzamelen voor de uitoefening van het toezicht waarmee zij zelf belast zijn.

De bevoegde autoriteiten van het Waals Gewest kunnen eveneens, ter uitvoering van een akkoord dat met de bevoegde autoriteiten van een lidstaat van de Internationale Arbeidsorganisatie wordt gesloten, op het territoriale bevoegdheidsgebied van het Waals Gewest de aanwezigheid toestaan van ambtenaren van de inspecties van die lidstaat om alle inlichtingen in te zamelen die van nut kunnen zijn voor de uitoefening van het toezicht waarmee laatstgenoemden belast zijn.

De inlichtingen die door een inspecteurs in het buitenland worden ingezameld in het kader van een akkoord dat met een lidstaat van de Internationale Arbeidsorganisatie is gesloten, kunnen op dezelfde wijze worden gebruikt als de inlichtingen die op het grondgebied van het Waals Gewest door de inspecteurs worden ingezameld.

In uitvoering van een akkoord als bedoeld in lid 5 kan de administratie met de arbeidsinspecties van de andere lidstaten van de Internationale Arbeidsorganisatie bedoeld in het eerste lid, eveneens overgaan tot andere vormen van wederzijdse bijstand en samenwerking.

Het bepaalde in het eerste tot zesde lid is tevens van toepassing op de akkoorden gesloten inzake uitwisseling van gegevens tussen de bevoegde autoriteiten van het Waals Gewest en de bevoegde autoriteiten van de Staten die het verdrag nr. 81 betreffende de arbeidsinspectie in de industrie en de handel, goedgekeurd bij de wet van 29 maart 1957, niet hebben ondertekend.

HOOFDSTUK IV. — *Plichten van de inspecteurs*

Art. 28. Bij de uitoefening van hun bevoegdheden dienen de inspecteurs er voor te zorgen dat de middelen die zij aanwenden passend en noodzakelijk zijn voor het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan en de wetgevingen en reglementeringen bedoeld in artikel 3.

Art. 29. De inspecteurs nemen de nodige maatregelen om het vertrouwelijk karakter te waarborgen van de gegevens van persoonlijke aard waarvan ze kennis hebben gekregen in de uitoefening van hun opdracht en om te waarborgen dat deze gegevens uitsluitend worden aangewend voor de uitoefening van hun toezichtsoptocht.

Art. 30. Behoudens uitdrukkelijke machtiging van de indiener van een klacht of van een aangifte betreffende een inbreuk op de bepalingen van de wetgevingen en reglementeringen bedoeld in artikel 3, mogen de inspecteurs in geen enkel geval:

1° zelfs niet voor de rechtbanken, de identiteit van de indiener van deze klacht of van deze aangifte bekendmaken;

2° de werkgever of diens vertegenwoordiger onthullen dat ingevolge een klacht of een aangifte een inspectie werd doorgevoerd.

Art. 31. De inspecteurs mogen geen enkel rechtstreeks of onrechtstreeks belang hebben bij de werkgevers of in de ondernemingen of instellingen die ze dienen te controleren.

Art. 32. In de uitoefening van hun opdrachten nemen de inspecteurs de deontologieregels in acht, zoals bepaald door de Regering.

Art. 33. § 1. Bij het verhoren van personen, ongeacht in welke hoedanigheid zij worden verhoord, nemen de inspecteurs ten minste de volgende regels in acht:

1° ieder verhoor begint met de beknopte mededeling van de feiten waarover het zal handelen, en de mededeling aan de ondervraagde persoon dat:

a) hij kan vragen dat alle vragen die hem worden gesteld en alle antwoorden die hij geeft, worden genoteerd in de gebruikte bewoordingen;

b) hij kan vragen dat iedere maatregel behorende tot de bevoegdheid van de inspecteurs krachtens dit decreet wordt verricht;

c) zijn verklaringen als bewijs in rechte kunnen worden gebruikt;

d) hij niet verplicht kan worden zichzelf te beschuldigen;

2° eenieder die wordt ondervraagd, mag:

a) gebruik maken van de documenten in zijn bezit, zonder dat daardoor het verhoor wordt uitgesteld;

b) tijdens de ondervraging of later, eisen dat deze documenten bij het proces-verbaal van verhoor worden gevoegd;

3° het proces-verbaal vermeldt :

a) het tijdstip waarop het verhoor wordt aangevat, eventueel onderbroken en hervat, alsook beëindigd;

b) de identiteit van de personen die in het verhoor, of in een gedeelte daarvan, tussenkomen, en het tijdstip van hun aankomst en vertrek;

c) de bijzondere omstandigheden en alles wat op de verklaring of de omstandigheden waarin zij is afgelegd, een bijzonder licht kan werpen.

Aan het einde van het verhoor geven de inspecteurs de ondervraagde persoon het proces-verbaal te lezen, tenzij hij vraagt dat het hem wordt opgelezen. Er wordt hem gevraagd of hij zijn verklaringen wil verbeteren of daaraan iets wil toevoegen. Na het lezen van het in voorkomend geval verbeterde en aangevulde proces-verbaal, wordt het ondertekend door de steller. Deze nodigt vervolgens de ondervraagde persoon en de desgevallend tussenkomende partijen uit om op hun beurt te ondertekenen. In geval van weigering van ondertekening door de ondervraagde persoon of een tussenkomende partij wordt daar in het proces-verbaal daar melding van gemaakt.

Indien de ondervraagde persoon zich in een andere taal dan die van de procedure wenst uit te drukken, wordt ofwel een beroep gedaan op een beëdigde tolk, ofwel worden zijn verklaringen genoteerd in zijn taal, ofwel wordt hem gevraagd zelf zijn verklaring te noteren. Indien het verhoor plaatsheeft met bijstand van een tolk worden diens identiteit en hoedanigheid vermeld.

§ 2. Onverminderd § 1, wordt, vooraleer wordt overgegaan tot het verhoor van een persoon aangaande misdrijven die hem ten laste kunnen worden gelegd, aan de te ondervragen persoon op beknopte wijze kennis gegeven van de feiten waarover hij zal worden verhoord en wordt hem meegedeeld dat:

1° hij niet verplicht kan worden zichzelf te beschuldigen;

2° hij de keuze heeft na bekendmaking van zijn identiteit om een verklaring af te leggen, te antwoorden op de hem gestelde vragen of te zwijgen;

3° hij het recht heeft om vóór het eerste verhoor een vertrouwelijk overleg te hebben met een advocaat naar keuze of een hem toegewezen advocaat, in zoverre de feiten die hem ten laste kunnen worden gelegd een inbreuk betreffen waarvan de straf aanleiding kan geven tot het verlenen van een bevel tot aanhouding;

4° in voorkomend geval, hij niet van zijn vrijheid is benomen en hij op elk ogenblik kan gaan en staan waar hij wil.

Alleen de meerderjarige te ondervragen persoon kan vrijwillig en weloverwogen afstand doen van het in het eerste lid, 3°, bedoelde recht. Hij moet de afstand schriftelijk doen, in een door hem gedateerd en ondertekend document.

Indien het eerste verhoor op schriftelijke uitnodiging geschiedt, kunnen de in het eerste lid, 1° tot en met 4° vermelde rechten, evenals de beknopte mededeling van de feiten waarover de te ondervragen persoon zal worden verhoord, reeds ter kennis gebracht worden in deze uitnodiging waarvan een afschrift gevoegd wordt bij het proces-verbaal van verhoor. In dat geval wordt de betrokkene geacht een advocaat te hebben geraadpleegd alvorens zich aan te bieden voor het verhoor.

Indien het verhoor niet op uitnodiging geschiedt of indien bij de uitnodiging de in het vierde lid bepaalde elementen niet zijn vermeld, kan het verhoor op verzoek van de te ondervragen persoon eenmalig worden uitgesteld, teneinde hem de gelegenheid te geven een advocaat te raadplegen.

§ 3. Aan de in § 2 bedoelde persoon wordt voor het eerste verhoor een schriftelijke verklaring van de in dezelfde paragraaf bedoelde rechten overgemaakt.

§ 4. Indien tijdens het verhoor van een persoon, die aanvankelijk niet als verdachte werd beschouwd, blijkt dat er elementen zijn die laten vermoeden dat hem inbreuken ten laste kunnen worden gelegd, dan wordt hij ingelicht over de rechten die hij heeft ingevolge § 2 en wordt hem de in § 3 bedoelde schriftelijke verklaring overgemaakt.

Art. 34. De inspecteurs delen de ondervraagde mee dat hij kosteloos een afschrift van de tekst van verhoor kan verkrijgen.

Dit afschrift wordt hem onmiddellijk of binnen een maand overgemaakt of toegezonden.

Evenwel kan de door de Regering aangewezen ambtenaar, aan de hand van een met redenen omklede beslissing, het tijdstip van deze mededeling uitstellen voor een eenmalig hernieuwbare termijn van ten hoogste drie maanden. Deze beslissing wordt opgenomen in het dossier.

HOOFDSTUK V. — *Bijzondere controlemethodes*

Art. 35. De controle op de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen kan zich beperken, indien bedoelde wetgevingen en reglementeringen daarin uitdrukkelijk voorzien, en volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, tot het onderzoek van een representatieve steekproef van het geheel of een gedeelte van de aspecten die in het kader van de rechtvaardiging van de storting van een aan een werkgever toegekende subsidie geverifieerd moeten worden.

Art. 36. Wanneer een in artikel 3 bedoelde wetgeving of reglementering daarin uitdrukkelijk voorziet, worden de resultaten van de controle verricht op de representatieve steekproef volgens de door de Regering vastgestelde procedures geëxtrapoleerd naar alle elementen die aan de basis van die steekproef lagen.

Bij de controle van bewijsstukken van de werkingskosten of personeelsuitgaven die door de aan een werkgever toegekende subsidie moeten worden gedekt, kan echter geen extrapolatie naar alle uitgaven worden gemaakt op basis van een onderzoek van een eenvoudige steekproef van dergelijke bewijsstukken.

Art. 37. Een werkgever die zich benadeeld acht door de toepassing van de in de artikelen 35 en 36 beschreven controlemethode kan de geldigheid van een door de inspecteurs geweigerd element met alle wettelijke middelen bewijzen.

HOOFDSTUK VI. — *Bescherming van de persoonlijke levenssfeer*

Afdeling 1. — Aanwijzing van de verantwoordelijke voor de verwerking

Art. 38. De verantwoordelijke voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van artikel 4,7), van de algemene verordening gegevensbescherming is het Departement Inspectie van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst.

Afdeling 2 - Het recht op informatie bij de verzameling van persoonsgegevens en op mededeling van persoonsgegevens

Art. 39. § 1. In afwijking van de artikelen 13 en 14 van de algemene verordening gegevensbescherming, om de doelstellingen van algemeen belang te waarborgen, en voor zover artikel 14, § 5, d), in het specifieke geval niet kan worden ingeroepen, kan het recht op informatie worden uitgesteld, beperkt of uitgesloten voor wat betreft verwerkingen van persoonsgegevens.

De in het eerste lid bedoelde verwerkingen zijn deze die de voorbereiding, de organisatie, het beheer en de opvolging van de door de inspecteurs gevoerde onderzoeken, en de procedures voor de eventuele toepassing van een administratieve geldboete door de sanctionerend ambtenaar, tot doel hebben.

Onverminderd de bewaring noodzakelijk voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van de algemene verordening gegevensbescherming, worden de persoonsgegevens die voortkomen uit de in het eerste lid bedoelde afwijking niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, met een maximale bewaartermijn die één jaar na de definitieve beëindiging van de rechterlijke, administratieve en buitengerechtelijke procedures en beroepen die voortvloeien uit de beperking van de rechten van de betrokkene persoon niet mag overschrijden.

§ 2. De in § 1 bedoelde afwijkingen gelden gedurende de periode waarin de betrokkene het voorwerp uitmaakt van een controle of een onderzoek of de daarmee verband houdende voorbereidende werkzaamheden uitgevoerd door de inspecteurs in het kader van de uitvoering van hun wettelijke of reglementaire opdrachten, alsook gedurende de periode waarin de sanctionerend ambtenaar zijn dossier overeenkomstig hoofdstuk 9 van dit decreet behandelt.

Deze afwijkingen op het recht op informatie gelden voor zover de toepassing van dit recht nadelig zou zijn voor de controle, het onderzoek of de voorbereidende werkzaamheden of het geheim van het strafonderzoek of de veiligheid van personen dreigt te schenden.

De duur van de voorbereidende werkzaamheden, bedoeld in de vorige leden gedurende dewelke de artikelen 13 en 14 van de algemene verordening gegevensbescherming niet van toepassing zijn, mag niet meer bedragen dan één jaar vanaf de ontvangst van een verzoek betreffende het meedelen van de te verstrekken informatie met toepassing van deze artikelen 13 en 14.

De beperking bedoeld in § 1, eerste lid, heeft geen betrekking op gegevens die los staan van het voorwerp van het onderzoek dat of van de controle die de weigering of beperking van informatie rechtvaardigt.

§ 3. Bij ontvangst van een verzoek betreffende het meedelen van de te verstrekken informatie bedoeld in § 2, derde lid, bevestigt de verwerkingsverantwoordelijke de ontvangst hiervan.

De verwerkingsverantwoordelijke informeert de betrokkene schriftelijk, onverwijld, en hoe dan ook binnen één maand na de ontvangst van het verzoek, over iedere weigering of beperking van informatie, alsook over de redenen voor deze weigering of beperking. Die informatie over de weigering of beperking kan achterwege worden gelaten wanneer de verstrekking daarvan één van de doelstellingen genoemd in § 1, tweede lid, zou ondermijnen. Afhankelijk van de complexiteit van de verzoeken en van het aantal verzoeken kan die termijn indien nodig met nog eens twee maanden worden verlengd. De verwerkingsverantwoordelijke stelt de betrokkene binnen één maand na ontvangst van het verzoek in kennis van deze verlenging en van de redenen van het uitstel.

De verwerkingsverantwoordelijke licht de betrokkene in over de mogelijkheid om klacht in te dienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit en om een beroep in rechte in te stellen.

De verwerkingsverantwoordelijke vermeldt de feitelijke of juridische redenen waarop zijn beslissing steunt. Deze inlichtingen worden ter beschikking gesteld van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Wanneer het departement Inspectie gebruik heeft gemaakt van de uitzondering bepaald in § 1, eerste lid, en met uitzondering van de situaties bedoeld in het zesde en zevende lid van paragraaf 3, wordt de uitzonderingsregel onmiddellijk opgeheven na de afsluiting van de controle of van het onderzoek. De verwerkingsverantwoordelijke brengt de betrokkene hiervan onverwijld op de hoogte.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan de gerechtelijke overheid, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld na machtiging door de gerechtelijke overheid of nadat de gerechtelijke fase is beëindigd of, in voorkomend geval, nadat de sanctionerend ambtenaar een beslissing heeft genomen. Evenwel mogen inlichtingen die werden ingewonnen tijdens de uitoefening van plichten voorgeschreven door de rechterlijke overheid slechts worden meegedeeld mits uitdrukkelijke machtiging van deze laatste.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan de Administratie waarvan het Departement Inspectie afhangt, of aan de bevoegde instelling om over de bevindingen van het onderzoek te beslissen, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld nadat de bevoegde Administratie of instelling heeft beslist over het resultaat van het onderzoek.

Afdeling 3 . — Het recht op inzage van persoonsgegevens

Art. 40. § 1. In afwijking van artikel 15 van de algemene verordening gegevensbescherming, om de doelstellingen van algemeen belang te waarborgen, kan het recht op inzage van de hem betreffende persoonsgegevens geheel of gedeeltelijk worden uitgesteld en beperkt voor wat betreft verwerkingen van persoonsgegevens.

De in het eerste lid bedoelde verwerkingen zijn deze die de voorbereiding, de organisatie, het beheer en de opvolging van de door de inspecteurs gevoerde onderzoeken, en de procedures voor de eventuele toepassing van een administratieve geldboete door de sanctionerend ambtenaar, tot doel hebben.

Onverminderd de bewaring noodzakelijk voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van de algemene verordening gegevensbescherming, worden de persoonsgegevens die voortkomen uit de in het eerste lid bedoelde afwijking niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, met een maximale bewaartermijn die één jaar na de definitieve beëindiging van de rechterlijke, administratieve en buitengerechtelijke procedures en beroepen die voortvloeien uit de beperking van de rechten van de betrokkene persoon niet mag overschrijden.

§ 2. De in § 1 bedoelde afwijkingen gelden gedurende de periode waarin de betrokkene het voorwerp uitmaakt van een controle of een onderzoek of de daarmee verband houdende voorbereidende werkzaamheden uitgevoerd door de inspecteurs in het kader van de uitvoering van hun wettelijke of reglementaire opdrachten, alsook gedurende de periode waarin de sanctionerend ambtenaar zijn dossier overeenkomstig hoofdstuk 9 van dit decreet behandelt.

Deze afwijkingen op het recht op toegang tot de informatie gelden voor zover de toepassing van dit recht nadelig zou zijn voor de controle, het onderzoek of de voorbereidende werkzaamheden of het geheim van het strafonderzoek of de veiligheid van personen dreigt te schenden.

De duur van de voorbereidende werkzaamheden, bedoeld in de vorige leden gedurende dewelke artikelen 15 van de algemene verordening gegevensbescherming niet van toepassing is, mag niet meer bedragen dan één jaar vanaf de ontvangst van een verzoek betreffende het meedelen van de te verstrekken informatie met toepassing van artikel 15.

De beperking bedoeld in § 1, eerste lid, heeft geen betrekking op gegevens die los staan van het voorwerp van het onderzoek dat of van de controle die de weigering of beperking van toegang tot informatie rechtvaardigt.

§ 3. Bij ontvangst van een verzoek tot inzage bevestigt de verwerkingsverantwoordelijke de ontvangst hiervan.

De verwerkingsverantwoordelijke informeert de betrokkene schriftelijk, onverwijld, en in ieder geval binnen één maand na de ontvangst van het verzoek, over iedere weigering of beperking van zijn recht op inzage van de hem betreffende gegevens alsook van de redenen voor deze weigering of beperking. Die informatie over de weigering of beperking kan achterwege worden gelaten wanneer de verstrekking daarvan één van de doelstellingen genoemd in § 1, tweede lid, zou ondermijnen. Afhankelijk van de complexiteit van de verzoeken en van het aantal verzoeken kan die termijn indien nodig met nog eens twee maanden worden verlengd. De verwerkingsverantwoordelijke stelt de betrokkene binnen één maand na ontvangst van het verzoek in kennis van deze verlenging en van de redenen van het uitstel.

De verwerkingsverantwoordelijke licht de betrokkene in over de mogelijkheid om klacht in te dienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit en om een beroep in rechte in te stellen.

De verwerkingsverantwoordelijke vermeldt de feitelijke of juridische redenen waarop zijn beslissing steunt. Deze inlichtingen worden ter beschikking gesteld van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Wanneer het departement Inspectie gebruik heeft gemaakt van de uitzondering bepaald in § 1, eerste lid, en met uitzondering van de situaties bedoeld in het zesde en zevende lid van paragraaf 3, wordt de uitzonderingsregel onmiddellijk opgeheven na de afsluiting van de controle of van het onderzoek. De verwerkingsverantwoordelijke brengt de betrokkene hiervan onverwijld op de hoogte.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan de gerechtelijke overheid, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld na machtiging door de gerechtelijke overheid of nadat de gerechtelijke fase is beëindigd of, in voorkomend geval, nadat de sanctionerend ambtenaar een beslissing heeft genomen. Evenwel mogen inlichtingen die werden ingewonnen tijdens de uitoefening van opdrachten voorgeschreven door de rechterlijke overheid slechts worden meegegeeld mits uitdrukkelijke machtiging van deze laatste.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan de Administratie waarvan het Departement Inspectie afhangt, of aan de bevoegde instelling om over de bevindingen van het onderzoek te beslissen, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld nadat de bevoegde Administratie of instelling heeft beslist over het resultaat van het onderzoek.

Afdeling 4 . — Het recht op rectificatie

Art. 41. § 1. In afwijking van artikel 16 van de algemene verordening gegevensbescherming, om de doelstellingen van algemeen belang te waarborgen, kan het recht op rectificatie van de hem betreffende persoonsgegevens geheel of gedeeltelijk worden uitgesteld, beperkt of uitgesloten voor wat betreft verwerkingen van persoonsgegevens.

De in het eerste lid bedoelde verwerkingen zijn deze die de voorbereiding, de organisatie, het beheer en de opvolging van de door de inspecteurs gevoerde onderzoeken, en de procedures voor de eventuele toepassing van een administratieve geldboete door de sanctionerend ambtenaar, tot doel hebben.

Onverminderd de bewaring noodzakelijk voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van de algemene verordening gegevensbescherming, worden de persoonsgegevens die voortkomen uit de in het eerste lid bedoelde afwijking niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, met een maximale bewaartermijn die één jaar na de definitieve beëindiging van de rechterlijke, administratieve en buitengerechtelijke procedures en beroepen die voortvloeien uit de beperking van de rechten van de betrokkene persoon niet mag overschrijden.

§ 2. De in § 1 bedoelde afwijkingen gelden gedurende de periode waarin de betrokkene het voorwerp uitmaakt van een controle of een onderzoek of de daarmee verband houdende voorbereidende werkzaamheden uitgevoerd door de inspecteurs in het kader van de uitvoering van hun wettelijke of reglementaire opdrachten, alsook gedurende de periode waarin de sanctionerend ambtenaar zijn dossier overeenkomstig hoofdstuk 9 van dit decreet behandelt.

Deze afwijkingen gelden voor zover de toepassing van het recht op rectificatie nadelig zou zijn voor de controle, het onderzoek of de voorbereidende werkzaamheden of het geheim van het strafonderzoek of de veiligheid van personen dreigt te schenden.

De duur van de voorbereidende werkzaamheden, bedoeld in de vorige leden gedurende dewelke artikel 16 van de algemene verordening gegevensbescherming niet van toepassing is, mag niet meer bedragen dan één jaar vanaf de ontvangst van een verzoek betreffende het meedelen van de te verstrekken informatie met toepassing van artikel 16.

De beperking bedoeld in § 1, eerste lid, heeft geen betrekking op gegevens die los staan van het voorwerp van het onderzoek dat of van de controle die de weigering of beperking van informatie rechtvaardigt.

§ 3. Bij ontvangst van een verzoek tot rectificatie bevestigt de verwerkingsverantwoordelijke de ontvangst hiervan.

De verwerkingsverantwoordelijke informeert de betrokkene schriftelijk, onverwijld, en in ieder geval binnen één maand na de ontvangst van het verzoek, over iedere weigering of beperking van zijn recht op rectificatie, alsook over de redenen voor deze weigering of beperking. Die informatie over de weigering of beperking kan achterwege worden gelaten wanneer de verstrekking daarvan één van de doelstellingen genoemd in § 1, tweede lid, zou ondermijnen. Afhankelijk van de complexiteit van de verzoeken en van het aantal verzoeken kan die termijn indien nodig met nog eens twee maanden worden verlengd. De verwerkingsverantwoordelijke stelt de betrokkene binnen één maand na ontvangst van het verzoek in kennis van deze verlenging en van de redenen van het uitstel.

De verwerkingsverantwoordelijke licht de betrokkene in over de mogelijkheid om klacht in te dienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit en om een beroep in rechte in te stellen.

De verwerkingsverantwoordelijke vermeldt de feitelijke of juridische redenen waarop zijn beslissing steunt. Deze inlichtingen worden ter beschikking gesteld van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Wanneer het departement Inspectie gebruik heeft gemaakt van de uitzondering bepaald in § 1, eerste lid, en met uitzondering van de situaties bedoeld in het zesde en zevende lid van paragraaf 3, wordt de uitzonderingsregel onmiddellijk opgeheven na de afsluiting van de controle of van het onderzoek. De verwerkingsverantwoordelijke brengt de betrokkene hiervan onverwijld op de hoogte.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan de gerechtelijke overheid, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld na machtiging door de gerechtelijke overheid of nadat de gerechtelijke fase is beëindigd of, in voorkomend geval, nadat de sanctionerend ambtenaar een beslissing heeft genomen. Evenwel mogen inlichtingen die werden ingewonnen tijdens de uitoefening van opdrachten voorgeschreven door de rechterlijke overheid slechts worden meegegeeld mits uitdrukkelijke machtiging van deze laatste.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan de Administratie waarvan het Departement Inspectie afhangt, of aan de bevoegde instelling om over de bevindingen van het onderzoek te beslissen, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld nadat de bevoegde Administratie of instelling heeft beslist over het resultaat van het onderzoek.

Afdeling 5 . — Het recht op beperking van de verwerking

Art. 42. § 1. In afwijking van artikel 18 van de algemene verordening gegevensbescherming, om de doelstellingen van algemeen belang te waarborgen, kan het recht op beperking van de hem betreffende persoonsgegevens geheel of gedeeltelijk worden uitgesteld, beperkt of uitgesloten voor wat betreft verwerkingen van persoonsgegevens.

De in het eerste lid bedoelde verwerkingen zijn deze die de voorbereiding, de organisatie, het beheer en de opvolging van de door de inspecteurs gevoerde onderzoeken, en de procedures voor de eventuele toepassing van een administratieve geldboete door de sanctionerend ambtenaar, tot doel hebben.

Onverminderd de bewaring noodzakelijk voor de verwerking met het oog op archivering in het algemeen belang, wetenschappelijk of historisch onderzoek of statistische doeleinden bedoeld in artikel 89 van de algemene verordening gegevensbescherming, worden de persoonsgegevens die voortkomen uit de in het eerste lid bedoelde afwijking niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt, met een maximale bewaartermijn die één jaar na de definitieve beëindiging van de rechterlijke, administratieve en buitengerechtelijke procedures en beroepen die voortvloeien uit de beperking van de rechten van de betrokkene persoon niet mag overschrijden.

§ 2. De in § 1 bedoelde afwijkingen gelden gedurende de periode waarin de betrokkene het voorwerp uitmaakt van een controle of een onderzoek of de daarmee verband houdende voorbereidende werkzaamheden uitgevoerd door de inspecteurs in het kader van de uitvoering van hun wettelijke of reglementaire opdrachten, alsook gedurende de periode waarin de sanctionerend ambtenaar zijn dossier overeenkomstig hoofdstuk 9 van dit decreet behandelt.

Deze afwijkingen gelden voor zover de toepassing van het recht op beperking nadelig zou zijn voor de controle, het onderzoek of de voorbereidende werkzaamheden of het geheim van het strafonderzoek of de veiligheid van personen dreigt te schenden.

De duur van de voorbereidende werkzaamheden, bedoeld in de vorige leden, gedurende dewelke artikel 18 van de algemene verordening gegevensbescherming niet van toepassing is, mag niet meer bedragen dan één jaar vanaf de ontvangst van het verzoek ingediend met toepassing van artikel 18.

De beperking bedoeld in § 1, eerste lid, heeft geen betrekking op gegevens die los staan van het voorwerp van het onderzoek dat of van de controle die de weigering of beperking van informatie rechtvaardigt.

§ 3. Bij ontvangst van een verzoek tot beperking van de verwerking bevestigt de verwerkingsverantwoordelijke de ontvangst hiervan.

De verwerkingsverantwoordelijke informeert de betrokkene schriftelijk, onverwijld, en hoe dan ook binnen één maand na de ontvangst van het verzoek, over iedere weigering of beperking van zijn recht op inzage van de hem betreffende gegevens alsook van de redenen voor deze weigering of beperking. Die informatie over de weigering of beperking kan achterwege worden gelaten wanneer de verstrekking daarvan één van de doelstellingen genoemd in § 1, tweede lid, zou ondermijnen. Afhankelijk van de complexiteit van de verzoeken en van het aantal verzoeken kan die termijn indien nodig met nog eens twee maanden worden verlengd. De verwerkingsverantwoordelijke stelt de betrokkene binnen één maand na ontvangst van het verzoek in kennis van deze verlenging en van de redenen van het uitstel.

De verwerkingsverantwoordelijke licht de betrokkene in over de mogelijkheid om klacht in te dienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit en om een beroep in rechte in te stellen.

De verwerkingsverantwoordelijke vermeldt de feitelijke of juridische redenen waarop zijn beslissing steunt. Deze inlichtingen worden ter beschikking gesteld van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

Wanneer het departement Inspectie gebruik heeft gemaakt van de uitzondering bepaald in § 1, eerste lid, en met uitzondering van de situaties bedoeld in het zesde en zevende lid van paragraaf 3, wordt de uitzonderingsregel onmiddellijk opgeheven na de afsluiting van de controle of van het onderzoek. De verwerkingsverantwoordelijke brengt de betrokkene hiervan onverwijld op de hoogte.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan de gerechtelijke overheid, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld na machtiging door de gerechtelijke overheid of nadat de gerechtelijke fase is beëindigd of, in voorkomend geval, nadat de sanctionerend ambtenaar een beslissing heeft genomen. Evenwel mogen inlichtingen die werden ingewonnen tijdens de uitoefening van opdrachten voorgeschreven door de rechterlijke overheid slechts worden meegegeeld mits uitdrukkelijke machtiging van deze laatste.

Wanneer een dossier wordt overgemaakt aan de Administratie waarvan het Departement Inspectie afhangt, of aan de bevoegde instelling om over de bevindingen van het onderzoek te beslissen, worden de rechten van de betrokkene pas hersteld nadat de bevoegde Administratie of instelling heeft beslist over het resultaat van het onderzoek.

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen betreffende de mededeling van de beslissingen en inbreuken inzake controle*

Afdeling 1. — Mededeling van de beslissingen aan de inspecteurs

Art. 43. Elke beslissing over de strafvordering of over het opleggen van een administratieve geldboete uit hoofde van een inbreuk op de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen zal op hun aanvraag ter kennis worden gebracht van de inspecteurs die proces-verbaal hebben opgemaakt.

De kennisgeving van deze beslissing aan de inspecteurs gebeurt door de zorg, naar gelang van het geval, van het orgaan van het openbaar ministerie dat deze heeft getroffen, van de griffier van de rechtbank van eerste aanleg of van het hof van beroep die ze heeft uitgesproken of van de sanctionerend ambtenaar.

Afdeling 2. — Strafbepalingen en administratieve geldboetes in geval van niet-naleving van de dwangmaatregelen die getroffen zijn door de inspecteurs of wegens belemmering van controle

Art. 44. Onverminderd de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek:

1° worden gestraft hetzij met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en een strafrechtelijke geldboete van 50 tot 500 euro of met één van die straffen alleen, hetzij met een administratieve geldboete van 25 tot 250 euro, de werkgever, zijn aangestelden of zijn lasthebbers die binnen de door de inspecteurs bepaalde termijn, het door deze laatsten gegeven bevel tot aanplakking van documenten, bedoeld bij artikel 16, eerste lid, niet nakomen;

2° worden gestraft hetzij met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en een strafrechtelijke geldboete van 600 tot 6.000 euro of met één van die straffen alleen, hetzij met een administratieve geldboete van 300 tot 3.000 euro, de werkgever, zijn aangestelden of zijn lasthebbers die de met toepassing van de artikelen 11 en 12 voorgeschreven maatregelen niet naleven;

2° wordt gestraft hetzij met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met een strafrechtelijke geldboete van 600 tot 6.000 euro of met één van die straffen alleen, hetzij met een administratieve geldboete van 300 tot 3.000 euro, al wie de krachtens dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan een georganiseerde controle verhindert.

De geldboetes als bedoeld in het eerste lid worden vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers.

De sancties bedoeld in het eerste lid zijn niet van toepassing op de inbreuken bedoeld in artikel 8, § 4.

Art. 45. Bij herhaling binnen een jaar na een vorige veroordeling, kan de straf het dubbel van het maximum bedragen.

Art. 46. De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers zijn veroordeeld.

Art. 47. Voor de strafsancities zijn alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met uitzondering van hoofdstuk V, toepasselijk op de bij dit decreet bepaalde inbreuken.

Artikel 85 van het Strafwetboek is toepasselijk op de in dit decreet bepaalde inbreuken zonder dat het bedrag van de geldboete lager mag zijn dan 40 % van de bij dit decreet bepaalde minimumbedragen.

Art. 48. De in artikel 44 bedoelde inbreuken maken het voorwerp uit ofwel van strafvervolgingen, ofwel van een administratieve geldboete opgelegd door de sanctionerend ambtenaar.

HOOFDSTUK VIII. — *Andere sancties dan de wettelijke bepalingen en administratieve geldboetes in geval van belemmering van controle*

Art. 49. § 1. Onverminderd artikel 61 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden kunnen de subsidies, vergoedingen of toelagen geschorst worden indien de werkgever de controle van de aanwending van subsidies, vergoedingen of toelagen, geregeld krachtens dit decreet, verhindert.

De in het eerste lid bedoelde schorsing is ook van toepassing voor een aanvraag ter verkrijging van subsidies, vergoedingen of toelagen.

§ 2. De Regering kan nadere regels en de procedure voor de schorsing van de subsidies, vergoedingen of toelagen bepalen.

§ 3. In de door de Regering bepaalde gevallen kan de administratie de behandeling van aanvragen ter verkrijging van subsidies, vergoedingen of toelagen die worden ingediend op grond van de wetgeving krachtens de artikelen 6, § 1, VI et IX, en 6bis, van de bijzondere wet tot hervorming de instellingen van 8 augustus 1980 zolang een onderzoek van inspecteurs ten aanzien van dezelfde natuurlijke persoon of rechtspersoon lopende is.

Worden voor de toepassing van het eerste lid met de rechtspersoon gelijkgesteld, de rechtspersoon die een aanvraag indient waartegen geen controle lopende is, maar waarin bestuurders zetelen, of zaakvoerders, lasthebbers of personen bevoegd om de onderneming te verbinden aanwezig zijn, en die over één van deze hoedanigheden beschikken in de rechtspersoon waartegen een controle lopende is.

In geval van schorsing van behandeling van een aanvraag worden de termijnen bepaald in bedoelde gezegde wetgevingen en reglementeringen met de duur van de controle.

HOOFDSTUK IX. — *Administratieve geldboetes*

Afdeling 1. — Regels toepasselijk op de administratieve vervolging

Onderafdeling 1. — Vaststelling van de vervolgingen

Art. 50. § 1. De inbreuken op de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen waarvoor de inbreukpleger zich niet blootstelt aan strafvervolgingen, maken het voorwerp uit van een administratieve geldboete.

§ 2. Onverminderd de rechten van de burgerlijke partij worden de inbreuken op de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen waarvoor de inbreukpleger zich blootstelt aan strafvervolgingen bestraft met een administratieve geldboete tenzij ze op initiatief van het openbaar ministerie aanleiding geven tot:

- 1° strafvervolgingen zelfs als ze afgesloten worden met een vrijspraak;
- 2° het uitdoven van de strafvordering mits de betaling van een geldsom;
- 3° een bemiddeling in strafzaken bedoeld bij artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering;
- 4° een rechtsvordering uitgeoefend krachtens artikel 138bis, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 3. De sanctionerend ambtenaar legt de administratieve geldboetes onder voorwaarden op, die zijn onafhankelijkheid en onpartijdigheid waarborgen. Deze ambtenaar mag geen beslissing nemen in een dossier waarin hij reeds is opgetreden in een andere hoedanigheid, noch rechtstreeks of onrechtstreeks belang hebben in de ondernemingen of instellingen die betrokken zijn in de procedure.

Art. 51. De toepassing van een administratieve geldboete wordt uitgesloten in geval van:

- 1° strafvervolgingen zelfs als ze afgesloten worden met een vrijspraak;
- 2° het uitdoven van de strafvordering mits de betaling van een geldsom;
- 3° een bemiddeling in strafzaken bedoeld bij artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering;
- 4° een rechtsvordering ingesteld krachtens artikel 138bis, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 52. Het openbaar ministerie bezorgt de sanctionerend ambtenaar een kennisgeving van zijn beslissing om al dan niet strafvervolging in te stellen, de uitdoving van de strafvordering mits de betaling van een geldsom of een bemiddeling in strafzaken bedoeld in artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering voor te stellen of de in artikel 138bis, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde rechtsvordering in te stellen.

Wanneer het openbaar ministerie ervan afziet, een strafvervolging in te stellen, de uitdoving van de strafvordering mits de betaling van een geldsom of een bemiddeling in strafzaken bedoeld in artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering voor te stellen of van de in artikel 138bis, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde rechtsvordering in te stellen, of wanneer het openbaar ministerie geen beslissing heeft genomen binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal waarin de inbreuk werd vastgesteld, beslist de sanctionerend ambtenaar of de procedure voor de administratieve geldboete moet worden opgestart.

Art. 53. Indien het openbaar ministerie ervan afziet, een strafvervolging in te stellen, de uitdoving van de strafvordering mits de betaling van een geldsom of een bemiddeling in strafzaken bedoeld in artikel 216ter van het Wetboek van strafvordering voor te stellen of van de in artikel 138bis, § 2, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde rechtsvordering in te stellen, bezorgt het in voorkomend geval een afschrift van de procedurestukken van het aanvullend opsporingsonderzoek aan de sanctionerend ambtenaar.

Onderafdeling 2. — Verweermiddelen van de inbreukpleger

Art. 54. De inbreukpleger wordt bij aangetekende zending verzocht zijn verweermiddelen in te dienen.

Deze aangetekende zending bevat volgende gegevens :

1° de referenties van het proces-verbaal tot vaststelling van de inbreuk en houdende het relaas van de feiten die aan de basis liggen van de aanvang van de procedure;

2° het recht van de inbreukpleger om zijn verweermiddelen in te dienen binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de dag van de in het eerste lid bedoelde kennisgeving, namelijk op de dag dat de aangetekende zending aangeboden is aan de geadresseerde in persoon, op zijn hoofdverblijfplaats of op de maatschappelijke zetel;

3° het recht om zich te laten bijstaan door een raadsman;

4° het adres van de sanctionerend ambtenaar waar de inbreukpleger na afspraak zijn dossier kan inzien, alsmede de openingsuren gedurende welke hij het recht heeft zijn dossier in te zien;

5° het recht van de inbreukpleger of van zijn raadsman op een afschrift van het dossier;

6° het postadres en het e-mailadres van de sanctionerend ambtenaar, met het oog op de indiening van de verweermiddelen.

Indien de inbreukpleger verzuimd heeft om de aangetekende zending af te halen binnen de vastgestelde termijn, kan de sanctionerend ambtenaar hem bij gewone zending, ter informatie, nog een tweede uitnodiging toesturen om zijn verweermiddelen in te dienen.

Deze tweede uitnodiging doet geen nieuwe termijn van dertig dagen lopen voor de indiening van verweermiddelen.

Art. 55. De verweermiddelen kunnen schriftelijk, inbegrepen via e-mail, of mondeling op verzoek om een voorafgaande afspraak, bij de sanctionerend ambtenaar worden ingediend.

Art. 56. De sanctionerend ambtenaar stelt het dossier met betrekking tot de inbreuken welke aanleiding kunnen geven tot een administratieve geldboete ter beschikking van de inbreukpleger of diens raadsman, zodat hij het kan raadplegen en geeft hem toelating om een kopie te maken van de stukken van het dossier.

De kosten van de afschriften zijn ten laste van de inbreukpleger volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Art. 57. Jeder gebruik van informatie verkregen door raadpleging of het verkrijgen van een afschrift van het dossier, dat tot doel of tot gevolg heeft gehad dat het verloop van het onderzoek is belemmerd of dat de persoonlijke levenssfeer, de fysieke of morele integriteit of de eigendom van een in het dossier genoemde persoon is geschonden, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar of een strafrechtelijke geldboete van 26 tot 500 euro.

Onderafdeling 3. — Beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete

Art. 58. De administratieve geldboete kan alleen worden opgelegd aan de inbreukpleger, zelfs indien de inbreuk is begaan door een aangestelde of een lasthebber, behalve als hij kan aantonen dat hij geen fout heeft begaan, omdat hij naar zijn vermogen alle maatregelen heeft genomen om te verhinderen dat het materiële element van de inbreuk zich voordoet.

Art. 59. De administratieve geldboete kan niet meer worden opgelegd vijf jaar na de vaststelling van de feiten.

De daden van onderzoek of van vervolging, met inbegrip van de kennisgevingen van de beslissingen van het openbaar ministerie omtrent het al dan niet instellen van strafvervolging en het verzoek ten aanzien van de inbreukpleger om verweermiddelen in te dienen, verricht binnen de in het eerste lid gestelde termijn, stuiten evenwel de loop ervan. Met die daden vangt een nieuwe termijn van gelijke duur aan, zelfs ten aanzien van personen die daar niet bij betrokken waren.

Art. 60. De administratieve geldboete mag niet worden opgelegd vóór het eind van de termijn vermeld in artikel 54, lid 2, 2^o, of vóór het schriftelijk of mondeling verweer van de inbreukpleger, wanneer dit wordt ingediend vóór het einde van de voormelde termijn.

Art. 61. Indien de duur van de vervolging door de sanctionerend ambtenaar de redelijke termijn overschrijdt, kan deze zich beperken tot een eenvoudige schuldigverklaring of een administratieve geldboete opleggen die lager is dan het wettelijk minimum bedoeld bij of krachtens dit decreet.

In geval van een eenvoudige schuldigverklaring kan de sanctionerend ambtenaar niettemin aanspraak maken op de kosten van administratieve procedure overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Art. 62. Na afloop van de termijn bedoeld in artikel 54, tweede lid, 2^o, en, in voorkomend geval, na de datum vastgelegd voor het verhoor van de inbreukpleger of diens raadsman, beslist de sanctionerend ambtenaar, rekening houdend met de schriftelijk of mondeling voorgedragen verweermiddelen, indien er verweermiddelen waren, om de aanvankelijk overwogen administratieve geldboete of een lagere geldboete op te leggen, of om geen administratieve geldboete op te leggen.

Wanneer hij beslist om geen administratieve geldboete op te leggen, betekent de sanctionerend ambtenaar zijn beslissing bij gewone zending aan de inbreukpleger.

Met inachtneming van de algemene verordening gegevensbescherming en van Richtlijn 2016/680 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Kaderbesluit 2008/977/JBZ van de Raad kan de sanctionerend ambtenaar een afschrift van de genomen beslissing aan iedere betrokken persoon die tot de in de artikelen 23 en 24 bedoelde diensten behoort, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van laatstgenoemde mededelen.

Art. 63. De beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete is met redenen omkleed.

Ze vormt een betalingsbevel en omvat onder andere de overwegingen die feitelijk en rechtens aan de basis liggen van de beslissing, enerzijds als antwoord op de ingediende verweermiddelen en anderzijds als motivering voor het bedrag van de administratieve geldboete.

Ze omvat inzonderheid de volgende elementen:

1^o de bepalingen die de rechtsgrond ervan uitmaken;

2^o de referenties van het proces-verbaal tot vaststelling van de inbreuk en houdende het relaas van de feiten die aan de basis liggen van de aanvang van de procedure;

3^o de datum van het verzoek tot indiening van de verweermiddelen;

4^o het bedrag van de administratieve geldboete, eventueel verhoogd met de kosten van de administratieve procedure bepaald volgens de modaliteiten van de Regering;

5^o de bepalingen van artikel 68 met betrekking tot de betaling van de geldboete;

6^o de bepalingen van artikel 67 met betrekking tot het beroep tegen de beslissing.

Art. 64. De in artikel 63 bedoelde beslissing wordt aan de inbreukpleger ter kennis gebracht bij aangetekende zending samen met een verzoek tot betaling van de geldboete binnen de termijn bepaald bij artikel 68.

De kennisgeving doet de strafvordering vervallen.

Indien de inbreukpleger verzuimd heeft om de aangetekende zending af te halen binnen de vastgestelde termijn, kan de sanctionerend ambtenaar hem bij gewone zending, ter informatie, een afschrift van de beslissing bezorgen. Deze tweede zending geeft geen aanleiding tot een nieuwe termijn van drie maanden voor het instellen van het in artikel 67 bedoelde beroep.

Art. 65. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 64 en 67 heeft de in artikel 63 bedoelde beslissing uitvoerende kracht.

Art. 66. De Regering kan de modaliteiten betreffende de beslissing en de procedures tot oplegging van een administratieve geldboete aanvullen.

Onderafdeling 4 . — Beroepen

Art. 67. Onverminderd artikel 77 stelt de inbreukpleger die de beslissing van de sanctionerend ambtenaar betwist, op straffe van verval, overeenkomstig de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek en binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de kennisgeving van de beslissing, een verzoek bij wege van verzoekschrift in bij de rechtbank van eerste aanleg.

Het verzoek wordt bij de arbeidsrechtbank ingesteld in geval van inbreuk op de wetgevingen en reglementeringen betreffende het tewerkstellingsbeleid bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Het verzoek wordt bij de rechtbank van de onderneming ingesteld in geval van inbreuk op de wetgevingen en reglementeringen betreffende het economisch beleid bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Het verzoek wordt bij de rechtbank van eerste aanleg ingesteld in geval van inbreuk op de wetgevingen en reglementeringen betreffende het onderzoeksbeleid bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Dit beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

Onderafdeling 5 . — Betaling van de administratieve geldboete

Art. 68. De administratieve geldboete wordt betaald binnen een termijn van drie maanden die ingaat op de dag van de kennisgeving van de beslissing tot oplegging van de administratieve geldboete of op de dag waarop de gerechtelijke beslissing in kracht van gewijsde is gegaan.

De in het eerste lid bedoelde termijn gaat in op de dag dat het aangetekend schrijven aangeboden is aan de bestemming in persoon, op zijn hoofdverblijfplaats of op de maatschappelijke zetel.

De sanctionerend ambtenaar kan evenwel de inbreukpleger op diens verzoek en indien daartoe aanleiding bestaat een langere termijn toekennen die geenszins de verjaringstermijn van de rechtsvordering tot invordering van de geldboete als bedoeld bij artikel 72 mag overschrijden. In dat geval deelt de sanctionerend ambtenaar het afbetalingsplan schriftelijk mee aan de inbreukpleger.

Art. 69. De Regering kan de modaliteiten betreffende de beslissing en de procedures tot oplegging van een administratieve geldboete aanvullen.

Art. 70. Indien de inbreukpleger in gebreke blijft voor de betaling van de administratieve geldboete binnen de termijn van drie maanden bepaald in artikel 68, eerste lid, of het hem overeenkomstig artikel 68, derde lid, of artikel 69, derde lid, toegekende afbetalingsplan niet nakomt, maakt de sanctionerend ambtenaar het dossier aanhangig bij de federale Administratie of bij iedere door de Regering aangewezen dienst. In dat geval deelt de sanctionerend ambtenaar hun een afschrift van de administratieve beslissing en, in voorkomend geval, van de in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing.

Art. 71. De Regering kan de modaliteiten betreffende de beslissing en de procedures tot oplegging van een administratieve geldboete aanvullen.

Art. 72. De rechtsvordering tot invordering van de administratieve geldboete verjaart tien jaar na de dag waarop geen beroep meer kan worden aangetekend tegen de beslissing van de sanctionerend ambtenaar.

Art. 73. Door de betaling van de geldboete vervalt de rechtsvordering van de sanctionerend ambtenaar.

Onderafdeling 6 . — Aan minderjarigen opgelegde administratieve geldboetes

Art. 74. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de minderjarigen onder zestien jaar op het moment van de feiten.

Art. 75. Wanneer de procedure tot oplegging van een administratieve geldboete opgestart wordt tegen een persoon onder achttien jaar, wordt het in artikel 54 bedoelde aangetekend schrijven gericht aan de minderjarige, alsook aan zijn vader en moeder, voogden of personen die het toezicht op hem uitoefenen. Die partijen beschikken over dezelfde rechten als de inbreukpleger.

De sanctionerend ambtenaar stelt de stafhouder van de Orde van advocaten daarvan in kennis zodat de minderjarige door een advocaat bijgestaan kan worden. Die kennisgeving wordt samen met het in het eerste lid bedoelde aangetekend schrijven verstuurd.

Uiterlijk binnen twee werkdagen, te rekenen van de datum van die kennisgeving, wordt een advocaat aangewezen door de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand.

Een afschrift van het bericht waarmee de stafhouder in kennis van de aanhangigmaking gesteld wordt, wordt bij het procedurendossier gevoegd.

In het geval van een belangenconflict zorgt de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand ervoor dat de belanghebbende bijgestaan wordt door een andere advocaat dan degene op wie zijn vader en moeder, zijn voogden of de personen die toezicht op hem uitoefenen een beroep hebben gedaan.

Art. 76. Als de inbreukpleger minderjarig is, worden de in artikel 63 bedoelde beslissing of de beslissing om het dossier zonder gevolg te sluiten, samen met het proces-verbaal van verhoor, ter kennis gebracht van de minderjarige en zijn vader, moeder, voogden of de personen die toezicht op hem uitoefenen.

De vader, moeder, voogden of de personen die toezicht op hem uitoefenen zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboete.

Art. 77. In afwijking van artikel 67 wordt het beroep door middel van een kosteloos verzoekschrift bij de jeugdrechtbank ingediend, als de inbreukpleger een minderjarige is die de volle leeftijd van zestien jaar heeft bereikt. In dit geval kan het beroep ook tegen de vader, moeder, voogden of de personen die toezicht op hem uitoefenen, ingediend worden.

De jeugdrechtbank blijft bevoegd indien de inbreukpleger meerjarig is op het moment waarop hij zich uitspreekt.

*Afdeling 2 . — Regels toepasselijk op de administratieve geldboetes**Onderafdeling 1 . — Vermenigvuldiging van de geldboete*

Art. 78. De opdecimen bedoeld in artikel 1, eerste lid, van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimen op de strafrechtelijke geldboetes zijn van toepassing op de administratieve geldboetes.

De sanctionerend ambtenaar vermeldt in zijn beslissing de verhoging krachtens voornoemde wet van 5 maart 1952 alsook het getal dat uit de verhoging resulteert.

Art. 79. Wanneer de geldboete wordt vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers, kandidaat-werknemers, minderjarigen, stagiairs, ondernemingen, operatoren of werkgevers, geldt de regel zowel voor de strafrechtelijke als voor de administratieve geldboete. De vermenigvuldigde geldboete mag niet meer dan het honderdvoud van de maximumgeldboete bedragen.

Onderafdeling 2 . — Herhaling

Art. 80. In geval van herhaling binnen het jaar dat volgt op een gerechtelijke beslissing tot schuldigverklaring, op een bestuurlijke beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete of een veroordeling tot een gevangenisstraf of tot betaling van een administratieve of strafrechtelijke geldboete wegens inbreuk op de in artikel 3 bedoelde wetgevingen of reglementeringen, kan het bedrag van de administratieve geldboete op het dubbel van het maximum worden gebracht.

De termijn van een jaar vangt aan op de dag waarop de bestuurlijke beslissing niet langer vatbaar is voor beroep of op de dag dat de gerechtelijke beslissing in kracht van gewijsde is gegaan.

Onderafdeling 3 . — Meerdaadse samenloop van inbreuken

Art. 81. In geval van samenloop van verschillende inbreuken worden de bedragen van de administratieve geldboetes samengevoegd zonder dat ze evenwel het dubbele van het maximum van de hoogste administratieve geldboete mogen overschrijden.

Onderafdeling 4 . — Eendaadse samenloop van inbreuken en samenloop door eenheid van opzet

Art. 82. Wanneer eenzelfde feit verscheidene inbreuken oplevert of wanneer verschillende inbreuken die gelijktijdig worden voorgelegd aan de sanctionerend ambtenaar de opeenvolgende en voortgezette uitvoering zijn van hetzelfde misdadig opzet, wordt alleen de zwaarste administratieve geldboete uitgesproken.

Wanneer de sanctionerend ambtenaar vaststelt dat inbreuken reeds het voorwerp waren van een beslissing tot oplegging van een definitieve administratieve geldboete, en andere feiten die bij hem aanhangig zijn en die in de vooronderstelling dat zij bewezen zouden zijn, aan die beslissing voorafgaan en samen met de eerste inbreuken de opeenvolgende en voortgezette uitvoering zijn van een zelfde misdadig opzet, houdt hij bij de toemeting van de administratieve geldboete rekening met de reeds opgelegde administratieve geldboetes. Indien deze hem voor een juiste bestraffing van al de inbreuken voldoende lijken, spreekt hij zich uit over de schuldvraag en verwijst hij in zijn beslissing naar de reeds opgelegde administratieve geldboetes. Het totaal van de administratieve geldboetes opgelegd met toepassing van dit artikel mag het maximum van de zwaarste administratieve geldboete niet te boven gaan.

Onderafdeling 5 . — Uitwissing van administratieve geldboetes

Art. 83. Voor de vaststelling van het bedrag van de administratieve geldboete mag geen rekening gehouden worden met een beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete of tot schuldigverklaring die drie jaar of meer voor de feiten is geweest. Deze termijn van drie jaar vangt aan op het ogenblik dat de beslissing uitvoerbare kracht heeft gekregen of wanneer de gerechtelijke beslissing over het beroep van de inbreukpleger in kracht van gewijsde is gegaan.

Onderafdeling 6 . — Verzachtende omstandigheden

Art. 84. Indien verzachtende omstandigheden aanwezig zijn, is de sanctionerend ambtenaar, de rechtbank van eerste aanleg, de arbeidsrechtbank of, in voorkomend geval, de jeugdrechtbank gerechtigd om de administratieve geldboete te verminderen tot een bedrag onder het wettelijk minimum voor een dienovereenkomstige inbreuk, waarbij het evenwel niet lager mag zijn dan 40 percent van het voorgeschreven minimumbedrag.

Onderafdeling 7 . — Uitstel

Art. 85. § 1. De sanctionerend ambtenaar mag besluiten dat de beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete niet of slechts gedeeltelijk zal worden ten uitvoer gelegd, voor zover, tijdens de vijf jaren die de nieuwe inbreuk voorafgaan:

1° aan de inbreukpleger geen administratieve geldboete van 25 tot 250 euro, van 50 tot 500 euro, of van 300 tot 3.000 euro werd opgelegd;

2° de inbreukpleger niet veroordeeld werd tot een strafrechtelijke geldboete van 50 tot 500 euro, van 100 tot 1.000 euro, van 600 tot 6.000 euro, of een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar.

Enige strafrechtelijke sanctie of administratieve geldboete die vroeger uitgesproken was of opgelegd werd voor feiten die voortvloeien uit eenzelfde misdadig opzet, vormen geen beletsel voor het verlenen van een uitstel.

§ 2. De sanctionerend ambtenaar verleent het uitstel bij dezelfde beslissing als die met welke hij de geldboete oplegt.

§ 3. De proeftermijn mag niet minder zijn dan één jaar en niet meer dan drie jaar, te rekenen van de datum van de kennisgeving van de beslissing tot oplegging van de administratieve geldboete of van het vonnis of het arrest dat in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 4. Het uitstel wordt van rechtswege herroepen ingeval gedurende de proeftijd een nieuwe inbreuk begaan is die de toepassing meebrengt van een administratieve geldboete van een hoger niveau dan de administratieve geldboete die tevoren gepaard ging met uitstel.

§ 5. Het uitstel kan herroepen worden ingeval gedurende de proeftijd een nieuwe inbreuk begaan is die de toepassing meebrengt van een administratieve geldboete van een gelijk of lager niveau dan de administratieve geldboete die tevoren gepaard ging met uitstel.

§ 6. Voor de vergelijking van niveaus als bedoeld in §§ 4 en 5 van de geldboetes worden ze niet vermenigvuldigd met, al naargelang het geval, het aantal betrokken werknemers, het aantal betrokken afnemers van de diensten, of enige andere factor bepaald in de wetten en reglementen als bedoeld in artikel 3. Om te bepalen of een inbreuk van een lager, van hetzelfde dan wel van een hoger niveau is, dienen de maximumbedragen van de administratieve geldboetes voor deze inbreuken te worden vergeleken.

§ 7. Het uitstel wordt herroepen bij dezelfde beslissing als die waarbij de administratieve geldboete wordt opgelegd voor de nieuwe inbreuk die begaan is tijdens de proeftermijn.

De vermelding van de herroeping van het uitstel in de beslissing geschiedt zowel wanneer de herroeping van rechtswege gebeurt, als wanneer deze ter beoordeling van de sanctionerend ambtenaar wordt gelaten.

§ 8. De administratieve geldboete die uitvoerbaar wordt als gevolg van de herroeping van het uitstel wordt onbeperkt gecumuleerd met die welke opgelegd is wegens de nieuwe inbreuk.

§ 9. In geval van beroep tegen de beslissing tot oplegging van een administratieve geldboete kan de rechter het uitstel dat door de sanctionerend ambtenaar werd verleend niet herroepen. Ze kunnen evenwel het uitstel verlenen wanneer de bevoegde administratie het geweigerd heeft.

Afdeling 3 . — Amadeus-databank

Art. 86. § 1. Er wordt een Amadeus-databank opgericht voor het verzamelen, opslaan, structureren, verwerken en uitwisselen van relevante gegevens met betrekking tot de vervolging van inbreuken op de in artikel 3 bedoelde wetgevingen en reglementeringen.

Met inachtneming van de algemene verordening gegevensbescherming hebben de in het eerste lid bedoelde verrichtingen en het bijwerken van de Amadeus-databank de volgende doelstellingen:

- 1° de vervolging van inbreuken door middel van administratieve geldboetes;
- 2° de uitoefening door de inspecteurs van hun wettelijke opdrachten en de adequate bestrijding van de in de eerste lid bedoelde inbreuken;
- 3° het opmaken van interne en externe statistieken.

§ 2. De Amadeus-databank bevat de door de Regering bepaalde gegevens aangaande volgende personen:

- 1° iedere persoon die ervan verdacht wordt (mede)dader te zijn van een inbreuk;
- 2° iedere persoon aan wie een administratieve geldboete opgelegd kan worden;
- 3° iedere werknemer of persoon die betrokken is of geacht wordt betrokken te zijn bij een inbreuk.

Art. 87. De Amadeus-databank wordt ontwikkeld, beheerd, gehost en beveiligd in overeenstemming met het veiligheidsbeleid van de informatiesystemen van de Waalse Overheidsdienst.

De Regering kan de specifieke modaliteiten voor het beheer en het gebruik van de databank vaststellen.

Art. 88. De Regering bepaalt de categorieën ambtenaren die toegang hebben tot de Amadeus-databank alsook de modaliteiten van deze toegang.

Alle personen die toegang hebben tot de Amadeus-databank moeten de nodige maatregelen nemen om het vertrouwelijk karakter te verzekeren van de persoonsgegevens opgenomen in deze databank en om te verzekeren dat deze gegevens uitsluitend worden aangewend met het oog op de in artikel 86 bedoelde doelstellingen.

Iedere inbreuk op de geheimhoudingsplicht in het kader van de toegang tot de Amadeus-databank wordt bestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

HOOFDSTUK X. — Wijzigings-, opheffings- en slotbepalingen

Afdeling 1 . — Bepalingen tot wijziging van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

Art. 89. In artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders wordt paragraaf 4/1, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016, vervangen door hetgeen volgt:

" § 4/1. De controle op de toepassing van de paragrafen 1, derde lid, *h*), *i*), *m*), *p*), *s*), *t*), *w*), en *za*), en *1bis*, leden 1 tot 3, en leden 5 tot 9, wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.

De controle van de paragrafen 1, derde lid, 3), en *1bis*, leden 1 tot 3, en leden 5 tot 9, wordt uitgeoefend onverminderd de bevoegdheden inzake inspectie en controle van de federale instellingen, bevoegd voor de sociale zekerheidsbijdragen en de werkloosheidsuitkeringen die ter zake de eneige administratieve en technische operatoren zijn."

Art. 90. Artikel 8*quater* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 8*quater*. De controle op de toepassing van de 8 tot 9 en de uitvoeringsmaatregelen ervan, uitgezonderd de bepalingen van artikel 8, § 4, leden 2 en 3, §§ 7 en 10, wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen."

Afdeling 2 . — Bepalingen tot wijziging van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen

Art. 91. Artikel 12/1 van de wet van 19 februari 1965 betreffende de uitoefening van de zelfstandige beroepsactiviteiten der vreemdelingen, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 12/1. De controle op de toepassing van deze wet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.

De ambtenaren aangewezen door de Regering voor de controle van deze wet en de uitvoeringsbepalingen ervan kunnen overgaan tot de inbeslagname, tegen ontvangstbewijs, van de ingetrokken beroepskaarten waarvoor er redenen bestaan om te denken dat ze zijn nagemaakt of vervalst.

Zij kunnen eveneens de vreemdeling bevelen om zijn activiteit te staken, ofwel de sluiting van door hem uitgebate inrichting te bevelen te rekenen van een bepaalde datum en voor een door hen gekozen duur."

Art. 92. In artikel 13/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 wordt het woord « strafrechtelijke » tussen de woorden “kan de” en het woord “straf” ingevoegd;

2° paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt :

“ § 3. De bepalingen van hoofdstuk 9 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen zijn van toepassing op de administratieve geldboeten bepaald bij paragraaf 1.”

Afdeling 3 . — Bepalingen tot wijziging van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen

Art. 93. In de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, hoofdstuk IV, afdeling 6, wordt het opschrift van onderafdeling 4 vervangen door hetgeen volgt: « Toezicht, straffen en administratieve geldboetes ».

Art. 94. Artikel 124 van dezelfde wet, vervangen door het decreet van 28 april 2016, wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 124. De controle op de toepassing van deze afdeling en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”

Art. 95. In dezelfde wet, hoofdstuk IV, afdeling 6, onderafdeling 4, wordt het opschrift “Strafbepalingen”, ingevoegd bij de wet van 6 juni 2010, vervangen door hetgeen volgt: « Strafbepalingen en administratieve geldboetes ».

Art. 96. Artikel 131 van dezelfde wet, hersteld bij het decreet van 28 april 2016, wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 131. Met een administratieve geldboete van tien tot honderd euro wordt bestraft, eenieder die onjuiste inlichtingen verschaft met het oog op de toepassing van de regels betreffende het betaald educatief verlof vermeld in onderhavige afdeling en in de uitvoeringsmaatregelen van deze wet.

Met een administratieve geldboete van tien tot honderd euro wordt bestraft, de werkgever, diens aangestelde of lastheber die in overtreding van afdeling 6 een werknemer die een regelmatige aanvraag tot betaald educatief verlof heeft ingediend, het recht weigert om de de cursus te volgen.

De geldboete als bedoeld in het eerste en het tweede lid wordt vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers.”

Art. 97. Artikel 132 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 6 juni 2010, wordt hersteld in de volgende lezing :

“Art. 132. De bepalingen van hoofdstuk 9 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen zijn van toepassing op de administratieve geldboeten bepaald bij deze onderafdeling.”

Afdeling 4 . — Bepalingen tot wijziging van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers

Art. 98. In het opschrift van hoofdstuk V van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers worden de woorden “en strafbepalingen” vervangen door de woorden “, strafbepalingen en administratieve geldboetes”.

Art. 99. In dezelfde wet wordt artikel 35/1, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016, vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 35/1. De ambtenaren aangewezen door de Waalse Regering of haar gemachtigde oefenen het toezicht uit op de toepassing van de artikelen 1, § 7, en 32bis en de uitvoeringsmaatregelen ervan, en gaan de inachtneming ervan na.

Deze ambtenaren oefenen bedoeld toezicht en het nagaan van de inachtneming ervan uit overeenkomstig de bepalingen van van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”

Art. 100. In het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk V van dezelfde wet worden de woorden « en administratieve geldboetes » toegevoegd aan de woorden « Strafbepalingen ».

Art. 101. In artikel 39 van dezelfde wet, hersteld bij het decreet van 28 april 2016, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3 wordt het woord « strafrechtelijke » tussen de woorden “wordt de” en het woord “geldboete” ingevoegd;

2° paragraaf 4 wordt opgeheven.;

3° paragraaf 5 wordt opgeheven.

Art. 102. Artikel 40 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 6 juni 2010, wordt hersteld in de volgende lezing :

“Art. 40. De bepalingen van hoofdstuk 9 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen zijn van toepassing op de administratieve geldboeten bepaald bij artikel 39.”

Afdeling 5 . — Bepalingen tot wijziging van de wet van 25 februari 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten

Art. 103. In artikel 10ter van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten, ingevoegd bij de wet van 4 juli 2005, worden de woorden “kan de ambtenaar, aangesteld in toepassing van artikel 11, § 1” vervangen door de woorden “kunnen de ambtenaren, bedoeld in artikel 11, lid 1,”.

Art. 104. In dezelfde wet wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt :

« Controle, waarschuwing, strafbepalingen en administratieve geldboetes ».

Art. 105. Artikel 11 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 4 juli 2005, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Art. 11. Onverminderd de ambtsbevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie, wordt de overtreding van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten opgespoord en vastgesteld door de leden van het operationeel kader van de federale politie en de lokale politie alsmede door de ambtenaren, door de Regering hiertoe aangewezen.

De ambtenaren bedoeld in lid 1 oefenen bedoeld toezicht uit overeenkomstig de bepalingen van van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.

In de uitoefening van hun ambt kunnen de ambtenaren bedoeld in lid 1 de bijstand vragen van de lokale en van de federale politie. ».

Art. 106. In artikel 12, lid 1, van dezelfde wet worden de woorden "van artikel 11, § 1" vervangen door de woorden "van artikel 11, lid 1".

Art. 107. In artikel 13 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, wordt de inleidende zin vervangen door de volgende zin: "Met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met een geldboete van 100 tot 1 000 euro of met één van deze straffen alleen, of met een administratieve geldboete van 50 tot 500 euro worden gestraft: »;

2° in paragraaf 2, lid 2, worden de woorden "Alle bepalingen" vervangen door de woorden "Voor de strafrechtelijke straffen zijn alle bepalingen" en vervalt het woord "zijn".

Art. 108. In dezelfde wet wordt een artikel 13bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 13bis. De bepalingen van hoofdstuk 9 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen zijn van toepassing op de administratieve geldboeten bepaald bij artikel 13."

Afdeling 6 . — Bepalingen tot wijziging van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap

Art. 109. Artikel 15 van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 15. Onverminderd de ambtsbevoegdheid van de officieren van de gerechtelijke politie zijn de gerechtelijke agenten bij de parketten, de federale politie, de lokale politie alsmede de door de Regering hiertoe aangewezen ambtenaren bevoegd om de inbreuken op de bepalingen van dit hoofdstuk op te sporen en vast te stellen.

De ambtenaren bedoeld in lid 1 oefenen bedoeld toezicht uit overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.

In de uitoefening van hun ambt kunnen de ambtenaren bedoeld in lid 1 de bijstand vragen van de lokale en van de federale politie. ».

Art. 110. In artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van 1 juli 2000 en 16 februari 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen door hetgeen volgt :

" § 1. Met een geldboete van 50 tot 500 euro of een administratieve geldboete van 25 tot 250 euro wordt gestraft ieder die zonder te beschikken over de basiskennis van het bedrijfsbeheer of de beroepsbekwaamheid een beroepsactiviteit uitoefent waarvan de uitoefening overeenkomstig dit hoofdstuk is geregeld.

Bij herhaling wordt het bedrag van de strafrechtelijke geldboete bedoeld in lid 1 op een som van 100 tot 1.000 euro gebracht. »;

2° in paragraaf 2, lid 2, worden de woorden "De bepalingen" vervangen door de woorden "Voor de strafrechtelijke straffen zijn alle bepalingen" en vervalt het woord "zijn";

3° het artikel wordt aangevuld met een als volgt luidende § 5 :

" § 5. De bepalingen van hoofdstuk 9 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen zijn van toepassing op de administratieve geldboeten bepaald bij paragraaf 1."

Afdeling 7 . — Bepalingen tot wijziging van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers

Art. 111. In de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers wordt artikel 11 vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 11. De controle op de toepassing van deze wet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen."

Art. 112. In dezelfde wet wordt het opschrift van hoofdstuk VII vervangen als volgt :

« Strafbepalingen, administratieve geldboetes en overige vergoedingen ».

Art. 113. Artikel 12 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 6 juni 2010, wordt hersteld in de volgende lezing :

"Art. 12. § 1. Wordt gestraft hetzij met een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een strafrechtelijke geldboete van 600 tot 6.000 euro of met één van die straffen alleen, hetzij met een administratieve geldboete van 300 tot 3.000 euro, de werkgever, zijn aangestelde of zijn lasthebber die, in overtreding van deze wet en de uitvoeringsmaatregelen ervan, uitgezonderd de normen betreffende de arbeidskaart verstrekt in functie van de bijzondere verblijfstoestand van betrokkenen, een buitenlandse onderdaan heeft doen of laten werken die niet toegelaten of gemachtigd is om meer dan drie maanden in België te verblijven of zich er te vestigen.

De geldboete wordt vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers.

§ 2. Wordt gestraft hetzij met een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een strafrechtelijke geldboete van 600 tot 6.000 euro of met één van die straffen alleen, hetzij met een administratieve geldboete van 300 tot 3000 euro, de werkgever, zijn aangestelde of zijn lasthebber die, in overtreding van deze wet en de uitvoeringsmaatregelen ervan, uitzonderd de normen betreffende de arbeidskaart verstrekt in functie van de bijzondere verblijfstoestand van betrokkenen, die tijdens de tewerkstelling van een onderdaan van een derde land:

1° niet vooraf heeft nagegaan of laatstgenoemde over een geldige verblijfsvergunning dan wel over een andere machtiging tot verblijf beschikt;

2° niet ten minste voor de duur van de tewerkstelling een afschrift of de gegevens van de verblijfsvergunning of een andere machtiging tot verblijf beschikbaar heeft gehouden voor de bevoegde inspectiediensten;

3° die niet aangifte heeft gedaan van de aanvang en de beëindiging van zijn tewerkstelling overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen.

In het geval dat de verblijfsvergunning of de andere machtiging tot verblijf die door de buitenlandse onderdaan wordt voorgelegd een vervalsing is, is de in het eerste lid bedoelde sanctie van toepassing wanneer het bewezen is dat de werkgever op de hoogte was dat dit document een vervalsing was.

De geldboete wordt vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers.

§ 3. Wordt bestraft hetzij met een strafrechtelijke geldboete van 100 tot 1.000 euro, hetzij met een administratieve geldboete van 50 tot 500 euro, de werkgever, zijn aangestelde of zijn lasthebber die, in strijd met deze wet en haar uitvoeringsmaatregelen, met uitzondering van de normen betreffende de arbeidskaart afgeleverd in het kader van de specifieke verblijfsituatie van de betrokken personen:

1° een buitenlandse onderdaan arbeid heeft doen of laten verrichten ofwel :

a) zonder een arbeidsvergunning te hebben verkregen van de bevoegde overheid en/of die niet over een arbeidskaart beschikt;

b) zonder de grenzen van deze arbeidsvergunning en/of arbeidskaart te respecteren;

c) voor een duur welke de duur van de arbeidsvergunning en van de arbeidskaart overschrijdt;

d) na de intrekking van de arbeidsvergunning of de arbeidskaart;

2° de arbeidsvergunning niet heeft teruggegeven aan de buitenlandse werknemer of hem die heeft bezorgd tegen betaling van een bedrag of vergoeding in welke vorm ook.

De geldboete wordt vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers.

§ 4. Wordt bestraft hetzij met een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een strafrechtelijke geldboete van 600 tot 6.000 euro of één van die straffen alleen, hetzij met een administratieve geldboete van 300 tot 3.000 euro, eenieder die, in strijd met deze wet en haar uitvoeringsmaatregelen, met uitzondering van de normen betreffende de arbeidskaart afgeleverd in het kader van de specifieke verblijfsituatie van de betrokken personen:

1° een buitenlandse onderdaan België heeft laten binnenkomen om er te worden tewerkgesteld of daartoe heeft bijgedragen, tenzij de buitenlandse onderdaan in het bezit is van een geldige arbeidskaart en met uitzondering van de buitenlandse onderdaan voor wie de werkgever na diens aankomst in België een arbeidsvergunning kan verkrijgen om er te worden tewerkgesteld;

2° een buitenlandse onderdaan heeft beloofd, tegen betaling van welke vergoeding ook, hetzij een betrekking voor hem te zoeken, hetzij hem een betrekking te bezorgen, hetzij formaliteiten te vervullen met het oog op diens tewerkstelling in België;

3° van een buitenlandse onderdaan een vergoeding in welke vorm ook heeft geëist of aangenomen, hetzij om voor hem een betrekking te zoeken, hetzij om hem een betrekking te bezorgen, hetzij om formaliteiten te vervullen met het oog op diens tewerkstelling in België;

4° als tussenpersoon is opgetreden tussen een buitenlandse onderdaan en een werkgever of de autoriteiten die zijn belast met de toepassing van de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsmaatregelen, met uitzondering van de normen betreffende de arbeidskaart afgeleverd in het kader van de specifieke verblijfsituatie van de betrokken personen, of nog tussen een werkgever en diezelfde autoriteiten, waarbij daden zijn gesteld die hetzij die buitenlandse onderdaan, hetzij de werkgever, hetzij de genoemde autoriteiten op een dwaalspoor kunnen brengen.

De geldboete wordt vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers.

§ 5. Voor de inbreuken als bedoeld in §§ 1, 2 en 4, kan de rechter bovendien de veroordeelde het verbod opleggen om gedurende een periode van één maand tot drie jaar, zelf of via een tussenpersoon, de onderneming of inrichting waar de inbreuk werd begaan geheel of gedeeltelijk uit te baten of er onder gelijk welke hoedanigheid dan ook in dienst te worden genomen.

§ 6. Voor de inbreuken als bedoeld in §§ 1, 2 en 4, kan de rechter bovendien, mits hij zijn beslissing ter zake met redenen omkleedt, de gehele of gedeeltelijke sluiting van de onderneming of inrichting waar de inbreuken werden begaan, bevelen voor de duur van één maand tot drie jaar.

§ 7. De duur van de straf die wordt uitgesproken met toepassing van § 5 of § 6 gaat in vanaf de dag waarop de veroordeelde zijn straf heeft ondergaan of waarop zijn straf verjaard is en, bij voorwaardelijke vrijlating, vanaf de dag van de invrijheidstelling, voor zover deze laatste niet ingetrokken wordt. De gevolgen zullen evenwel een aanvang nemen zodra de veroordeling op tegenspraak of bij verstek definitief is.

§ 8. De rechter kan de in § 5 of § 6 bedoelde straffen slechts opleggen wanneer dit noodzakelijk is om de inbreuken te doen stoppen of om te voorkomen dat zij zich herhalen, op voorwaarde dat de veroordeling tot deze straffen in verhouding staat tot het geheel van de betrokken sociaal-economische belangen.

Voor de inbreuken van § 3 kunnen de in § 5 of § 6 bedoelde straffen bovendien slechts worden opgelegd voor zover de gezondheid of de veiligheid van personen door deze inbreuken in gevaar wordt gebracht. Deze straffen doen geen afbreuk aan de rechten van derden.

§ 9. Elke inbreuk op de beschikking van het vonnis of van het arrest waarbij een verbod of sluiting wordt opgelegd met toepassing van § 5 of § 6 wordt bestraft met een sanctie van § 3. ».

Art. 114. Er wordt een nieuw artikel 12/1 ingevoegd, luidend als volgt:

” § 1. Wordt bestraft hetzij met een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een strafrechtelijke geldboete van 600 tot 6.000 euro of één van die straffen alleen, hetzij met een administratieve geldboete van 300 tot 3.000 euro, de aannemer, bij ontstentenis van een keten van onderaannemers, of de intermediaire aannemer, in geval van het voorhandenzijn van een dergelijke keten, wanneer hun rechtstreekse onderaannemer een inbreuk bedoeld in artikel 12, § 2, pleegt.

In afwijking van het eerste lid worden de aannemer en de intermediaire aannemer niet bestraft met de straf bedoeld in het eerste lid als ze in het bezit zijn van een schriftelijke verklaring waarin hun rechtstreekse onderaannemer bevestigt dat hij geen illegaal verblijvende onderdanen van derde landen tewerkstelt en zal tewerkstellen.

In afwijking van het tweede lid worden de aannemer en de intermediaire aannemer die in het bezit zijn van de schriftelijke verklaring bestraft ofwel met een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met een strafrechtelijke geldboete van 600 tot 6.000 euro of met enkel één van die straffen ofwel met een administratieve geldboete van 300 tot 3.000 euro, als ze, voorafgaand aan de inbreuk, vermeld in het eerste lid, op de hoogte zijn van het feit dat hun rechtstreekse onderaannemer een of meer illegaal verblijvende onderdanen van derde landen tewerkstelt. Het bewijs van dergelijke kennis kan de kennisgeving, vermeld in artikel 49/2 van het Sociaal Strafwetboek, zijn.

De geldboete wordt vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers.

§ 2. Wordt bestraft hetzij met een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en een strafrechtelijke geldboete van 600 tot 6.000 euro of één van die straffen alleen, hetzij met een administratieve geldboete van 300 tot 3.000 euro, de hoofdaannemer en de intermediaire aannemer, in geval van het voorhandenzijn van een keten van onderaannemers, wanneer hun onrechtstreekse onderaannemer een inbreuk, vermeld in artikel 12, § 2, op de hoogte is van het feit dat hun onrechtstreekse onderaannemer een of meer illegaal verblijvende onderdanen van derde landen tewerkstelt. Het bewijs van dergelijke kennis kan de kennisgeving, vermeld in artikel 49/2 van het Sociaal Strafwetboek, zijn.

De geldboete wordt vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers.

§ 3. Met een gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met een strafrechtelijke geldboete van 600 tot 1.000 euro of met één van deze straffen alleen, of met een administratieve geldboete van 300 tot 3.000 euro worden gestraft:

1° de opdrachtgever, bij ontstentenis van een onderaanneming, wanneer zijn aannemer een van de inbreuken, vermeld in artikel 12, § 2, pleegt, als de opdrachtgever, voorafgaand aan de door hem gepleegde inbreuk, op de hoogte is van het feit dat zijn aannemer een of meer illegaal verblijvende onderdanen van derde landen tewerkstelt. Het bewijs van dergelijke kennis kan de kennisgeving, vermeld in artikel 49/2 van het Sociaal Strafwetboek, zijn;

2° de opdrachtgever, bij het voorhandenzijn van een onderaanneming, wanneer de na zijn aannemer rechtstreeks of onrechtstreeks komende onderaannemer een inbreuk als vermeld in artikel 12, § 2, pleegt, als de opdrachtgever, voorafgaand aan de door hem gepleegde inbreuk, op de hoogte is van het feit dat de na zijn aannemer rechtstreeks of onrechtstreeks komende onderaannemer een of meer illegaal verblijvende onderdanen van derde landen tewerkstelt. Het bewijs van dergelijke kennis kan de kennisgeving, vermeld in artikel 49/2 van het Sociaal Strafwetboek, zijn.

De geldboete wordt vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers.”

Art. 115. Artikel 14 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 6 juni 2010, wordt hersteld in de volgende lezing :

”Art. 14. De bepalingen van hoofdstuk 9 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen zijn van toepassing op de administratieve geldboeten bepaald bij dit hoofdstuk.”

Art. 116. Artikel 15 van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 6 juni 2010, wordt hersteld in de volgende lezing :

”In overeenstemming met artikel 17, § 2, van richtlijn 2014/36/EU van 26 februari 2014 betreffende de voorwaarden voor toegang en verblijf van onderdanen van derde landen met het oog op tewerkstelling als seizoenarbeider, dient de werkgever, indien de vergunning met het oog op seizoenarbeid is ingetrokken overeenkomstig voor de betaling van een vergoeding te zorgen aan de seizoenarbeider volgens de bepalingen vastgesteld door de Regering. De aansprakelijkheid dekt iedere verplichting die de werkgever niet heeft nageleefd en die hij had moeten nakomen indien de vergunning met het oog op seizoenarbeid niet was ingetrokken.

Afdeling 8 . — Bepaling tot wijziging van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid

Art. 117. Artikel 46/1 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016, wordt vervangen door hetgeen volgt:

”Art. 46/1. De controle en de toepassing van artikel 43 en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen. ».

Afdeling 9 . — Bepalingen tot wijziging van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen

Art. 118. Artikel 7/1 van de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016, wordt vervangen door hetgeen volgt:

”Art. 7/1. Met uitzondering van de bepalingen bedoeld in hoofdstuk II, afdeling 2, wordt, onverminderd de maatregelen bedoeld in de artikelen 2, § 2, leden 4 tot 6, en 3bis, de controle op de toepassing van deze wet en haar uitvoeringsmaatregelen uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.

De erkende ondernemingen die gecontroleerd worden zoals beoogd in lid 1, kunnen gecontroleerd worden volgens een bijzondere methode bepaald door de Regering.”

Art. 119. In dezelfde wet wordt het opschrift van hoofdstuk IV/1 vervangen als volgt: « Strafbepalingen en administratieve geldboetes ».

Art. 120. Artikel 10^{quater} van dezelfde wet, hersteld bij het decreet van 28 april 2016, wordt vervangen door hetgeen volgt:

« 3° die niet voorrang geeft aan werknemers die tijdens hun deeltijdse tewerkstelling aanspraak maken op een werkloosheidsuitkering, een leefloon of op financiële sociale hulp, voor het bekomen van een voltijdse dienstbetrekking of van een andere, al dan niet bijkomende, deeltijdse dienstbetrekking waardoor zij, met deze enige dan wel bijkomende dienstbetrekking, een nieuwe deeltijdse arbeidsregeling verkrijgen waarvan de wekelijkse arbeidsduur hoger is dan die van de deeltijdse arbeidsregeling waarin zij reeds werken. ”

Art. 121. In artikel 10^{sexies} van dezelfde wet, hersteld bij het decreet van 28 april 2016, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste volzin wordt het woord « strafrechtelijke » tussen de woorden “wordt de” en het woord “geldboete” ingevoegd;

2° in de tweede volzin wordt het woord « strafrechtelijke » tussen het woord “vermenigvuldigde” en het woord “geldboete” ingevoegd.

Art. 122. Artikel 10^{septies} van dezelfde wet, opgeheven bij de wet van 22 juni 2012, wordt hersteld in de volgende lezing :

“Art. 10^{septies}. De bepalingen van hoofdstuk 9 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen zijn van toepassing op de administratieve geldboeten bepaald bij de artikelen 10^{ter}, 10^{quater} en 10^{quinquies}.”.

Art. 123. In artikel 10^{septies}/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016, wordt het woord “strafrechtelijke” ingevoegd tussen het woord “maximale” en het woord “straf”.

Art. 124. In artikel 10^{septies}/4 van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016, worden de woorden “Alle bepalingen” vervangen door de woorden “Voor de strafrechtelijke straffen zijn alle bepalingen” en vervalt het woord “zijn”.

Afdeling 10 . — Bepalingen tot wijziging van de

Art. 125. Artikel 17/1 van de wet van 5 september 2001 tot de verbetering van de werkgelegenheidsgraad van de werknemers, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016, wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 17/1. De controle op de toepassing van artikel 15 en 16 en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen. ».

Art. 126. Artikel 34 van dezelfde wet, vervangen door het decreet van 28 april 2016, wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 34. De controle op de toepassing van dit hoofdstuk en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 11 . — Bepaling tot wijziging van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs

Art. 127. Artikel 34 van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs, vervangen door het decreet van 22 november 2007, wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 34. De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 12 . — Bepaling tot wijziging van de programmawet (I) van 24 december 2002

Art. 128. Artikel 338/2 van de programmawet (I) van 24 december 2002, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016 en gewijzigd bij het decreet van 2 februari 2017, wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Art. 338/2. Onverminderd de inspectie- en controlebevoegdheden van de federale instellingen bevoegd voor de socialezekerheidsbijdragen, die ter zake de enige administratieve en technische operatoren zijn, wordt de controle op de artikelen 335 tot 338, 339, 341^{bis}, 353^{bis}/9, 353^{bis}/10, 353^{bis}/12 tot 353^{bis}/14, 353^{ter} en 353^{quater} en de uitvoeringsmaatregelen ervan uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen..

Het is ook het geval voor de artikelen 324 tot en met 328 voor zover ze betrekking hebben op de artikelen bedoeld in lid 1. ”.

Afdeling 13 . — Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling

Art. 129. Artikel 11 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, vervangen door het decreet van 22 november 2007, wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 11. De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

De gewestelijke zendingen die gecontroleerd worden zoals beoogd in lid 1, kunnen gecontroleerd worden volgens een bijzondere methode bepaald door de Regering.”.

Afdeling 14 . — Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen

Art. 130. Artikel 16 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 16. § 1. De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen."

§ 3. Onverminderd paragraaf 3 worden de incentives bedoeld bij dit decreet terugbetaald overeenkomstig het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden:

1° in geval van niet-naleving van de bepalingen uitgebracht bij of krachtens dit decreet of de verplichtingen vervat in de individuele beslissing tot toekenning en in de overeenkomst;

2° in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van de grote onderneming;

3° in geval van al dan niet bewuste verstrekking door de grote onderneming van onjuiste of onvolledige inlichtingen ongeacht het effect van die inlichtingen op het bedrag van de incentives, onverminderd de strafrechtelijke vervolging van de personen die die inlichtingen verstrekt zouden hebben.

In geval van teruggave van de incentive bedoeld in artikel 8 wordt de vrijstelling van de onroerende voorheffing ab initio geschrapt.

De waarborg van het Gewest bedoeld in artikel 9 wordt beëindigd indien de door de kredietinstelling verstrekte inlichtingen onjuist blijken te zijn of in geval van niet-naleving van de toekenningsvoorwaarden van die waarborg.

§ 3. Wanneer er willens en wetens onjuiste of onvolledige informatie verstrekt wordt om de incentive bedoeld in artikel 5 te verkrijgen, kan de onderneming, haar aangestelde of lasthebber een administratieve geldboete van 300 tot 3.000 euro worden opgelegd volgens de procedure of tegen de voorwaarden vastgesteld bij de bepalingen van hoofdstuk 9 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen."

Afdeling 15 . — Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen

Art. 131. Artikel 20 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 20. § 1. De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen."

§ 3. Onverminderd paragraaf 3 worden de incentives bedoeld bij dit decreet terugbetaald overeenkomstig het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden:

1° in geval van niet-naleving van de bepalingen uitgebracht bij of krachtens dit decreet of de verplichtingen vervat in de individuele beslissing tot toekenning;

2° in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van de kleine of middelgrote onderneming;

3° in geval van al dan niet bewuste verstrekking door de grote onderneming van onjuiste of onvolledige inlichtingen ongeacht het effect van die inlichtingen op het bedrag van de incentives, onverminderd de strafrechtelijke vervolging van de personen die die inlichtingen verstrekt zouden hebben.

In geval van teruggave van de incentive bedoeld in artikel 11 wordt de vrijstelling van de onroerende voorheffing ab initio geschrapt.

§ 3. Wanneer er willens en wetens onjuiste of onvolledige informatie verstrekt wordt om de incentive bedoeld in artikel 5 te verkrijgen, kan de onderneming, haar aangestelde of lasthebber een administratieve geldboete van 300 tot 3.000 euro worden opgelegd volgens de procedure of tegen de voorwaarden vastgesteld bij de bepalingen van hoofdstuk 9 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen."

Afdeling 16 . — Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen

Art. 132. Artikel 15 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 15. § 1. De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen."

§ 2. Onverminderd paragraaf 3 worden de incentives bedoeld in artikel 3 terugbetaald overeenkomstig het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden:

1° in geval van niet-naleving van de bepalingen uitgebracht bij of krachtens dit decreet of de verplichtingen vervat in de individuele beslissing tot toekenning en in de overeenkomst;

2° in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van de grote onderneming;

3° in geval van al dan niet bewuste verstrekking door de grote onderneming van onjuiste of onvolledige inlichtingen ongeacht het effect van die inlichtingen op het bedrag van de incentives, onverminderd de strafrechtelijke vervolging van de personen die die inlichtingen verstrekt zouden hebben.

In geval van teruggave van de incentive bedoeld in artikel 9 wordt de vrijstelling van de onroerende voorheffing ab initio geschrapt.

§ 3. Wanneer er willens en wetens onjuiste of onvolledige informatie verstrekt wordt om de incentive bedoeld in artikel 3 te verkrijgen, kan de onderneming, haar aangestelde of lasthebber een administratieve geldboete van 300 tot 3.000 euro worden opgelegd volgens de procedure of tegen de voorwaarden vastgesteld bij de bepalingen van hoofdstuk 9 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 17 . — Bepaling tot wijziging van het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen

Art. 133. Artikel 10 van het decreet van 25 maart 2004 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen, vervangen door het decreet van 22 november 2007, wordt vervangen door hetgeen volgt:

« Art. 10. De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 18. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie

Art. 134. Artikel 31 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie, vervangen door het decreet van 22 november 2007 wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 31. De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 19 . — Bepalingen tot wijziging van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact

Art. 135. Artikel 59/1 van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, ingevoegd bij het decreet van 20 juli 2016, wordt opgeheven.

Art.136. Artikel 85 van dezelfde wet, vervangen door het decreet van 28 april 2016, wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 85. Onverminderd de inspectie- en controlebevoegdheden van de federale instellingen bevoegd voor de socialezekerheidsbijdragen, die ter zake de enige administratieve en technische operatoren zijn, wordt de controle op de toepassing van de artikelen 79 tot 84 en 87 en de uitvoeringsmaatregelen ervan uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 20 . — Bepalingen tot wijzigingen van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de “Initiatieven de développement de l’emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale” (initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel)

Art. 137. Artikel 18, eerste lid, van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de “initiatieven de développement de l’emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale” (initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, wordt vervangen als volgt :

“Art. 18. De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 21 . — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië

Art. 138. In het het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië wordt het opschrift van hoofdstuk X gewijzigd als volgt :

« Strategisch beheer, procedure, beoordeling, controle en administratieve geldboetes”.

Art. 139. In hetzelfde decreet wordt een artikel 124/2 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 124/2. De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

Art. 140. In hetzelfde decreet wordt een artikel 124/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. In geval van bewuste verstrekking van onjuiste of onvolledige inlichtingen ongeacht het effect van die inlichtingen op het bedrag van de subsidies of terugvorderbare voorschotten, en onverminderd de strafrechtelijke vervolging van de personen die die inlichtingen verstrekt zouden hebben, kan een administratieve geldboete van 300 tot 3.000 euro worden opgelegd volgens de procedure en tegen de voorwaarden vastgesteld bij de bepalingen van hoofdstuk 9 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 22 . — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkingstelling) (afgekort S.A.A.C.E)

Art. 141. Artikel 9 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de begeleidingsstructuren voor zelftewerkingstelling wordt vervangen door hetgeen volgt :

"Art. 9. De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkingstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen."

Afdeling 23 . — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie

Art. 142. In artikel 5, § 1, van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, vervangen door het decreet van 19 maart 2009 en gewijzigd bij het decreet van 12 januari 2012, worden volgende wijzigingen ingevoerd:

a) punt 6° wordt vervangen als volgt:

« 6° de programma's inzake wedertewerkingstelling van niet-werkende werkzoekenden; »;

b) het artikel wordt aangevuld met een als volgt luidend 11°:

« 11° de buurtdiensten en -banen. ».

Art. 143. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk XII vervangen als volgt : « Strafbepalingen en administratieve geldboetes ».

Art. 144. In artikel 27 van hetzelfde wet worden de woorden "Alle bepalingen" vervangen door de woorden "Voor de strafrechtelijke straffen zijn alle bepalingen" en vervalt het woord "zijn".

Art. 145. In hetzelfde decreet wordt een artikel 27/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 27/1. In geval van inbreuk op de artikelen 23 tot 25 wat betreft de domeinen bedoeld in artikel 5, § 1, 3° tot 8°, en 11°, kan er een administratieve geldboete van 300 tot 3.000 euro worden opgelegd volgens de procedure en tegen de voorwaarden vastgesteld bij de bepalingen van hoofdstuk 9 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkingstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.

§ 2. In geval van inbreuk op artikel 23, wat betreft de domeinen bedoeld in artikel 5, § 1, 3° tot 8° en 11°, wordt de strafrechtelijke geldboete vermenigvuldigd met het aantal personen die slachtoffer zijn van de inbreuk.

§ 3. Wat betreft de domeinen bedoeld in artikel 5, § 1, 3° tot 8°, is de bestuurder van de werkgever, van de intermediaire organisatie of van de operator, wanneer laatstgenoemde een rechtspersoon is, of de beheerder, wanneer laatstgenoemde een natuurlijke persoon is, al dan niet houder van een erkenning of registratie of gebonden door een overeenkomst aan de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" of aan de Diensten van de Regering burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de administratieve geldboetes, opgelegd aan zijn aangestelden of lasthebbers. ».

Art. 146. Artikel 34 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 maart 2009, wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Onverminderd de plichten toebehorend aan de ambtenaren van de gerechtelijke politie wordt de controle op de toepassing van dit decreet en, in voorkomend geval, de uitvoeringsbesluiten ervan uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkingstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.

§ 2. Op elk ander gebied dan dat bedoeld in artikel 5, § 1, 3° tot 8° en 11°, worden het toezicht en de controle op de bepalingen van dit decreet en, in voorkomend geval, van zijn uitvoeringsbesluiten, uitgeoefend door de personeelsleden aangewezen door de Regering om de inachtneming van de bepalingen gelegd op het bedoelde gebied te controleren, overeenkomstig de bepalingen geldend voor die personeelsleden."

Afdeling 24 . — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus

Art. 147. Artikel 15 van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 15. De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkingstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen."

Art. 148. Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 1, wordt de inleidende zin vervangen door de volgende zin: "Met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met een geldboete van 100 tot 5.000 euro of met één van deze straffen alleen, of met een administratieve geldboete van 300 tot 3.000 euro worden gestraft: ";

2° paragraaf 2 wordt vervangen door hetgeen volgt :

" § 2. De bepalingen van hoofdstuk 9 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkingstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen zijn van toepassing op de administratieve geldboeten bepaald bij paragraaf 1."

Afdeling 25 . — Bepaling tot wijziging van het decreet van 3 maart 2009 betreffende

Art. 149. Artikel 27 van het decreet van 3 april 2009 betreffende de registratie en de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 27. De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen."

Afdeling 26 . — Bepalingen tot wijziging van het Sociaal Strafwetboek van 6 juni 2010

Art. 150. In het Sociaal Strafwetboek van 6 juni 2010 worden opgeheven :

1° artikel 173, § 2;

2° artikel 175.

Art. 151. In artikel 177/1, § 3, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt 3° opgeheven.

Afdeling 27 . — Bepaling tot wijziging van het decreet van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit

Art. 152. In artikel 10 van het decreet van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit wordt het tweede lid vervangen door hetgeen volgt:

"De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen."

Afdeling 28 . — Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 mei 2013

betreffende de financiële incentives ter bevordering van de indienstneming van personeel bij sommige ondernemingen

Art. 153. Artikel 16 van het decreet van 2 mei 2013 betreffende de financiële incentives ter bevordering van de indienstneming van personeel bij sommige ondernemingen wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 16. De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen."

Afdeling 29 . — Bepaling tot wijziging van het decreet van 29 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven

Art. 154. Artikel 26 van het decreet van 26 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 26. De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen."

Afdeling 30 . — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille

Art. 155. Artikel 13 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art. 13. Met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met een geldboete van 25 tot 250 euro of met één van deze straffen alleen, of met een administratieve geldboete van 10 tot 100 euro worden gestraft, diegenen die de opdracht van de personeelsleden belast met de controle op dit decreet en de uitvoeringsbepalingen ervan verhinderen of die moedwillig onjuiste of onvolledige inlichtingen of stukken voorleggen.

De bepalingen van hoofdstuk 9 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen zijn van toepassing op de administratieve geldboeten bepaald bij lid 1."

Art. 156. Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

"Art. 17. De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen."

De erkende ondernemingen die gecontroleerd worden zoals beoogd in lid 1, kunnen gecontroleerd worden volgens een bijzondere methode bepaald door de Regering."

Afdeling 31 . — Bepaling tot wijziging van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen

Art. 157. Artikel 14 van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de steun voor tewerkstelling ten behoeve van de doelgroepen wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 14. Onverminderd de inspectie- en controlebevoegdheden van de federale instellingen bevoegd voor de socialezekerheidsbijdragen, die ter zake de enige administratieve en technische operatoren zijn, wordt de controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 32 . — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 februari 2017 betreffende het inschakelingscontract

Art. 158. Artikel 14 van het decreet van 2 februari 2017 betreffende het inschakelingscontract wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 14. Onverminderd de inspectie- en controlebevoegdheden van de federale instellingen bevoegd voor de socialezekerheidsbijdragen, die ter zake de enige administratieve en technische operatoren zijn, wordt de controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid en het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

Art. 159. Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met volgend lid :

“De controle op de toepassing van de overgangsregeling betreffende het doorstromingsprogramma bedoeld in de leden 1 tot 6 wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.”.

Afdeling 33 . — Opheffingsbepaling van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid

Art. 160. Het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid, laatst gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, wordt opgeheven.

Afdeling 34 . — Slotbepaling

Art. 161. De datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt door de Regering vastgelegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 februari 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

—
Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waalse Parlement 1276 (2018-2019) nrs. 1, 1bis tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 27 februari 2019.

Bespreking.

Stemming.